

# A L'OMBRE DU GRAND CAPITAL: LES PETITS PATRONS

notre dossier p. 11 à 16

# **lutte** **ouvrière**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 453 - 7 mai 1977 - prix : 3 F

" LA  
QUESTION "

et la  
politique  
du P C F

p.21

## **APRÈS LE ZAIRE, LE SAHARA ? LE GENDARME FRANCAIS EN AFRIQUE**



p.7

**les querelles de la majorité  
TOUT S'ARRANGE . . .  
GISCARD S'APLATIT**

p.3



## dans le monde

- Page 5 :  
— Turquie : après les massacres du 1<sup>er</sup> mai, répression contre l'opposition.  
— Massacres en Ethiopie.  
— Liberté pour les « dix de Wilmington » !
- Page 6 :  
— Sahara Occidental : Giscard, gendarme de l'Afrique.  
— Djibouti : au seuil de l'indépendance.  
— Sadate au secours de Mobutu.
- Page 7 :  
— Irlande du Nord : offensives des extrémistes protestants.  
— Ekofisk : « Nous pompons le profit... Vous payez la note ! ».
- Page 10 :  
— Vietnam, An II.

## en France

- Page 4 :  
— Plan « Barre bis » : poudre aux yeux et démagogie, dans l'intérêt des patrons.
- Pages 8 et 9 :  
— Avant comme après le 1<sup>er</sup> mai : deux politiques de l'extrême-gauche par rapport à l'Union de la gauche.
- Page 17 :  
— Drogue : il faut bien faire quelque chose...  
— Haby aux enseignants : « Ne faites pas de politique... sauf la mienne ».
- Page 18 :  
— Victoire des éboueurs de Paris et des dockers de Dunkerque.  
— Dassault : la tactique « économique » de la CGT à l'épreuve.
- Page 19 :  
— Renault-Flins : les travailleurs refusent la récupération.
- Page 20 :  
— Un exemple de l'incurie du système hospitalier.  
— Usine danger : centrale nucléaire de Gravelines, APC-Toulouse.

## dossier

- PAGES 11 à 16 :  
**LES PME :**  
— Les patrons des PME : le gros des troupes de la bourgeoisie française.  
— Les PME ne vivent qu'à l'ombre du grand capital.  
— Un patronat de choc.

## culture et loisirs

- Page 21 :  
— Films : La question.
- Page 22 :  
— Livres : Mémoires d'un compagnon d'Agricol Perdiguier ; Le nouvel homme et la mer ; Les communistes et l'Etat.
- Page 23 :  
— Les handicapés aux Dossiers de l'écran.  
— Sainte-Jeanne des abattoirs au TEP.
- Page 24 :  
— Dans trois semaines : FETE DE LUTTE OUVRIERE.

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# courrier des lecteurs

## DANS LES COULOIRS DU METRO LE VRAI « DRAME DE L'INDIFFERENCE »

Jeudi 21 avril vers 18 h dans le métro de la gare du Nord, un attroupement s'est créé parce qu'une jeune femme criait car les contrôleurs de la RATP l'avaient enfermée dans les vestiaires des employés du métro.

Naturellement les voyageurs demandaient aux contrôleurs les raisons de cette séquestration. Ceux-ci cantonnés dans une attitude de méprisante ne donnèrent aucune explication. Bien plus, ils rétorquèrent au groupe de personnes que cela ne les regardait pas et que l'on n'avait pas le droit de stationner dans les couloirs du métro. Entre temps ils appelèrent la police pour livrer la jeune personne et faire circuler les gens. Nous étions plusieurs voyageurs à ne pas nous laisser refouler comme des malpropres. Du coup, un flic me prit et m'accusa sans raison de l'avoir frappé. Ils se mirent à plusieurs pour m'enfermer aussi. Après une brève altercation, tout en m'accusant d'avoir « fomenté une émeute », ils me relâchèrent quand même.

Malgré l'intervention de plusieurs voyageurs, personne n'a pu être informé sur le sort de la jeune femme.

Il y a tout juste quelques semaines que *France-Soir* en gros titres « à la Une » commentait le drame de l'indifférence des usagers du train, du métro et du bus. *France-Soir* n'a pas dit que certains contrôleurs et la police font tout pour que la population soit indifférente !  
*Un usager en colère*

## A PROPOS DE LA LUTTE DES MAÎTRES-AUXILIAIRES

Le rassemblement national du 6 mars des maîtres-auxiliaires, à Paris, lançait comme mot d'ordre de grève : garantie d'emploi pour tous les maîtres-auxiliaires.

Le succès de la grève du 15 mars (des millions de grévistes en France), l'adhésion mais aussi la sympathie rencontrée auprès de nombreux enseignants qui ont signé une adresse aux directions syndicales, montrent à l'évidence, la justesse d'une telle action.

Pour la première fois depuis longtemps, les enseignants toutes catégories professionnelles et syndicales confondues ont commencé à réaliser l'unité sur la base de leur établissement, les manœuvres d'intimidation de l'administration, l'appel à la discipline syndicale n'ont pas réussi à briser le mouvement. Bénéficiant du soutien de la tendance minoritaire syndicale

FUO les enseignants ne se sont pas pour autant « laissés manipuler » comme on l'a dit. Ils ont simplement repris à leur compte un mot d'ordre dans lequel ils se reconnaissaient.

En choisissant de se battre sur un point précis, ils ont voulu à la fois exprimer leur indignation devant la situation scandaleuse faite aux maîtres-auxiliaires encore aggravée par la réforme Haby, mais aussi leur ras-le-bol des plates-formes générales proposées par les directions syndicales.

Les structures syndicales dans les établissements qui soulignent par la force des choses les catégories professionnelles n'ont pas permis jusqu'à ce jour de refléter ce mouvement unitaire à la base.

Mais il n'est pas trop tard pour bien faire et les délégués syndicaux dans les établissements ne manqueront pas de jouer leur rôle de courroie de transmission !

Un syndicalisme vivant est seul capable de mettre en échec la politique de l'Education nationale contraire aux intérêts des élèves et des enseignants.

La parole est maintenant aux directions syndicales : c'est tout de suite et non en juin ou en septembre qu'il faut obtenir la garantie d'emploi pour tous les maîtres-auxiliaires. C'est aussi la meilleure manière d'ouvrir une brèche dans la réforme Haby.

Une enseignante,  
Sarcelles.

Malheureusement, l'attitude de la direction des syndicats enseignants n'est pas nouvelle. Se plaçant de préférence sur le terrain de la défense corporative et des négociations autour du tapis vert avec les ministères, le résultat est qu'elle refuse de s'engager dans ce qui nécessiterait une épreuve de force avec ceux-ci. En particulier, elle ne s'engage pas dans la lutte pour la garantie d'emploi des maîtres-auxiliaires.

La parole est aux directions syndicales, dit notre correspondante. Sans doute... mais c'est surtout les enseignants, maîtres-auxiliaires ou non, qui doivent « prendre la parole ». C'est-à-dire prendre en mains leur propre lutte, car ce n'est pas des directions syndicales qu'il faut attendre l'impulsion.

## LA GREVE DES LYCEES A AUBENAS

Aubenas (Ardèche) compte une forte population scolaire

secondaire (un peu moins de 3000) par rapport à l'ensemble de la population : la Cité technique, le lycée mixte, les lycées et collèges agricoles et l'inter collège catholique.

Jeudi 21 avril, 300 lycéens du mixte se sont réunis en assemblée générale et ont décidé une nouvelle assemblée générale pour le mardi 26. Ce jour-là, la grève a été votée à une forte majorité au mixte et au technique. Le lendemain l'Agricole se joint au mouvement suivi le jeudi par une petite minorité de l'Inter Collège. Il faut signaler que les non-grévistes assistaient aux cours assurés par des professeurs qui dans leur immense majorité ne nous ont pas apporté leur soutien. Mardi nous étions 500 à manifester devant l'agence de l'emploi que nous avons occupée un moment.

Jeudi 28, une délégation de lycéens s'est jointe à la manifestation des syndicats à Privas et l'après-midi nous étions 600 à défiler dans Aubenas.

Parti sur le problème de la réforme Haby et du chômage, cadre dans lequel les JC ont tenu à limiter l'action, le mouvement a cependant évolué pour exprimer le « ras-le-bol » général, une contestation de l'administration et au-delà, une contestation confuse de toute la société. Les slogans que nous criions étaient « Haby tuez-vous au chômage », « Haby t'as perdu, l'école est dans la rue », mais aussi « Une seule solution : la révolution ».

En fin de semaine, à la suite de la fin de la grève à l'Agricole et à l'inter collège, et des interventions des JC en faveur de la reprise, nous avons senti un certain flottement. Dimanche 1<sup>er</sup> après-midi où nous écrivons, nous ne savons pas quelle décision prendra la majorité des élèves en ce qui concerne la poursuite de l'action. L'administration de divers établissements a fait des pressions sur les parents notamment au lycée mixte où elle leur demande de prendre des sanctions contre leurs enfants.

Notre espoir, c'est que d'autres établissements nous rejoignent et que les travailleurs nous apportent leur soutien. Pour tout contact laisser un message au (75) 35 00 73 (Centre socio-culturel d'Aubenas).

Deux lycéens du lycée mixte d'Aubenas

## A NOS LECTEURS

Nous recevons fréquemment à notre courrier des lettres qui, tout en comportant des informations intéressantes, ne portent pas d'adresse d'expéditeur. Nous ne pouvons malheureusement pas en faire état dans notre « courrier des lecteurs ». En effet, nous ne pouvons publier des informations, des témoignages que si nous avons le moyen, éventuellement de les vérifier.

Il est évident que nous ne publierons pas les noms de nos correspondants s'ils ne le désirent pas, mais nous devons savoir, et c'est bien normal, d'où viennent nos informations.

Alors, amis lecteurs, à vos plumes, et n'oubliez pas l'adresse !

## MEETINGS LUTTE OUVRIERE

« Quelle riposte ouvrière à la crise ? »

A MARSEILLE

VENDREDI 13 MAI

SALLE MAZENOD  
Rue d'Aubagne, à 20 h 30

A LA CIOTAT

LUNDI 16 MAI

SALLE PELLOUTIER  
A 18 h 30

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : prix 90 F.  
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE  
pour une période de un an : prix 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE  
pour une période de un an : prix 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.



# Les querelles de la majorité : Tout s'arrange... Giscard s'aplatit

**T**OUT s'arrange, paraît-il, dans la majorité présidentielle, alors que, lors du vote à l'Assemblée nationale du plan « Barre II », elle avait semblé à deux doigts d'éclater. Voilà maintenant que Barre a invité Chirac à déjeuner et que, paraît-il, ce déjeuner devrait être la marque de la normalisation des relations entre le RPR de Chirac et le gouvernement Barre-Giscard.

Cette volonté de « normalisation », en tout cas, était évidente de la part du gouvernement, dès l'allocation télévisée de Giscard d'Estaing, au lendemain du vote de l'Assemblée. Le président de la République n'a voulu retenir que le fait que le RPR a voté le plan « Barre bis », et non les critiques violentes qu'il a émises contre la politique de son Premier ministre. Il a montré qu'il est prêt à se satisfaire, pour les onze mois à venir, de cette attitude du RPR, qui a choisi, tout en ne faisant rien pour faire tomber le gouvernement Barre, de se présenter comme un parti d'opposition n'ayant aucune responsabilité dans l'actuelle politique d'austérité.

On a parlé de la platitude de Giscard d'Estaing. On s'en est même étonné. Il y a d'ailleurs de quoi.

Puisque le RPR attaque si fort la politique de Barre, plutôt que de laisser insulter son Premier ministre et faire comme si de rien n'était, Giscard avait tout de même une autre attitude possible : faire démissionner Barre puisque le RPR ne lui donne pas sa confiance... et faire appel au chef de ce même RPR pour former un gouvernement.

Chirac, qui proclame si fort qu'il aurait une politique à proposer, aurait eu ainsi l'occasion de faire ses preuves. Et alors, ou bien Chirac aurait décliné l'offre, et on aurait bien vu qu'il n'a en fait aucune politique de rechange ; ou bien il aurait accepté de former le gouvernement, et cela aurait abouti au même résultat. Car pas plus que Barre ou n'importe quel politicien bourgeois, Chirac n'a de réelle solution pour sortir de la crise capitaliste.

Et pourtant, ni Barre, ni Giscard n'envisagent cette solution, pas plus que le RPR ne songe sérieusement à prendre la relève et à montrer alors ce qu'est sa « politique ». C'est ce que Chirac a clairement exprimé à ses troupes lorsqu'il a fallu les convaincre de voter le deuxième plan Barre : le but était d'affaiblir Barre, mais pas de se substituer à

lui. Selon ses propres termes, provoquer la crise aujourd'hui serait une entreprise suicidaire.

Chirac et le RPR se contentent donc de faire du vent, en multipliant les piques et les remarques acides sur le gouvernement. Ce jeu est d'autant plus aisé pour le RPR qu'il a l'assurance que Giscard ne cherche pas à le mettre au pied du mur, en lui proposant le gouvernement.

C'est sur cette base que s'établit, entre les deux principaux partis de la majorité présidentielle, ce qu'il faut bien appeler une connivence, même si l'une des deux parties, celle de Giscard y est chaque jour un peu plus perdante.

Car il est clair que le RPR ne prépare pas seulement, ni même essentiellement, les législatives de 1978. Par-delà cette échéance électorale qui n'aurait plus désormais que de maigres chances de voir le rétablissement électoral de la droite, c'est à préparer une solution de rechange à droite, pour plus tard, que Chirac et le RPR travaillent. Si la gauche devient majoritaire en 1978, pensent-ils, elle sera alors amenée, à son tour, à gérer la crise et à se déconsidérer. Le RPR pourra alors continuer de plus belle son jeu d'opposition, encore plus librement en fait, et pourra espérer cristalliser une bonne partie des mécontentements. Il pourra donc espérer obtenir rapidement un retour du balancier à droite, par exemple aux élections présidentielles de 1981, ou à des élections anticipées suite à une dissolution de l'Assemblée de gauche par Giscard d'Estaing qui, en tant que président de la République, en aura la possibilité.

Dans le jeu politique, Chirac et le RPR ont su prendre la position de droite celle du dernier recours dont la bourgeoisie dispose, ou de l'avant-dernier, car il y a toujours, derrière les hommes politiques de droite, l'armée et la police. Et Giscard, aujourd'hui, doit accepter la règle du jeu. Il ne peut pas, en combattant Chirac sur son terrain, briser l'initiative politique de celui-ci, car ce serait, du même coup, priver la bourgeoisie française, dans l'avenir, d'une solution politique qui peut être vitale un jour.

On ne brise pas un adversaire plus à droite que soi. C'est une règle de tous les politiciens bourgeois. Giscard et Barre montrent qu'ils savent l'appliquer, même s'ils doivent, ce faisant, sacrifier leurs intérêts propres sur l'autel de l'intérêt général de la bourgeoisie française.

Arlette LAGUILLER

**Vers  
une  
journée  
de  
grève  
générale  
?**

Aucune décision n'a encore été prise, dans les états-majors syndicaux, au sujet de la grève généralisée qui devait avoir lieu fin mai... ou début juin, à l'appel de la CGT, de la CFDT et peut-être de la FEN. La FEN s'y associera-t-elle ? La CGT, la CFDT appelleront-elles à une « grève générale », à une « grève nationale » de vingt-quatre heures, ou à une « journée d'action interprofessionnelle » ? Les négociations continuent entre les centrales syndicales. La proposition récente de Georges Ségué de rechercher la participation de FO pourrait, d'ailleurs, relancer la négociation pour quelque temps.

En fait, les dirigeants de la CGT et de la CFDT ne sont guère préoccupés de donner une suite rapide aux journées d'action de la fin avril, dont le succès a, un moment, tendu le climat social. Les négociations et les discussions ont pour but, de toute évidence, de laisser passer quelque temps. Une certaine précipitation donnerait trop, sans doute, l'impression de vouloir réellement une offensive décidée contre le gouvernement et l'austérité. La journée de

« grève généralisée », si elle a lieu, aura donc lieu le plus tard possible et le plus près possible de la période des vacances. Ce n'est pas que la CGT et la CFDT, dans le climat actuel, doivent craindre un réel débordement. Mais, après tout, deux précautions valent mieux qu'une.

De journée d'action en grève généralisée, se disent sans doute Ségué et Maire, nous tiendrons bien jusqu'aux vacances, et jusqu'à 1978. Loin de se soucier d'organiser l'offensive des travailleurs contre le gouvernement et le patronat, ils se soucient d'émietter le mécontentement, de le diluer pour qu'il n'explose pas. Même la grève généralisée, si elle a lieu, fera partie de cette tactique.

Aujourd'hui, rien ne presse pourtant plus que cette offensive générale des travailleurs. Les conflits qui se déroulent dans certaines entreprises, et que nous relatons, montrent, après les journées d'action du mois dernier, que les travailleurs dans de nombreux secteurs sont prêts à l'engager.

Peut-être est-ce pour cela, justement, que Ségué et Maire n'en veulent pas ?

**Encore  
une fois,  
un jeune victime  
d'un policier**

Une fois de plus, un policier a tiré sur un jeune et l'a blessé. Cela s'est passé à Athis-Mons, dans la banlieue parisienne, le 29 avril, et le policier a été écopé. Qu'en sera-t-il de la suite de cette affaire ? Il n'est malheureusement que trop facile de prévoir que, une fois de plus aussi, ce policier s'en tirera à bon compte.

Pourtant, il s'agissait à Athis-Mons d'un jeune de 15 ans. Ayant fui à l'approche du policier, il s'était caché dans une cave où celui-ci l'a retrouvé et a délibérément tiré sur lui, l'atteignant à la main. Que pouvait-il craindre de Patrick ? Quelle « légitime

défense » peut être invoquée ? Cela est d'ailleurs si évident que le policier a d'abord tenté toute une mise en scène : Patrick l'aurait menacé avec un couteau. En réalité, c'est son propre couteau de poche qu'il a exhibé pour tenter d'accréditer ce mensonge.

C'était peut-être cette fois un peu trop gros pour passer.

En quatre ans, ces « bavures » policières ont fait quatre morts et neuf blessés — tous des jeunes — dont le méfait avait pour la plupart consisté à s'enfuir à l'approche des policiers.

Comme on les comprend.



## Plan "Barre bis"

# comment Barre et Ceyrac réduisent le chômage sans créer d'emplois

Quelle sera l'efficacité du plan « Barre II », censé lutter contre le chômage et qui a provoqué la semaine dernière à l'Assemblée nationale les affrontements que l'on sait entre partis de la majorité ? Le président du CNPF, interrogé par un journaliste, a déclaré tout simplement que, avec les mesures pour l'embauche des jeunes, c'est de près de 300.000 personnes que le nombre des chômeurs devrait diminuer.

Par quel calcul Ceyrac a-t-il pu parvenir à un tel résultat ? Il est clair, en tout cas, que le plan « Barre bis » ne prévoit pas la création d'un emploi de plus. Par contre, il prévoit tout simplement que, lorsqu'un patron embauchera, avant le 31 décembre 1977, un jeune en quête d'un premier emploi, l'Etat prendra en charge, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1978, la part

patronale de Sécurité sociale. Pour un jeune embauché à 2.000 francs par mois le 1<sup>er</sup> juillet 1977, l'Etat fera ainsi un cadeau de 8.400 F environ en un an... au patron ! Des mesures du même ordre seront prises en faveur des apprentis et de l'argent sera versé au titre de la formation professionnelle.

Ces mesures vont dans le sens de la démagogie faite par le gouvernement sur la « lutte contre le chômage des jeunes ». Mais elles peuvent, en effet, inciter un patron à embaucher des jeunes plutôt que des plus anciens et même... à licencier ces derniers pour les remplacer par des jeunes. Avec une telle mesure, on peut aboutir au beau résultat de voir moins de chômeurs jeunes, mais plus d'adultes.

Alors, y aura-t-il 300.000 chô-

meurs de moins ? Dans les statistiques truquées du « professeur » Barre, il y aura peut-être en effet une petite diminution car, dans sa tête et dans celle d'un Ceyrac et de bien d'autres patrons, c'est un petit calcul d'escroc qui a germé : et si on jetait dehors les émigrés au chômage, d'une part — ils sont 95.000 —, si on mettait plus de vieux à la retraite d'autre part, et si on les remplaçait par des jeunes pour qui on ne payera pas la Sécurité sociale — ou plutôt pour qui on la fera payer par les contribuables ? ça serait toujours ça de gagné, pour les patrons, et ça de chômeurs en moins pour les statistiques !

Bien sûr, ça ne créerait pas un emploi de plus, mais ce n'est pas du tout le problème des Barre et des Ceyrac.

André FRY



Ceyrac : avec Barre, il a trouvé le truc pour diminuer le nombre de chômeurs de 300.000.

## Démagogie contre les travailleurs immigrés

Dans ce que Barre a le culot de nommer « mesures de lutte contre le chômage » figure la fameuse prime (qui pourrait être de 10.000 F) qui serait accordée aux travailleurs immigrés demandeurs d'emploi et qui souhaiteraient rentrer dans leur pays. Il y a actuellement 95.000 travailleurs immigrés sur les listes de l'Agence Nationale pour l'Emploi. « Si l'on pouvait en mettre la plus grande partie dehors », se dit cyniquement « l'économiste », as en statistiques truquées, qui nous gouverne, « ce sera toujours ça de moins dans le million et quelque de chômeurs ».

Il s'agit, purement et simplement, d'exporter le chômage. Car les travailleurs en question ne trouveront pas plus d'emploi dans leur pays d'origine, dont ils sont justement venus parce qu'ils n'en avaient pas. La seule différence, c'est que ce ne seront plus les statistiques du gouvernement français qui les compteront, mais celles des gouvernements algérien, ou marocain, ou portugais. Et un Barre n'en demande pas plus... Faire venir des travailleurs, les faire travailler dans des conditions invraisemblables, à des cadences folles, pour les rejeter ensuite quand on n'en a plus besoin, n'est-ce pas la logique même du capitalisme ?

Mais il y a plus encore. En attribuant une prime au départ de 10.000 F, afin de les aider un peu à devenir « volontaires » pour re-



Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai à Paris : une vérité d'évidence.

partir, Barre compte bien que personne ne plaigne les immigrés, et même que certains les envient, et que cela vienne alimenter un certain nombre de préjugés racistes.

Diviser la classe ouvrière pour empêcher qu'elle ne réagisse de façon solidaire, n'est-ce pas, là encore, bien calculé ?

Et pourtant, Barre ne dépense pas un sou. Il a fait ses calculs, on peut lui faire confiance. Les caisses de chômage n'auront plus à secourir les immigrés qui partiront. Ils perdront leurs droits à la Sécurité sociale et à la retraite, après parfois des années de travail et de cotisations. Payer

cela 10.000 F, c'est encore faire des économies, tout en se donnant l'air de faire un cadeau !

Appel au racisme et à la division, truquage des statistiques, récupération de quelques sous sur le dos de travailleurs immigrés à la manière de n'importe quel agent d'assurances marron, rien n'y manque. Les travailleurs auraient bien tort de marcher dans la combine de Barre, par exemple en se laissant prendre, si peu que ce soit, par les préjugés racistes ce serait se laisser prendre dans les calculs de leurs pires ennemis !

A.F.

## Nouveaux emplois bien fragiles...

Barre a annoncé dans le cadre de son plan l'embauche de 20.000 personnes dans les services publics, notamment dans les PTT, l'équipement et l'action sociale.

Mais, et toute la fourberie gouvernementale est dans cette mesure, il s'agira de 20.000 « vacataires ». C'est-à-dire 20.000 bouche-trous, ne disposant d'aucune

garantie d'emploi, payés à la vacation, licenciés du jour au lendemain sans préavis ni indemnités, et qui, on peut le penser, d'ores et déjà, donneront tout simplement un moyen de ne pas embaucher, dans ces services, le personnel fixe nécessaire !

Plan de lutte contre le chômage, ou plan de chômage et de son emploi organisé ?

## Tout est bloqué... sauf les intérêts et le capital

Pour financer le plan « Barre deux », son auteur lance un emprunt d'un montant de six milliards. Et, à voir les conditions de l'emprunt, il apparaît que Barre est beaucoup moins sûr en réalité du succès de « la lutte contre l'inflation » qu'il le dit à la télévision. C'est que, avec l'emprunt, il s'agit de parler aux possesseurs de quelques capitaux à placer. Et là, pas question d'attrapper les gros sous avec des discours. Il faut du concret !

Le concret en question, c'est que l'emprunt sera indexé sur l'Unité de compte européenne, qui est établie par rapport à une moyenne des monnaies de la Communauté européenne. C'est-à-dire que l'emprunt est garanti

contre une dépréciation du franc par rapport aux autres monnaies européennes, telle qu'elle se produise ces derniers mois et dont Barre s'évertue à dire qu'elle est terminée !

Et comme tout est prévu, au cas improbable où le franc se révaloriserait par rapport aux autres monnaies, l'emprunt de toute façon ne pourra pas être remboursé à moins de sa valeur nominale en francs, plus les intérêts. Il ne peut que gagner, pas perdre. Enfin, les intérêts de l'emprunt feront naturellement l'objet d'avantages fiscaux

Barre bloque les salaires, mais garantit les capitaux contre l'inflation.

## Trois patrons sanctionnés...

## pour avoir augmenté les salaires

Trois entreprises bretonnes viennent d'être sanctionnées pour non-respect du plan Barre. Elles n'obtiendront pas de marché public pendant trois mois. Pourquoi ? Parce qu'elles ont augmenté les salaires de 2,5 % soit un pourcentage supérieur à celui de la hausse des prix qui est de 1,9 % pour le premier trimestre, indice INSEE, évidemment !

Cette mesure fait l'objet d'une ample publicité, dans la presse et à la radio, afin de bien faire comprendre qu'il est inutile de revendiquer des augmentations de salaire, les patrons ne pouvant pas, de toute façon, les ac-

corder, même s'ils le voulaient !

On a fait observer que l'interdiction d'augmenter les salaires est de toute façon illégale, la loi ne fixant qu'un minimum des salaires, et pas de maximum. C'est d'ailleurs pourquoi le seul biais trouvé par le gouvernement pour sanctionner les entreprises est de les priver de marchés publics. Et c'est en se fondant sur cela que le syndicat FO de Rennes, par exemple, a décidé d'attaquer ces mesures en justice.

Mais en fait le problème n'est pas juridique. C'est une mesure politique que vient de prendre

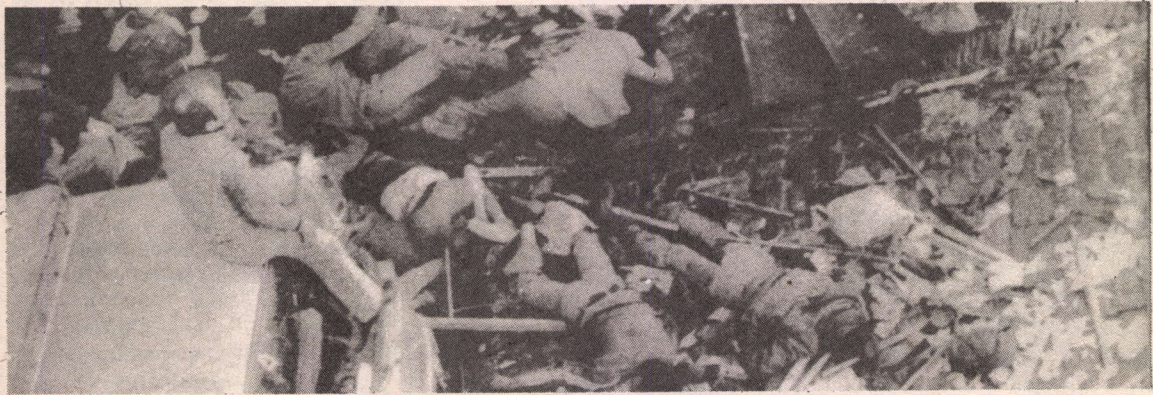
Barre. Il s'agit, en sanctionnant quelques patrons... par la perte de marchés qu'ils n'auraient sans doute pas décrochés, de permettre à tous les autres de dire aux travailleurs mécontents : « Si nous cédon, c'est la sanction qui nous attend, et le chômage pour vous ! ».

Et voilà, le tour est joué. Le plan Barre permettait déjà aux patrons de tenir ce genre de langage, en se cachant derrière la discipline exigée par le pouvoir. Demain ils pourront même essayer de se faire passer pour des victimes et, qui sait, peut-être des martyrs. Il faut le faire !



# TURQUIE

## Après le massacre du 1<sup>er</sup> mai, répression contre l'opposition



Plusieurs dizaines de morts et de blessés : un crime qui profite au gouvernement. (UPI)

La tuerie du Premier mai à Istanbul, qui a fait plus de trente morts et plusieurs dizaines de blessés, a fourni au gouvernement turc un prétexte pour s'attaquer à l'opposition au régime. Plus de quatre cents manifestants ont été arrêtés, le maire d'Istanbul fait l'objet d'une enquête, et certains milieux dirigeants réclament la dissolution du DISK — la confédération syndicale qui avait organisé le meeting du Premier mai et qui compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents — ainsi que celle du Parti Républicain du Peuple, le principal parti d'opposition qui n'a rien d'un parti de gauche. Son dirigeant était d'ailleurs chef du gouvernement, il y a quelques années, avec l'appui des militaires.

Alors, si l'on ne sait toujours pas dans quelles circonstances exactes se produisit l'incident, on sait au moins à qui profite le crime. Car si l'hypothèse d'affrontements entre maoïstes et

membres du DISK (cette centrale syndicale est orientée à gauche et y militent notamment les membres du Parti Communiste Turc) est reprise par à peu près tout le monde, le DISK y compris, il n'en reste pas moins que l'affaire sent fort la provocation de la part du pouvoir. D'ailleurs, à peine les premiers coups de feu tirés, c'est la police qui s'est chargée de rétablir l'ordre... à l'arme automatique. La plupart des morts sont donc à mettre à son actif.

Le régime turc a déjà bien du sang sur les mains. Aujourd'hui, des centaines d'opposants crouissent en prison, le Parti Communiste est interdit, les commandos fascistes du Parti d'Action Nationaliste, auquel appartient le vice-Premier ministre Apaslan Turkes, assassinent avec la complicité du pouvoir, et ces dernières années la police et l'armée ont, à plusieurs reprises, tiré sur des manifestants. Plus d'une

centaine de militants et étudiants ont été assassinés depuis quelques mois.

A la veille des élections législatives du 5 juin, où l'opposition risque de l'emporter, l'attitude de l'armée, de la police, de l'extrême-droite et du gouvernement pendant et après le massacre du Premier mai, est significative. La répression de ces dernières années n'ayant pas suffi pour empêcher une certaine montée de l'opposition et de la centrale syndicale de gauche, la droite, l'armée et la police démontrent que loin d'être prêtes à jouer le jeu démocratique, elles sont prêtes à recourir à la provocation et au bain de sang. C'est un avertissement pour les centaines de milliers de travailleurs turcs qui portent leurs espoirs dans un changement de gouvernement et qui font surtout confiance au DISK. Car, si l'on en croit les informations que nous avons, la politique de celle-ci consiste à tout miser sur une victoire du parti de Bulent Ecevit aux prochaines élections. Prochaines élections qui soit n'auront pas lieu, soit verront leurs résultats trafiqués par la droite, soit encore amèneront bien Ecevit au pouvoir... pour que sous la surveillance de l'armée et de la police, il mène pratiquement la même politique que l'actuel gouvernement : la répression contre la gauche et les travailleurs.

Laurent GORDON

1<sup>er</sup> mai

## ESPAGNE : brutalités policières

Encore une fois, le Premier mai en Espagne a été placé sous le signe des brutalités policières. A Madrid, depuis le matin, d'impressionnants contingents de policiers ont quadrillé les quartiers où, à l'appel des grandes centrales syndicales et des partis politiques de gauche, étaient prévus les rassemblements ouvriers.

Ils ont chargé le moindre début de regroupement, déversé grenades lacrymogènes et balles de caoutchouc sur les ouvriers qui, drapeaux rouges en tête, tentaient de se former en cortège. Plus d'une vingtaine de personnes ont été blessées et des manifestants interpellés sans ménagement.

Malgré cela, l'après-midi, un meeting de plusieurs milliers de personnes exigeant l'amnistie totale et une liberté syndicale réelle, était toléré à « la casa de campo », un parc au sortir de la ville.

Ce Premier mai « traditionnel », si l'on peut dire, par la brutalité des forces de police, venait juste après la légalisation, par le gouvernement, des Commissions Ouvrières, d'obédience communiste, de l'Union Générale du Travail, et de l'Union Syndicale Ouvrière. Juan Carlos a refusé de laisser les travailleurs espagnols manifester en toute légalité. Cela aurait été trop simple ! Il a préféré, maniant le bâton après la carotte, montrer clairement qu'il entendait décider... ce que les organisations ouvrières avaient ou non le droit de faire. Des libertés ? Peut-être. Mais justes celles qu'il entend octroyer.

A.G.

## MASSACRES EN ETHIOPIE



L'armée éthiopienne : impuissante à régler les problèmes de la société éthiopienne. (UPI)

Les informations se confirment qui indiquent que de véritables massacres d'étudiants ont eu lieu en Ethiopie. Selon les témoignages, les exécutions auraient eu lieu massivement à Addis Abeba après que des étudiants aient distribué des tracts hostiles au régime.

Que celui-ci recoure à ce genre de moyens pour maintenir sa domination est dans la logique du régime militaire. En butte à

des oppositions permanentes, touchant des régions entières comme des couches entières de la population, il s'est lancé dans une politique d'élimination de ces opposants. L'armée est engagée totalement dans la lutte contre la rébellion érythréenne. Dans la capitale même, le régime voulait faire cesser les activités du PRPE (Parti révolutionnaire du peuple éthiopien), qui dirigeait contre lui une série d'attentats. A défaut de réduire le

PRPE, les hommes du DERG ont passé par les armes les étudiants eux-mêmes, chez qui le PRPE trouve son principal soutien.

Le régime est engagé dans une sorte de fuite en avant et il frappe aveuglément. Et la démagogie nationaliste déployée pour cacher les coups qu'il porte n'arrive pas à masquer sa fragilité. Les mesures de rétorsion prises hier contre les Etats-Unis sont oubliées, aujourd'hui, devant les exécutions massives d'étudiants. De même la visite de Mengistu à Moscou n'aboutit qu'à rappeler que les dirigeants soviétiques n'ont aucun scrupule dans le jeu diplomatique, mais pas à donner une caution socialiste au régime. Et ce terrorisme bien loin d'être une preuve de la solidité du régime des militaires, n'est que le signe de son impuissance à régler les problèmes de la société éthiopienne.

Jean MASSARDIER

## San Salvador 8 morts

A San Salvador, capitale de la République de Salvador (au sud du Mexique, sur l'Océan Pacifique), huit personnes ont été tuées par la police au cours de la manifestation du Premier mai, qui avait été interdite.

Le Premier mai n'est pas partout et n'a pas toujours été la « fête du travail », au cours de laquelle la bourgeoisie laisse ses exploités défilier paisiblement. Elle fut longtemps et reste souvent encore dans bien des pays, une journée de lutte, où la classe ouvrière doit, pour s'exprimer, affronter les matraques et les balles.

## Liberté pour les "dix de Wilmington"

Angela Davis, la dirigeante du Parti Communiste Américain vient de tenir une conférence de presse à Paris pour exiger la libération du pasteur noir Ben Chavis.

En 1971 le révérend Ben Chavis, jeune pasteur, militant pour les droits civiques, est envoyé par la « commission pour la justice raciale de l'Eglise unifiée du Christ » en Caroline du Nord, un des Etats les plus racistes des Etats-Unis. A la suite de l'expulsion de 18 étudiants noirs de leur collège, Ben Chavis organise

une manifestation et une réunion dans l'église de Wilmington, église qui est attaquée quatre jours durant par le Ku-Klux-Klan. Un membre du Klan et un étudiant furent tués.

Aors qu'il est manifeste que ce sont les Blancs racistes du Klan qui sont les provocateurs dans cette affaire, ces derniers n'ont en rien été inquiétés. Par contre Ben Chavis et ses neuf camarades ont été arrêtés, accusés sans aucune preuve d'incendie volontaire et d'homicide et condamnés

en juin 1972 sur le seul témoignage d'un repris de justice, Allen Hall, à 282 années de prison dont 34 au pasteur Ben Chavis.

Pourtant en octobre 1976, Allen Hall reconnaît avoir menti et déclare sur serment devant la Cour fédérale qu'il a été contraint, sous la menace des autorités locales et fédérales, à charger Ben Chavis. Cela n'empêche pas les « dix de Wilmington » de continuer à croulir dans les geôles de Caroline du Nord. Angela Davis lance un appel

pressant à l'opinion pour exiger la libération immédiate de Ben Chavis et ses camarades, cela à la veille de la nouvelle audience qui doit se tenir le 9 mai et où seront produits les faits nouveaux, en particulier la rétractation des témoins à charge.

Nous ne pouvons que nous associer à cette campagne qui met en évidence, encore une fois, l'arbitraire, le racisme et les méthodes crapuleuses de la « démocratie américaine ».

Stéphane HENIN



# Sahara Occidental

## Giscard, gendarme de l'Afrique



Le camp de Zouérate

Après l'attaque de Zouérate par les rebelles sahraouis du Front Polisario, deux Français et un Mauritanien ont été tués, six autres Français et quatre Mauritanien ont été emmenés, en otages semble-t-il. Zouérate est un centre minier mauritanien, près du Sahara occidental, où résident de nombreux techniciens français et qui était pourtant, nous dit-on, protégé par une tranchée et... un rempart !

La mort de deux Français et la prise en otages de six autres a d'un seul coup, comme l'ont fait remarquer les porte-parole du Front Polisario, rappelé la réalité du combat des Sahraouis contre le Maroc et la Mauritanie. Et pourtant ce combat fait chaque jour des victimes, même si on en parle moins que de celles de Zouérate.

L'attaque de Zouérate démontre l'incapacité de la Mauritanie à

venir à bout des rebelles sahraouis. De toute évidence les guérilleros du Front Polisario peuvent se déplacer comme ils veulent sur des centaines de kilomètres en plein territoire mauritanien. La sympathie d'une bonne partie de la population non seulement de l'ancien Rio de Oro espagnol, mais même de la Mauritanie, elle-même, leur semble acquise.

Le gouvernement français va-t-il s'engager encore un peu plus dans le soutien au gouvernement mauritanien, comme il l'a fait récemment au Zaïre ; va-t-il apporter un soutien militaire ouvert aux troupes marocaines et mauritaniennes contre les Sahraouis ? Pour l'instant, « la France n'a rien à voir avec ce conflit » déclare le ministre français des Affaires étrangères de Guiringaud, et, à l'entendre, les militaires français en Mauritanie se rédui-

raient à douze « professeurs » sans rapport avec la guérilla actuelle. Mais aussitôt il accuse l'Algérie d'aider le Front Polisario, ce qui est déjà une façon de s'engager politiquement dans le conflit. Et le ministre de la Coopération, Galley, se rend dès ce vendredi en Mauritanie.

Avec le Zaïre et le sommet de Dakar, le gouvernement français s'est posé comme le protecteur de ses amis africains « modérés », le défenseur du *statu quo* et le gendarme de l'Afrique.

Mais justement, du Cap au Sahara, les peuples africains sont nombreux aujourd'hui à ne plus accepter l'ordre néo-colonial ; ni les régimes racistes, ni les dictatures fantoches mises en place par l'impérialisme, ni les Etats aux frontières artificielles, sources d'oppression. Le rôle de gendarme risque bien de ne pas être de tout repos. Il risque surtout d'amener la France à s'engager de plus en plus non seulement politiquement mais militairement. Giscard, digne représentant de l'impérialisme, est prêt pour cette entreprise. Les travailleurs français doivent, eux, soutenir la lutte de tous les opprimés d'Afrique, et être prêts à s'opposer aux aventures militaires. Le colonialisme français a sévi trop longtemps sur ce continent. Il ne faut pas permettre au néo-colonialisme de continuer son œuvre de pillage, de destruction et d'assassinat.

Jean HAINAUT

### Expulsion

des uns,

soutien

aux autres

Antoine Gizenga, qui fut vice-Premier ministre du gouvernement Lumumba et opposant au régime du dictateur zaïrois Mobutu, a été expulsé de France la semaine dernière. Il dirige le FODELICO, Forces démocratiques pour la libération du Congo-Kinshasa. Les circonstances de l'expulsion sont assez troubles, et il semblerait que A. Gizenga, sa femme et ses enfants aient été embarqués par six hommes dans une camionnette. Le ministère de l'Intérieur, qui a pris la « décision administrative d'expulsion », s'appuie sur le fait que M. Gizenga est interdit de séjour. Cela est b'en dans l'ordre des choses du point de vue de l'Elysée : on ne peut à la fois soutenir Mobutu et accepter ses opposants en France.

Par contre, le gouvernement n'a pas empêché les représentants du FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda) d'annoncer depuis Paris la mise en place du « premier gouvernement provisoire de la République de Cabinda ». Dans ce cas précis, lorsqu'il s'agit de faciliter la tâche aux opposants d'Angola, la France joue son « rôle éternel de terre d'asile »... Un rôle dont elle ne se souvient vraiment que lorsqu'il s'agit de créatures de l'impérialisme.

L.G.

## Djibouti

### Au seuil de l'indépendance

Le référendum qui a lieu le dimanche 8 mai à Djibouti consacrera l'accord de la quasi-totalité de la population pour accéder à l'indépendance. Tous les partis politiques en sont partisans et un calendrier a déjà été mis au point par négociations avec la France, prévoyant que l'indépendance sera proclamée le 27 juin prochain.

Cette indépendance met fin à 115 ans de présence colonialiste française. Et il aura fallu que la population, en particulier les Issas, majoritaires dans le pays, mais tenus totalement à l'écart de la vie politique, lutte durement pour obliger la France à quitter Djibouti. Ces dernières années, derrière la LPAI (Ligue populaire

africaine pour l'indépendance), les manifestations de plus en plus suivies, ont montré la volonté de la majorité de la population d'en finir avec la présence de la puissance colonialiste.

Celle-ci avait marqué sa domination par les fusillades, les quadrillages de barbelés, les expulsions, les rafles, les truquages électoraux et la politique de division par région entre les ethnies. Pendant plusieurs années, et jusqu'à une date récente, la France s'était aussi distinguée en autorisant et en développant même, avec la vente du « Kât », un véritable trafic de drogue, cherchant à abrutir ainsi une bonne partie des masses déshéritées.

Cette époque est donc révoquée pour les Afars et les Issas de ce territoire de Djibouti. Et nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais ces populations vont continuer à faire les frais de la politique de division menée par l'impérialisme français jusqu'à aujourd'hui. En effet, le risque existe que les deux pays voisins, l'Ethiopie et la Somalie, entrent en concurrence pour établir leur mainmise sur Djibouti. L'Ethiopie, au nom des Afars, et la Somalie, au nom des Issas, pourraient invoquer les liens ethniques et historiques qui existent entre leur pays et chacune de ces deux fractions de la population. Le colonialisme, et entre autres le maintien de la présence français

se à Djibouti, n'ont d'ailleurs pas peu contribué à accroître cet antagonisme entre les différentes ethnies et nations de cette région. Ce qui donne aujourd'hui à la France un prétexte pour maintenir sur place une force navale pendant au moins quelques mois. L'impérialisme français n'a pas envie d'abandonner un rôle de surveillance dans cette partie du monde.

L'indépendance de Djibouti est donc limitée dès le départ par la volonté de l'impérialisme français de jouer son rôle de gendarme. La lutte de la population de Djibouti pour son indépendance n'est sans doute pas encore terminée.

Jean MASSARDIER.

## Egypte

### Sadate a au secours de Mobutu

Le dictateur égyptien Sadate a envoyé une cinquantaine de pilotes et de techniciens de l'armée de l'air au Zaïre. Il s'agit de personnels qualifiés sur Mirage, dont la France a livré quatorze exemplaires au Zaïre.

Cette aide militaire de l'Egypte au régime de Mobutu n'a rien de surprenant aujourd'hui. Le régime du Caire craint par dessus tout ce qu'on appelle une déstabilisation de l'Afrique, c'est-à-dire plus simplement la lutte contre les oppressions dans ce conti-

nent. Il a laissé poignarder la résistance palestinienne et aujourd'hui, à son tour, il s'engage dans une sale besogne aux côtés de Mobutu.

Mais l'aide que vient d'apporter Sadate au Zaïre revêt aussi un autre caractère. Alors qu'il a pris de plus en plus ses distances vis-à-vis de Moscou, le chef d'Etat égyptien vient de faire un nouveau geste vis-à-vis de l'impérialisme. Il avait déjà approuvé l'intervention française et marocaine, mais aujourd'hui, en of-

frant ses services directs, il permet aux impérialismes américain et français de clamer que « les problèmes africains doivent être réglés par les Africains eux-mêmes ». D'ailleurs Washington a bien approuvé ce geste de Sadate en déclarant : « Le Zaïre a le droit de demander l'aide de l'Egypte, et l'Egypte de la lui accorder ». Ben voyons !

Quant à Giscard, s'il n'a pas fait de déclaration, il doit être satisfait de savoir que les avions fournis par Dassault trouveront

enfin des pilotes compétents, de nationalité africaine. Ainsi, il pourra continuer à condamner les interventions « étrangères » (il faut entendre cubaines ou soviétiques) en Afrique.

Parce que Sadate comme Hassan II jouent les laquais de l'impérialisme, les maîtres Giscard et Carter peuvent continuer leur jeu hypocrite, sans avoir même à s'engager plus directement eux-mêmes.

Jean VITTEAUX



# Irlande du Nord

## OFFENSIVE DES EXTRÊMISTES PROTESTANTS

Une organisation extrémiste protestante, le Comité d'Action Unioniste Unifié (UUAC) a décrété la grève générale illimitée à compter du mardi 3 mai en Irlande du Nord. Elle exige l'intensification de la répression à l'encontre de l'IRA et la restauration du « Stormont ».

Ce parlement régional était le symbole même de la domination des protestants en Irlande du Nord, avant d'être suspendu en 1972 pour être remplacé par le « Direct rule » britannique, c'est-à-dire le gouvernement direct par Londres.

La première journée de grève semblait indiquer une faible participation, surtout si on la compare à la grève générale de 1974.

Il est vrai que la situation de 1974 était bien différente. Le gouvernement anglais tentait de mettre en place en Irlande du Nord un partage des pouvoirs entre modérés catholiques et protestants afin d'aboutir à un règlement politique du conflit. L'ensemble des organisations unionistes protestantes avaient alors appelé conjointement à la grève afin de faire échouer ce projet. La grève avait été totale et le gouvernement britannique avait dû céder.

Aujourd'hui, trois années supplémentaires de guerre civile se sont écoulées, avec toute la lassitude que cela implique. Mais surtout, la plupart des organisations unionistes modérées ainsi que les syndicats qu'elles contrôlent se sont cette fois-ci déclarés hostiles au mouvement.

Et cela s'explique. Car ce que revendique l'UUAC, c'est en fin de compte le retour à la situation de 1969, avant les émeutes sanglantes qui motivèrent l'intervention des troupes britanniques en Irlande du Nord. De toute évidence, cette revendication n'est que pure surenchère nationaliste. Car ce que ni les groupes paramilitaires protestants ni l'armée



Ian Paisley, le dirigeant des extrémistes protestants : une grève pour reconquérir sa popularité. (UPI)

britannique n'ont pu imposer aux catholiques depuis tant d'années, ils ne le peuvent pas plus aujourd'hui. Et même le statu quo actuel favorable aux protestants, c'est à la présence des troupes britanniques qu'ils le doivent.

L'intervention des troupes britanniques n'a en rien réglé la situation en Irlande du Nord. Mais leur départ avec la restauration de l'ordre antérieur ne réglerait à coup sûr rien non plus. Ce n'est d'ailleurs pas possible.

En fait, dans le cadre étroit de ce qui est compatible avec les intérêts de la bourgeoisie anglaise, la seule issue au conflit ne pourrait être qu'un accord négocié entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande intégrant sous une forme ou une autre l'Ulster à celle-ci et réglant le sort de la minorité catholique du Nord tout en neutralisant les protestants. Un tel accord pourrait permettre à l'impérialisme anglais de préserver ses intérêts, tout en

stabilisant la situation en Irlande du Nord. Mais cela ne pourrait se faire qu'au détriment des protestants, qui n'auraient alors d'autre choix que d'accepter le partage des pouvoirs politiques avec les catholiques ou d'émigrer en Angleterre.

Seulement, pour imposer une telle solution aux protestants du Nord et à l'opinion publique anglaise, encore faudrait-il que le gouvernement anglais puisse disposer d'appuis importants et d'une solide marge de manœuvre, ce qui est bien loin d'être le cas. A cet égard, les événements actuels pourraient jouer un rôle déterminant. Car si cette grève se révélait être un échec flagrant, cela pourrait susciter, en Grande-Bretagne comme en Irlande, un courant favorable à un tel règlement politique du conflit, sur lequel pourraient s'appuyer ceux qui, dans la classe politique anglaise, en sont partisans.

François ROULEAU

Ekofisk :

## « Nous pompons le profit... vous payez la note ! »

● Finalement le pompier volant, « Red » Adair en personne, a réussi à juguler l'éruption de pétrole du puits 14 d'Ekofisk « Bravo ». Et maintenant que tout le monde a poussé un grand « ouf » de soulagement, tout reprend comme si rien ne s'était passé.

ront, pas plus demain qu'aujourd'hui, de comptes à rendre ni sur les dégâts causés par le pétrole échappé de la plate-forme « Bravo », ni sur les précautions et les mesures de sécurité qui s'imposent pour qu'une telle catastrophe ne se produise plus.

D'ailleurs, les conditions de reprise de la production sont telles qu'elles excluent qu'en quelques jours des mesures de sécurité nouvelles ou des mesures de prévention ou de protection aient été mises en place sur les plates-formes de forage. Ces dispositifs mêmes, qui s'étaient révélés notoirement insuffisants ou man-



Red Adair (à gauche) sur le pont de la plate-forme « Bravo ». Les compagnies pétrolières ne modifient rien, les gouvernements n'ont pas l'intention de les forcer : on aura encore besoin de lui. (UPI)

Le gouvernement norvégien a aussi décidé d'interrompre les opérations visant à réduire la nappe de pétrole. Comme par hasard, une nouvelle estimation de celle-ci a indiqué qu'elle ne serait que de 15.000 tonnes et non plus de 30.000 et, en s'appuyant sur des observations aériennes indiquant une disparition de la nappe de la surface de la mer, les autorités laissent dire que le désastre écologique prévu n'aura pas lieu.

Les choses sont donc rentrées dans l'ordre, du moins du point de vue des pétroliers. Le pompage du pétrole reprend et ils n'au-

quants, ne sont pas plus installés maintenant qu'il y a deux semaines. Cela empêche-t-il la Philips Petroleum de faire comme si de rien n'était ? Et le gouvernement norvégien — et les autres — de laisser faire ?

Il est vrai que, pour contraindre ces géants de l'économie de profit à respecter l'environnement, il faudrait bien plus que des lois, et bien autre chose que la complaisance ouverte ou discrète des gouvernements, y compris de celui des Sociaux-Démocrates norvégiens.

André JUILLIARD.

## Angleterre

### PASSEPORT POUR UNE EXPULSION

Le gouvernement travailliste anglais, comme celui de Barre en France, cherche à rejeter sur les travailleurs immigrés la responsabilité de la crise et du chômage. Mais la plupart de ces immigrés viennent de pays du Commonwealth, et cela fait d'eux théoriquement des « sujets britanniques », ayant droit à un passeport anglais (bien souvent, d'ailleurs, dans les limites d'un

quota et sous réserve de multiples tracasseries juridiques).

Ce gouvernement « de gauche » propose donc une réforme du droit de nationalité. Il y aurait désormais des citoyens anglais de première et de deuxième classe. Ces derniers (Antillais, Indiens, Pakistanais ou Africains) auraient bien droit à un passeport britannique, mais qui ne leur

permettrait pas de pénétrer... en Angleterre. On comprend que le Parti Conservateur applaudisse.

Ainsi, face à la crise et au chômage, la gauche au pouvoir en Grande-Bretagne mène la politique de la droite et utilise avec une démagogie cynique les préjugés les plus réactionnaires contre les travailleurs immigrés.

V.G.

## Afrique du Sud

### LE GOUVERNEMENT RACISTE DOIT RECULER A SOWETO

A la fin du mois d'avril, les habitants de la ville noire de Soweto apprenaient que leurs loyers allaient augmenter de 80 % en moyenne à partir du 1<sup>er</sup> mai.

Venant après un train de hausses importantes, ayant touché des produits de première nécessité tels que le maïs et le charbon, ainsi que les tarifs des transports — et cela dans une période où le chômage s'étend — cette nou-

velle mesure était une véritable provocation.

C'est bien ainsi que cela a été ressenti. Le 27 avril, des milliers de jeunes ont investi les rues de la ville pour manifester leur colère. Des affrontements ont eu lieu avec la police, faisant plusieurs blessés.

Devant l'ampleur du mouvement, et craignant sans doute que se reproduisent des émeutes

aussi graves que celles de 1976, le gouvernement raciste a préféré faire marche arrière. Le 29, il annonçait la suspension de toute augmentation des loyers.

Pour les habitants de Soweto, c'est une victoire ! Mais c'est aussi bien plus : la preuve que leur combativité est toujours aussi réelle, malgré la répression, et que, d'ores et déjà, ils sont prêts pour d'autres luttes à venir.

F.R.



— dans l'extrême gauche —

# APRÈS COMME AVANT LE 1<sup>er</sup> MAI : DEUX POLITIQUES DE L'EXTRÊME-GAUCHE PAR RAPPORT

## L'ARTICLE DE "ROUGE"

Les camarades de la LCR nous ont demandé de publier dans nos colonnes un article paru dans Rouge du 27 avril 1977. Cet article était lui-même une réponse à l'article paru dans Lutte Ouvrière du 22 avril. Il a donc été écrit avant le 1<sup>er</sup> mai. Le problème de fond qu'il aborde — l'attitude des révolutionnaires face à l'Union de la gauche dans la période actuelle — va largement au-delà de celui du type de cortège à organiser le 1<sup>er</sup> mai. Nous publions donc cet article intégralement. La discussion entre la LCR et LO, commencée à propos du 1<sup>er</sup> mai, doit se poursuivre.

A croire Lutte Ouvrière, nous aurions refusé lors des premières discussions unitaires sur le 1<sup>er</sup> mai tout mot d'ordre dénonçant la politique de collaboration de classe du PS et du PCF. Cela est inexact, puisque nous avions proposé

Que propose Lutte Ouvrière aux travailleurs qui souhaitent que les partis ouvriers majoritaires, le PC et le PS, accèdent au gouvernement pour faire une autre politique que celle de la droite ? Leur dire qu'ils se trompent. Cela est nécessaire, mais totalement insuffisant si on ne leur montre pas les objectifs que les partis ouvriers devraient poursuivre pour satisfaire les revendications ouvrières et sortir de la crise.

Ainsi, face aux nationalisations, deux attitudes sont possibles : soit se détourner du débat en se contentant d'affirmer péremptoirement : « Pas de nationalisation ouvrière sans dictature du prolétariat » (et c'est vers cette attitude que penche LO), soit se situer au cœur du débat en prenant les réformistes au mot : en discutant du nombre des nationalisations (tous les secteurs clés !), de l'indemnisation des actionnaires (pas un

et les nationalisations sans indemnités ni rachat de tous les secteurs clés de l'économie. Car, c'est à ces conditions qu'un gouvernement du PS et du PC entrerait effectivement dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier, selon l'expression du Programme de transition.

### Un programme pour les « jours de fête » ?

Mais Lutte Ouvrière semble estimer que le Programme de transition, écrit en 1938 et selon lequel s'est fondée historiquement la IV<sup>e</sup> Internationale, n'est applicable que « les jours de fêtes », lors d'une crise révolutionnaire, mais pas pour l'activité quotidienne !

Ainsi, François Duburg estime que « dans une période de mobilisation de la classe ouvrière où celle-ci attendrait de



Une banderole que la LCR n'a acceptée qu'avec beaucoup de réticence.

parmi les six mots d'ordre centraux les deux mots d'ordre suivants :

— « L'Union de la gauche veut garder Giscard et sa Constitution, limiter et rembourser les nationalisations. Elle laisse l'économie, tout le pouvoir aux patrons ».

— « PS, PC promettent le changement. Mais ils gardent Giscard et sa Constitution, respectant le marché, le capital des patrons. Alors, pas de chèque en blanc à Marchais et Mitterrand ».

### Convaincre les convaincus ?

Selon François Duburg, Lutte Ouvrière n'a « jamais proposé de se contenter d'une dénonciation abstraite ». Lutte Ouvrière trouve sans doute très concret le mot d'ordre « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche : deux politiques différentes au service des mêmes intérêts : ceux de la bourgeoisie. Travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes ! ». Nous avons refusé ce mot d'ordre préféré de Lutte Ouvrière : premièrement, parce qu'il est effectivement d'une totale abstraction, ne pouvant convaincre que les convaincus. Deuxièmement, parce qu'il ne peut être compris par la majorité des travailleurs que comme l'assimilation des partis ouvriers, PS et PC, aux partis bourgeois et le refus de toute politique unitaire à leur égard.

sou pour les capitalistes !), de la gestion (contrôle ouvrier !), et c'est la démarche que nous proposons.

### Quelle conception du gouvernement ouvrier ?

Mais les camarades de Lutte Ouvrière, en « bons trotskystes », nous renvoient le Programme de transition à la figure. François Duburg rappelle que ce programme rejette « résolument le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan dans son interprétation démocratique et bourgeoise ». En clair, cela veut dire qu'un gouvernement du PS et du PC, même sans ministres bourgeois, et même avec Mitterrand à la place de Giscard, ne serait pas un gouvernement ouvrier dans la mesure où il appliquerait le Programme commun en se contentant de gérer l'Etat bourgeois et l'économie capitaliste. Nous sommes d'accord là-dessus. Et c'est pourquoi nous refusons le mot d'ordre central de l'OCL, « Gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois », qui ne précise ni le comment, ni le pourquoi. Et c'est aussi pourquoi nous proposons d'interpeller le PS et le PC, non seulement sur la rupture avec les partis bourgeois, non seulement sur la rupture avec la Constitution de 1958, mais aussi sur les principales revendications ouvrières (35 heures, échelle mobile, syndicat de soldats) et surtout sur le contrôle ouvrier

ses organisations traditionnelles qu'elles constituent un gouvernement pour appliquer une politique de défense des intérêts des travailleurs, il serait effectivement juste de mettre le PC et le PS au pied du mur ».

Voilà donc le vrai débat, par-delà les épithètes d'« opportunistes » et de « sectaires » ! Nous croyons, nous, que nous sommes largement dans cette période, même si nous ne sommes pas dans une situation de crise révolutionnaire ouverte. Nous pensons que si les travailleurs répondent mollement aux consignes syndicales, ce n'est pas parce qu'ils sont « démobilisés », c'est parce qu'ils comprennent qu'on n'obtiendra rien d'important par des luttes limitées et sectorielles. C'est qu'ils comprennent, comme le dit Arlette Laguiller dans l'éditorial de Lutte Ouvrière, que, pour faire céder Barre, « il faut une lutte d'ensemble, il faut la grève générale ». Les travailleurs attendent du PS, du PC et des directions syndicales qu'ils se donnent les moyens de chasser ce gouvernement pour stopper le plan Barre et « appliquer une politique de défense des intérêts des travailleurs ». Et c'est la tâche des révolutionnaires de le dire explicitement au lieu de se contenter de déclarer que le PC et le PS défendent les intérêts de la bourgeoisie !

R. YVETOT

## LE 1<sup>er</sup> MAI A ROUEN

A Rouen, un accord n'avait pu intervenir pour un cortège unitaire des révolutionnaires, la LCR n'acceptant pas les bases de l'accord réalisé à Paris. C'est donc sous leurs banderoles respectives que les différents groupes révolutionnaires se sont retrouvés place des Emmurés dimanche matin au lieu de rassemblement appelé par les syndicats. Cela faisait au total 2.000 personnes environ.

Tout le monde s'apprêtait à partir en défilé, quand tout à coup, des responsables CGT ont exigé, bien sûr sans succès, le retrait de la banderole de l'OCT : « Barre ou Mitterrand, c'est de nos luttes que tout dépend » et celles de Lutte Ouvrière : « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes » et : « Victoire électorale de la gauche ou pas, nous ne ferons pas l'économie de la lutte ni de la grève générale ». A la surprise générale, les responsables syndicaux ont préféré dissoudre la manifestation plutôt que de tolérer ces mots d'ordre. Bernard Isaac, secrétaire de l'UD CGT a déclaré : « Travailleurs, continuez le combat au sein des entreprises, nous ne prêterons le flanc à aucune provocation. Je vous demande de vous disperser ».

Les révolutionnaires ont donc été les seuls à défiler ce 1<sup>er</sup> mai dans les rues de Rouen, formant un cortège enthousiaste de près d'un millier de personnes. En tête la banderole de la LCR : « N'attendons pas 78, dehors Giscard » puis celle de l'OCT et de Lutte Ouvrière, dont les mots d'ordre furent repris. Enfin venaient les groupes femmes et tous ceux qui, ne s'étant pas résignés à rester sur la place, avaient rejoint cette manifestation dynamique.

Correspondant LO

## LUTTE DE CLASSE numéro 45

EST PARU

### AU SOMMAIRE :

PAGE 2 :

L'Ethiopie après deux ans de pouvoir militaire.

PAGE 9 :

Italie : la crise de l'extrême-gauche.

PAGE 15 :

CET : défendre les idées révolutionnaires ou propager l'apolitisme ?

PAGE 19 :

Face à la violence raciste, quelle politique pour l'extrême-gauche américaine ?

Pour se le procurer, le demander à nos militants ou écrire à Lutte Ouvrière.

LUTTE OUVRIERE



## A L'UNION DE LA GAUCHE

### LA RÉPONSE DE LUTTE OUVRIÈRE

Le cortège commun de l'extrême-gauche, le 1<sup>er</sup> Mai à Paris, s'il a eu l'avantage de faire défiler des milliers de manifestants derrière des banderoles communes dont bon nombre arboraient des formules de défiance vis-à-vis de l'Union de la gauche, n'a pas pour autant aplani les divergences entre les organisations révolutionnaires sur la question.

Il faut bien dire d'ailleurs que ce cortège de l'extrême-gauche, malgré l'accord conclu, ne fut pas si unitaire que cela. Chacun a pu noter que les camarades de la LCR se sont regroupés derrière les voitures sono animées par les militants de celle-ci, et que ces sons scandaient essentiellement pour ne pas dire uniquement les mots d'ordre proposés par la Ligue — et acceptés par Lutte Ouvrière et l'OCT — et non ceux proposés par Lutte Ouvrière — et pourtant acceptés par la Ligue.

Pour tout dire l'accord conclu sur le papier après les laborieuses négociations que l'on sait n'a pas été pleinement réalisé sur le terrain. Là on a vu la volonté des militants de la LCR de faire quand même leur cortège dans le cortège pour dire ce qu'ils avaient envie de dire, sans trop tenir compte de l'accord unitaire justement. Cela ne peut pas être masqué par l'enthousiasme unitaire de l'éditorial de **Rouge** du mardi 3 mai.

Pourtant, si les discussions publiques entre nos organisations respectives à propos de l'accord sur un cortège commun lors du 1<sup>er</sup> Mai n'avaient servi qu'à clarifier la politique des uns et des autres, cela aurait déjà été en soi largement positif.

#### POUR LA LCR, UNE PROPAGANDE GENANTE

Dans l'article de « réponse à Lutte Ouvrière » paru dans **Rouge** du 27 avril dernier, le camarade R. Yvetot nous fait, pour résumer, deux reproches essentiels : tout d'abord, nous nous contentions de mots d'ordre abstraits ne pouvant convaincre que les convaincus. Ensuite, une telle attitude de notre part amènerait à faire croire aux travailleurs que nous assimilons des partis ouvriers, le PS et le PC, aux partis bourgeois et à refuser toute politique unitaire avec les travailleurs qui ont confiance en l'Union de la gauche. Quant à la politique de la LCR, elle consisterait d'après le rédacteur de **Rouge**, à « prendre au mot les réformistes », à « interpellier le PS et le PC » sur différentes grandes questions.

La tâche des révolutionnaires dans une période qui, selon **Rouge**, est celle de la mobilisation des travailleurs, serait d'explicitement les aspirations des travailleurs qui consisteraient à « attendre du PS, du PC et des directions syndicales qu'ils se donnent les moyens de chasser ce gouvernement pour stopper le plan Barre et appliquer une politique de défense des intérêts des travailleurs ».

La LCR pense donc d'abord que le fait de dire que la gauche au pouvoir défendra les intérêts de la bourgeoisie est effectivement une vérité, mais qu'elle a l'inconvénient d'être un simple mot d'ordre de propagande. Mais pourquoi, à supposer même qu'une telle vérité ne soit que « propagandiste », la LCR refuse-t-elle de mener cette propagande ? Pourquoi le fait de dénoncer publiquement la politique de l'Union de la gauche gêne-t-il tel-

lement la LCR et ses militants, comme ils en ont encore fait la preuve pendant le défilé du 1<sup>er</sup> Mai ?

En quoi le souci de mener une démarche de front unique à l'égard des travailleurs qui font confiance à l'Union de la gauche empêche-t-il de dire haut et clair certaines vérités ?

La LCR craint, en dénonçant la nature bourgeoise d'un gouvernement de gauche que les travailleurs croient que nous assimilons les partis ouvriers, PS et PC, aux partis bourgeois. Et ce crime de lèse-partis réformistes inciterait les travailleurs à se détourner des révolutionnaires.

Une activité révolutionnaire sérieuse ne consiste pas à dire ce que les gens veulent entendre. « Laissons cela aux réformistes » comme disait Trotsky en 1938 dans une discussion à propos du Programme de transition. Il ajoutait : « Nous devons avoir le courage d'être impopulai-



Des milliers de manifestants dans le cortège de l'extrême-gauche.

re, de dire « Vous êtes des idiots », « Vous êtes stupides », « Ils vous trahissent », de faire un scandale et de défendre nos idées avec passion. » (...) « De temps en temps, continuait-il, il est nécessaire de secouer les ouvriers, de leur expliquer et ensuite de les secouer à nouveau ».

Eh bien aujourd'hui, s'il est une situation où nous les révolutionnaires, minoritaires, ne devons pas avoir peur de « secouer » les travailleurs de cette façon, de les entraîner à la défiance, c'est bien cette interminable période pré-électorale.

#### FAIRE PRESSION SUR LES REFORMISTES OU METTRE EN GARDE CONTRE EUX ?

Aujourd'hui, dans une situation où les espérances des travailleurs sont dévoyées vers l'attentisme électoral, les camarades de la LCR proposent d'engager les travailleurs à demander aux partis réformistes de s'engager sur la voie d'un gouvernement ouvrier. N'est-ce pas là entretenir les pires illusions ? Encore une fois Trotsky rappelait que la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » représentait en 1917 une dénomination populaire de la dictature du prolétariat déjà établie.

Dans les circonstances actuelles l'idée de « pression » ou de « contrôle » des travailleurs sur les organisations réformistes ne fait que renforcer leurs illusions au lieu de les inciter à ne compter que sur eux-mêmes.

#### PREPARER L'AVENIR

Pour justifier leur politique, les camarades de la LCR avancent des raisons « tac-

tiques », le refus de se « couper des masses ». Mais en prétendant tenir compte des illusions des travailleurs, ils les devançant. Ces camarades espèrent participer à la « mobilisation » qu'opérera (ou pas d'ailleurs) une victoire de l'Union de la gauche, et c'est pourquoi ils se cantonnent dès maintenant au rôle de directeur de conscience de l'Union de la gauche en l'invitant à radicaliser son programme, à ne pas limiter les nationalisations, à exiger des élections anticipées, etc., ajoutant au train du Programme commun une sorte de programme réformiste de gauche tout juste un peu plus radical, ce qui n'est effectivement pas difficile.

Mais en quoi une telle politique sera-t-elle utile à la classe ouvrière ?

Quand les premières déceptions viendront, quand les travailleurs sentiront qu'ils risquent de payer la note et qu'ils

penseront à se détacher de cette gauche au pouvoir, quelle autre alternative leur aura-t-on présentée ? Et s'ils doivent un jour se détourner des partis réformistes, quelles raisons auront-ils de se tourner vers ceux qui ont le titre de révolutionnaires, mais qui n'avaient rien prévu et s'étaient contentés de les pousser de leurs faibles forces inutiles dans le sens du vent, au lieu de les avertir, et leur enseigner la défiance ? Et tous les travailleurs qui réfléchiront alors pourront se demander avec quelques raisons pourquoi ceux qui sont censés être clairvoyants à défaut d'être forts, avaient gardé leur lucidité pour eux ?

En ce qui nous concerne, nous pensons au contraire qu'à l'heure actuelle il ne s'agit pas de « partir des illusions » des travailleurs, de leurs préjugés, mais de s'adresser à leur jugement.

En renonçant à dire ce qu'ils ont à dire, en renonçant à dénoncer l'Union de la gauche, les révolutionnaires n'auraient ni la confiance de ceux qui s'en méfient, ni de ceux d'ailleurs qui lui font confiance. Par contre, en tenant un langage clair, en n'hésitant ni à dénoncer, ni à rappeler les vérités que certains n'aiment pas entendre, on aura l'oreille de la fraction de la classe ouvrière la plus méfiante, de cette fraction qui n'est peut-être aujourd'hui pas très nombreuse (qui, néanmoins, en 1974 représentaient 600.000 personnes qui votèrent pour Arlette Laguiller, qui lors des municipales, là où les révolutionnaires se présentaient ont représenté 5 à 6 % et parfois plus de l'électorat), mais qui comptera le plus pour l'avenir.

Huguette CHEVIREAU.

## LU DANS " ROUGE "

### Hong Kong :

### sept militants trotskystes arrêtés pour avoir célébré le 1<sup>er</sup> mai

#### Rouge du 3 mai :

Sept camarades de la Ligue Marxiste Révolutionnaire (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale) de Hong Kong ont été arrêtés par les autorités coloniales britanniques pour avoir participé à des manifestations interdites le 29 avril et le 1<sup>er</sup> Mai.

Le 29 avril, les militants de la LMR défilent dans les quartiers ouvriers, pour appeler les travailleurs à rejoindre le cortège de la LMR, réclamant que le 1<sup>er</sup> Mai devienne un jour de congé payé. Des affrontements suivirent l'intervention de la police coloniale. Deux camarades ont été arrêtés et emprisonnés, au secret. Ils font actuellement la grève de la faim, pour protester contre les tortures qu'ils ont subies de la part des forces de répression.

Le 1<sup>er</sup> Mai, après le meeting organisé au parc de la Victoire, un millier de jeunes et de travailleurs partent en manifestation vers la préfecture. Un passant, ayant jeté une bouteille sur un commandant de la police, en solidarité avec les deux grévistes de la faim, est arrêté et matraqué. Avec violence, quatre autres camarades sont arrêtés à la fin de la manifestation.

Il faut signaler que, malgré la pauvreté dans laquelle vit la population laborieuse de Hong Kong, les maoïstes, majoritaires dans le mouvement ouvrier de la colonie, gardent le silence face à la domination coloniale.

Le « tournant » de la politique extérieure chinoise comme la solidarité affirmée avec le « deuxième monde » se concrétisent par la « réconciliation » entre les maoïstes et l'impérialisme britannique à Hong Kong. Les conséquences de cette politique de « coexistence pacifique », version chinoise, est le refus des maoïstes d'organiser toute initiative pour commémorer le 1<sup>er</sup> Mai, à Hong Kong. C'est la raison pour laquelle nos camarades de la LMR ont appelé la population laborieuse à se mobiliser pour défendre ses revendications.



# VIETNAM AN II



Image de l'offensive diplomatique actuelle : premières déclarations à la presse des chefs de délégations vietnamiennes et américaines qui ont commencé leurs négociations à Paris.



Hanoï, avant 1975, fête la réunification du Sud et du Nord. Sur les murs on lit : « Le Nord et le Sud réunis : quel printemps sera plus joyeux ? ».

Deux ans après l'entrée des troupes du GRP à Saigon, alors que Nord et Sud-Vietnam sont enfin réunifiés dans la République Socialiste du Vietnam (RSV), le Premier ministre Pham Van Dong lance en direction de l'Occident capitaliste une offensive diplomatique, commencée avec son récent voyage en France et qui se poursuit dans le cadre des négociations avec le gouvernement US ouvertes le 3 mai à Paris.

Le Vietnam a besoin d'une aide économique massive et rapide. Après ce que ce pays a subi de destructions et de ravages au cours de près de trente années de guerre, nul ne s'en étonnera. Et c'est un franc appel aux relations commerciales et aux investissements étrangers que lance le Premier ministre vietnamien. Son problème est de reconstruire une économie nationale et, pour cela, de parer au plus pressé.

Le problème des problèmes, c'est avant tout de nourrir une population qui augmente de 3 % par an. La politique de l'armée américaine avait abouti à une congestion totale des villes dans le Sud, et surtout à Saigon qui était passé de un million et demi d'habitants en 1954 à trois millions huit en 1975, et qui compte aujourd'hui entre 500.000 et un million de chômeurs pour quatre millions d'habitants. Le nouveau régime a mis l'essentiel de l'armée à des tâches de production et se fixe pour but le défrichement d'un million d'hectares et la remise en état de 500 mille hectares.

Dans ces conditions, si le plan quinquennal 1976-1980 a donné la priorité au développement de l'agriculture et de l'industrie légère, c'est-à-dire à la consommation, et a repoussé à plus tard

la mise sur pied d'un début d'industrie lourde, ce n'est que la stricte reconnaissance d'une urgence. Le but des dirigeants vietnamiens n'en reste pas moins la construction d'une économie nationale vietnamienne qu'ils voudraient aussi autonome que possible.

De ce point de vue, les capitalistes occidentaux se voient offrir par le Vietnam des facilités qui, si l'on en juge par l'intérêt manifesté par le patronat lors de la visite de Pham Van Dong à Paris, leur paraissent intéressantes : possibilités de rapatriement des bénéfices, garanties sur le capital investi, avantages fiscaux...

Sans doute le Vietnam se trouve-t-il contraint de recourir aux services intéressés de l'impérialisme pour tenter de reconstruire le pays ruiné.

Mais lorsque Pham Van Dong, dans une conférence de presse à Paris, donne l'assurance que son pays ne se mêlera pas des affaires de ses voisins en assurant que « la révolution ne s'exporte pas », il précise par là que le régime de Hanoï ne songe pas un seul instant à se départir de l'orientation strictement nationaliste qu'il a toujours adoptée. Ce n'est pas à l'impérialisme que le régime vietnamien s'attaque, ni ne s'est jamais attaqué. Il a lutté pour se débarrasser de la tutelle que le colonialisme français puis l'impérialisme américain exerçaient sur le pays. Mais maintenant que ce but est atteint, rien ne s'oppose — sauf éventuellement les Etats-Unis — à ce qu'il ait avec ces derniers le même type de relations qu'ont tant d'autres pays du tiers monde qualifiés de « neutralistes ».

Le ton de bonne compagnie adopté par Pham Van Dong pour s'adresser aux représentants du

gouvernement français, ses remerciements pour l'aide économique, son assurance que sont surmontées « les vicissitudes d'un passé révolu », tout cela est significatif de la nature bourgeoise du régime vietnamien et des relations diplomatiques qu'il entend établir. Bien davantage que le volume ou les modalités des éventuels échanges strictement économiques entre les pays capitalistes et le Vietnam.

Comme est bien plus significative aussi la nature du régime intérieur instauré dans le cadre du Vietnam indépendant : un régime qui, s'il semble actuellement exclure la violence contre les anciens soutiens de l'administration pro-américaine et prétend même lutter contre les abus de pouvoir de ses cadres, n'en fait pas pour autant davantage appel à l'initiative des masses populaires et à leur pouvoir de décision sur le plan politique.

Les témoignages ne sont pas abondants sur cet aspect décisif de la société vietnamienne ; mais ils s'accordent pour évoquer une police « omniprésente » et le dur travail exigé par la reconstruction du pays. Il est actuellement question du renouvellement et du rajeunissement des membres de l'équipe dirigeante du pays, mais il n'y a rien là-dedans qui ne vienne d'en haut, mûrement pesé et fermement appliqué. De la participation réelle des travailleurs à l'exercice du pouvoir, nulle trace.

Bref, le Vietnam de Pham Van Dong : un pays très pauvre qui tente de s'engager sur la voie d'un développement national autonome, sous la direction d'une petite-bourgeoisie nationaliste peut-être à la fois plus prudente et plus aguerrie que d'autres.

Christiane LE GUERN.

## ● Le Parti Socialiste égal à lui-même

Comme le gouvernement et le patronat, le Parti Socialiste voit dans le Vietnam un nouveau marché qui s'ouvre, la possibilité d'implantation d'entreprises françaises et « qui sait — une source d'approvisionnement en pétrole ».

Et Lionel Jospin, dans Le Monde, d'y aller de son couplet sur les bonnes relations entre « nos peuples ». « Qui aujourd'hui ne se rappelle avec regret l'accueil fait à la proposition de Hanoï d'un Vietnam libre demeurant au sein de l'Union Française ! Qui n'évoque l'absurdité et les immenses et tragiques effets de la guerre franco-vietnamienne, cette « guerre fratricide », selon le mot de Ho Chi Minh », s'exclame Jospin.

Mais c'est sous l'égide d'un gouvernement « tripartite » (PC - PS - MRP), présidé par le socialiste Gouin, que s'était précisément tenue et avait échoué la

Conférence de Fontainebleau (6 juillet - 25 août 1946), en raison des exigences colonialistes de la France face aux nationalistes du Vietminh. Les dirigeants socialistes actuels peuvent parler aujourd'hui avec « regret » des erreurs de ce temps-là. Mais c'est bien sous le gouvernement Gouin qu'eut lieu le bombardement de Haiphong en novembre 1946. Ce sont Léon Blum et Ramadier qui refusèrent la reprise des négociations avec Ho Chi Minh après que l'insurrection eut éclaté au Tonkin. C'est le gouvernement Ramadier qui obtint le vote des crédits militaires pour le Vietnam en mars 1947, crédits que votèrent d'ailleurs également les élus du PC.

De la politique de la canonnière à celle des bonnes affaires à ne pas rater, le Parti Socialiste sait toujours répondre présent lorsqu'il s'agit des intérêts éternels de la France capitaliste !

## ● Faibles indices...

Sous la plume de Pierre Rousset, Rouge parle à propos de la visite de Pham Van Dong à Paris de « leçon de dignité et d'internationalisme », parce que le Premier ministre vietnamien a remercié dans une allocution tous ceux qui avaient soutenu la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance. Et cela entre deux couplets montrant les meilleures intentions à l'égard des dirigeants français !

A force de s'accrocher aux basques des nationalistes et de vouloir à tout prix voir en eux des révolutionnaires socialistes tout juste fourvoyés, P. Rousset finit par se contenter de peu...

Un autre exemple. A propos du nom d'une rue à Saigon — la rue Ta Thu Thau, du nom du dirigeant trotskyste vietnamien tué par le Vietminh au lendemain de la Seconde Guerre mondiale — il se pose sérieusement la question : si cette rue n'est pas débaptisée, n'est-ce pas « l'indice d'un véritable changement politique en cours ? ».

L'absence de libertés politiques est certes critiquée, mais l'absence d'organisation indépendante de la classe ouvrière, de toute « forme soviétique de pouvoir », est simplement dénoncée par Pierre Rousset comme une « faiblesse historique de la révolution vietnamienne qui devrait être combattue ».

Bref, si une révolution bourgeoise est... bourgeoise, si des formes de pouvoir ouvrier ne font pas leur apparition en lui contestant la direction du processus révolutionnaire, ce n'est là somme toute que « faiblesse historique à combattre » pour Pierre Rousset qui, si l'on en juge par ses coups de chapeau au régime vietnamien, estime que cela ne préjuge pas de sa nature politique et sociale.

Il semble bien que, pour Rousset, le maintien du nom d'une rue ou une politesse à l'égard de la gauche française suffisent à remplacer le pouvoir des travailleurs, inexistant au Vietnam.

C.L.G.



# dossier

## Les PME

# les patrons des petites et moyennes entreprises: le "gros des troupes" de la bourgeoisie française

## La France un pays de PME

Malgré un important mouvement de concentration des entreprises qui s'est développé à partir des années 1950 (et qui s'est accéléré dans le cadre du V<sup>e</sup> Plan en 1960), pour répondre aux besoins des capitalistes français d'être plus compétitifs sur le marché international, la France reste un pays marqué par son passé et par son économie de petites unités. En effet le poids numérique et social des PME en France est relativement plus important que dans certains pays voisins, comme l'Angleterre, l'Allemagne ou les Pays-Bas. Cependant la physiologie de ces PME a bien changé depuis la guerre.

En 1906, par exemple, dans l'industrie proprement dite, on compte encore un bon million de « patrons » employant deux ou trois salariés tout au plus.

De fait, durant toute la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle en particulier, alors que la concentration industrielle connaît dès cette époque un grand essor dans d'autres pays, elle reste extrêmement limitée en France. C'est de cette exploitation

forcenée de son empire colonial que la grande bourgeoisie française tirera l'essentiel de ses profits. Ce sera l'âge d'or de la « démocratie française » avec la Troisième République, c'est-à-dire un régime qui s'appuiera sur toute cette classe très nombreuse des possédants — petits et moyens — en leur garantissant une douillette prospérité grâce au protectionisme vis-à-vis de la concurrence européenne et surtout à la pluie d'or venant des colonies.

Au XX<sup>e</sup> siècle la bourgeoisie française reste marquée par ces structures économiques et sociales retardataires. Deux guerres mondiales, l'indépendance politique des peuples coloniaux, et la concurrence économique des autres puissances capitalistes sont autant d'étapes pour l'ensemble de la bourgeoisie française qui ne pourra plus se contenter de prospérer à l'ombre d'une politique protectionniste.

Talonnée par la concurrence elle se place de plus en plus sous l'étroite dépendance des grands milieux d'affaires.

A entendre les patrons des petites et moyennes entreprises s'exprimer au travers des déclarations fracassantes de Léon Gingembre, le responsable de la Confédération générale des PME, le patron d'une PME est avant tout une victime.

Victime d'un Etat puissant et centralisé au service des grandes entreprises. Victime des banques et du grand capital qui, parce qu'ils lui consentent des prêts, le tiennent continuellement à leur merci.

Victime encore et surtout en période de crise où, du fait de sa petite taille, il est bien souvent condamné à disparaître n'ayant pas d'assise financière suffisante pour affronter les restrictions de crédit et une baisse momentanée de la consommation.

Mais la tradition n'est pas en France de se vanter de sa richesse et de l'étaler au grand jour. Aussi, pour savoir qui sont réellement les PME, il est nécessaire d'aller au-delà de l'image qu'ils veulent bien donner d'eux-mêmes.

Ne serait-ce qu'en s'appelant « petites et moyennes entreprises ». Car derrière ce modeste vocable, où elles se mélangent aux petits artisans et petits commerçants, se cache en fait une bonne partie de la bourgeoisie industrielle française, qui assurait en 1976 40 % de

la production capitaliste française.

Le Parti Communiste reprend d'ailleurs à son compte cette étiquette et, tout en reconnaissant en eux d'après exploités de la classe ouvrière, il leur propose, toutes barrières de classe effacées, de s'unir contre les « monopoles », dont ils sont également les victimes.

En un certain sens, ces patrons sont en effet des victimes. Ils sont ceux qui bénéficient le moins des largesses de leur propre Etat. Ils sont tributaires de plus gros capitalistes qu'eux-mêmes. Mais cela, c'est la loi de la concurrence, celle qui régent leur société. Car c'est bien de leur société qu'il s'agit, avec ses lois du marché et sa libre concurrence.

Et il s'agit là du patronat, de celui que des millions de travailleurs côtoient et bien souvent affrontent tous les jours.

Ce sont « eux », les « patrons ». Ce ne sont ni les plus gros ni les plus riches. Mais dans la multitude de petites et moyennes entreprises qui assurent la production française, on trouve un peu toutes les tailles, toutes les conditions.

A un bout de l'éventail, certaines entreprises sont, de par leur production, de par leur situation dominante sur le marché, de par leur chiffre d'affaires et leurs bénéfices, très proches des grandes entreprises affiliées au CNPF. Tandis qu'à

l'autre bout, les petites entreprises dont le « patron » assure souvent la production, au même titre que ses cinq ou six ouvriers, ne sont pas loin de l'artisanat.

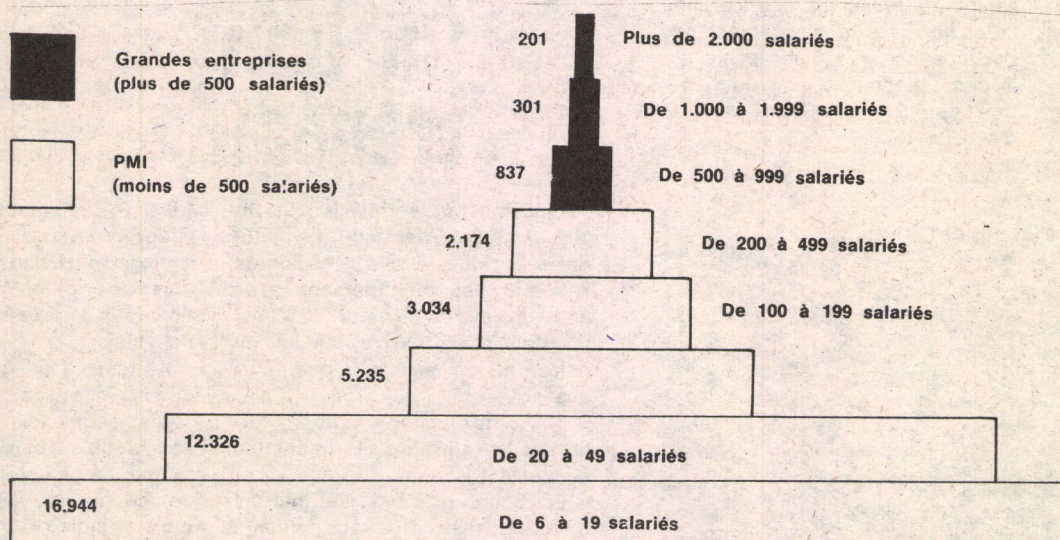
Mais tous ces patrons, quelles que soient la taille et les difficultés de leur entreprise, qu'ils soient proches de leurs salariés ou du grand capital, tous vivent (bien ou mal) du travail des autres. Tous s'approprient ou tentent de s'approprier une partie de la plus-value des ouvriers qu'ils exploitent, même s'ils n'en récupèrent pas l'essentiel. Tous sont des exploités.

Et c'est l'ensemble de ces hommes, détenteurs d'une portion plus ou moins grande de capital social, qui forme le gros du corps de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie est une classe formée d'hommes en chair et en os. Et pas seulement des quelques dynasties bourgeoises, ces quelques dizaines de familles qui font la loi de l'économie française.

La majorité de la classe bourgeoise française, ce sont tous ces petits et moyens patrons qui vivent de l'exploitation des salariés.

Cette société, c'est leur société. Cet Etat est, malgré toutes leurs récriminations, leur Etat. La classe ouvrière les retrouvera contre elle, comme elle les retrouve contre elle dans l'exploitation quotidienne.

## La place des PME dans l'économie française



Selon les chiffres de 1973, les petites et moyennes industries, qui comptent entre 5 et 500 employés, représentent 96,77 % du nombre d'entreprises industrielles et emploient 41,2 % des 17 millions de salariés (avec des

variations de 14 % dans la sidérurgie à 100 % dans la confection, la pelletterie, la fourrure).

Elles sont nombreuses dans le textile et l'habillement, dans le bâtiment. Dans la métallurgie, il existe un grand nom-

bre de petites industries mécaniques.

Si elles représentaient 41,2 % du nombre total de salariés (chiffres de 1973), elle représentent 32,9 % du chiffre d'affaires total.

## Qui sont les PME?

La Confédération générale des PME fait de « la petite et moyenne entreprise » une catégorie fourre-tout. Ses critères de comptabilité varient selon les besoins de la cause. Ou bien elle s'attache à démontrer qu'elle regroupe un grand nombre d'adhérents, et alors elle étend son chiffre jusqu'aux entreprises artisanales, en passant par les commerçants et les prestataires de services ; ou bien elle tient à démontrer qu'elle représente le patronat « réel », c'est-à-dire celui qui est présent dans l'entreprise en tant que propriétaire et gestionnaire à la fois, celui qui, selon leur définition, « assure la direction financière, technique, sociale et morale de l'entreprise », par opposition aux P-DG anonymes.

En fait, grosso modo, les entreprises qu'elle regroupe représentent une bonne partie de la bourgeoisie française et

la confédération de M. Gingembre n'est qu'une annexe du syndicat patronal, le CNPF, dont elle est issue d'ailleurs.

Quant au Parti Communiste Français, qui s'adresse aux PME, son choix politique commence au niveau de la terminologie, puisqu'il inclut dans les PME toutes les catégories comprises entre le salarié et les patrons ayant une entreprise commerciale ou industrielle de plus de 500 salariés. Dans ces limites choisies se retrouvent tous les petits commerçants individuels, travaillant seuls, aidés parfois d'un ou deux salariés ou des membres de la famille.

Cet amalgame avec les petits patrons possesseurs de capital a l'avantage de faire passer le programme de défense et de soutien du patronat des PME pour un programme en direction des classes populaires.

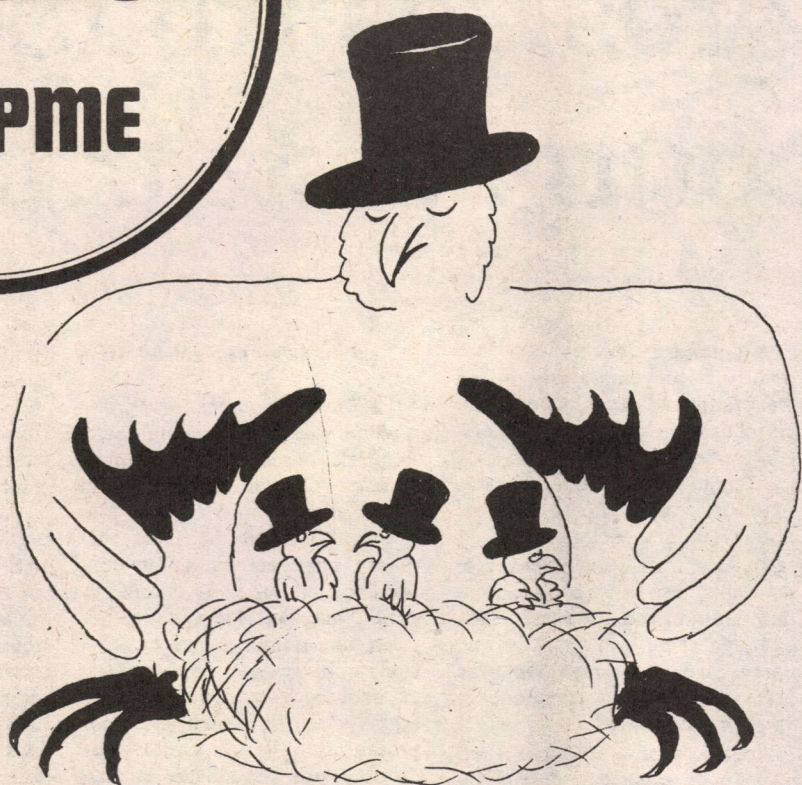
Notre prochain dossier :

LE DEBAT SUR  
LES NATIONALISATIONS



# dossier

## Les PME



## La sous-traitance : de bonnes affaires pour les grands trusts

La sous-traitance, qui représente en France 50 % de la production globale dans l'industrie automobile et dans l'équipement ménager, 30 % dans la construction navale et dans la construction aéronautique, 20 % dans la construction électrique et électronique, est un véritable mode de fonctionnement de l'économie actuelle. Ce sont les petites et moyennes entreprises qui assurent l'essentiel de la production de sous-traitance. Les petites et moyennes entreprises doivent se soumettre aux volontés des grandes entreprises commanditaires, appelées en langage économique, « entreprises donneuses d'ordres » ; tandis que la PME sous-traitante devient « l'entreprise receveuse d'ordres ». C'est d'emblée donner la caractéristique des relations qui s'établissent entre les deux ! Car il est bien évident que les grandes entreprises

ne confient pas une partie de leur production à des sous-traitants... par philanthropie, pour partager le gâteau avec les PME, mais uniquement par souci de rentabilité. L'entreprise donneuse d'ordres peut s'adresser à une PME très spécialisée pour se fournir en éléments de fabrication qu'elle ne produit pas elle-même et pour lesquels elle n'a pas envie d'investir sur son capital. Elle peut aussi s'adresser à une PME pour assurer une partie de sa production qu'elle ne veut pas ou ne peut pas fabriquer momentanément.

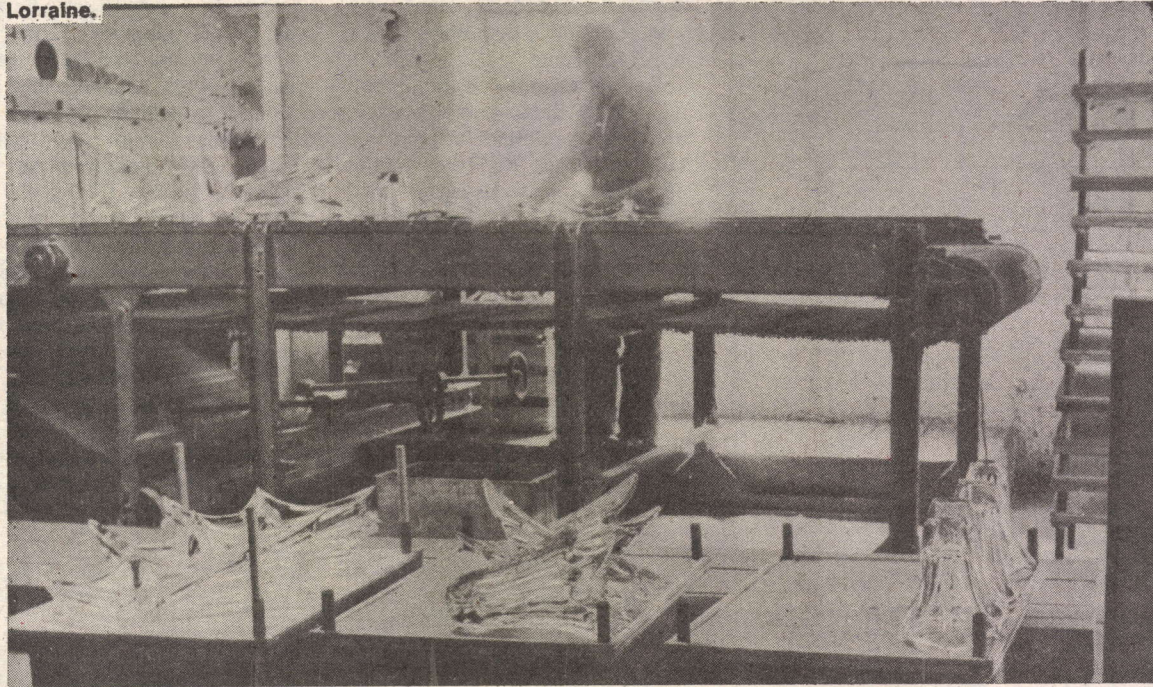
Et l'intérêt en général, pour la grosse entreprise, c'est de parvenir à imposer à ses sous-traitants des prix de vente tels que la production ainsi sous-traitée lui revienne moins cher que si elle devait la produire elle-même. Ce n'est cependant pas toujours le

cas. Elle y parvient en prospectant le milieu des PME susceptibles de conclure le marché, et en les mettant en concurrence.

Aussi une PME qui veut s'assurer un tel marché — et certaines ne vivent que de cela — se voit-elle contrainte de produire à moindre prix de revient. Et comme ce n'est pas sur la qualité qu'elle peut rogner (celle-ci lui est imposée par l'entreprise commanditaire qui exerce des contrôles rigoureux sur tout le marché de la production), c'est forcément sur le dos des ouvriers qu'elle peut réduire ses coûts de production.

Les PME — ou du moins celles qui en ont la possibilité — essaient de préserver une certaine indépendance en n'acceptant pas de dépendre que d'une seule entreprise donneuse d'ordres au-delà de 10 % de leur volume d'activité total.

Un des nombreux secteurs où se maintiennent de petits capitaux. Ici une verrerie d'art en Lorraine.



# les petites et moyennes ne vivent du grand capital

Ce qui marque le développement du capitalisme, c'est la tendance à la constitution de grandes concentrations de capitaux, trusts, cartels, holdings, qui regroupent dans un même ensemble des masses de capitaux considérables.

Mais dans le même temps les petites et moyennes entreprises n'ont pas disparu pour autant, pas plus dans les pays où le capitalisme a donné naissance aux plus grandes concentrations de capitaux, comme aux USA, que dans les autres. (Sur 350 000 entreprises industrielles aux USA, non compris le bâtiment, 98 % sont des petites et moyennes entreprises).

Ces entreprises ne constituent pas une survivance du passé qui devrait disparaître peu à peu. Par leur nombre important, leur part du chiffre d'affaires, la fraction de salariés qu'elles emploient, les petites et moyennes entreprises sont une des formes nécessaires sous lesquelles le capital fonctionne, sous le contrôle accru du grand capital, dans les pays industrialisés.

De petits capitaux peuvent réaliser un profit suffisant pour faire vivre des PME dans les secteurs mêmes où opère le grand capital. Dans les industries mécaniques, par exemple, elles peuvent exploiter des fabrications particulières ou de précision. Quand elles se consacrent à des productions peu rentables, les PME contribuent à l'établissement d'un taux moyen de profit qui permet au grand capital de la branche considérée de réaliser un surprofit avantageux.

Des groupes, comme les constructeurs d'automobiles, peuvent aussi juger plus intéressant pour eux de faire produire certains éléments de leurs fabrications par de petites entreprises. Peugeot, par exemple, fait travailler autour de son usine de Sochaux, regroupant 37 000 travailleurs, 75 sous-traitants employant à eux tous près de 3 500 salariés. Le grand capital industriel en particulier, ne s'intéresse qu'aux secteurs où la production peut se faire en grande série. Dans les secteurs où une telle production est moins rentable et où cela n'a pas donné lieu à de grandes concentrations, les PME trouvent un terrain pour se développer ou se maintenir.

Dans ce cas, la PME est une sphère de développement. Cette fonction est à l'origine de la capacité de développement des entreprises. Pour acquiescer à la géographie où est synonyme de 1975 ré-



Une chaîne de production industrielle.

## Un bon créneau

« L'usine où je travaille, la SIMEL à Gevrey, fabrique du matériel électrique. Elle a été montée il y a à peu près dix ans avec une dizaine d'ouvriers. On est maintenant 350 et la famille du patron ne possède plus que 15 % des actions.

34 % des actions vont à Merlin-Gerrin, autrefois le principal concurrent.

La boîte, grâce à son bureau d'études, reste très en pointe : elle a mis au point un système de raccords électriques uniquement à base de cuivre et d'aluminium dont elle a conservé l'exclusivité du brevet. Si bien que la boîte tourne tout le temps, même pendant la période de vacances.

60 % des commandes vont à l'EDF. Il y en a aussi pour le Brésil. Ça marche bien.

— Quels sont les salaires ?

— On n'a pas à se plaindre. Le salaire actuel d'embauche est de

1.950 F, bien supérieur à ce qui se pratique dans la région. Et avec en plus une prime de transport, une prime de panier pour l'équipe d'après-midi, l'entretien des bleus.

Il faut d'ailleurs reconnaître que nous avons pas mal d'avantages, acquis en 1968 et conservés depuis, parce que l'usine tourne bien : cinquième semaine de congés payés, le treizième mois, l'indice de rattrapage de vie chère tous les six mois.

— Et les conditions de travail ?

— Avec les chefs, c'est plutôt copain-copain. Tout le monde se tutoie. Les chefs ferment les yeux sur les retards, mais ils veulent la production à la fin de la journée. C'est tout ce qui les intéresse.

Il n'est pas rare de voir les gars tripler leur production sous prétexte qu'ils n'aiment pas travailler lentement. Le paternalisme marche bien. »



# moennes entreprises

## nt qu'à l'ombre

## and capital

cadre, une des fonctions spécifiques des a recherche permanente de nouvelles placement et de nouveaux débouchés. on se manifeste dans leur jargon. Elles fût du « bon créneau », elles recher- nne « innovation » et leur credo est « la adaptation ». Là, les petits capitaux se en pionniers du capitalisme, en véritables acteurs. Ils constituent les petits déta- nobiles aux avant-postes du développe- iliste.

omplir cette tâche, ce ne sont pas les qui manquent dans une société bour- la création d'une affaire (qui marche) ne de réussite sociale. Un sondage IFOP élaît que 34 % des Français souhaitaient

être en mesure de créer leur propre entreprise. C'est beaucoup plus qu'il n'en faut, mais certains réussissent. Ainsi, parmi tous les patrons des petites et moyennes entreprises industrielles, en 1975 40 % étaient contremaîtres avant de devenir patrons et 20 % avaient été ingénieurs.

Mais si la concentration du capital en fonction de la recherche du profit maximum laisse du champ libre aux petits capitaux, si les hommes prêts à tenter l'aventure existent, il faut encore que les petits et les moyens entrepreneurs puissent disposer de tout le capital (même s'il est petit) nécessaire à leur entreprise. A l'exception des cas où la fortune apporte la totalité du capital, des cas où l'autofinancement suffit en permanence, un des problèmes des PME est la difficulté à réunir le capital nécessaire à leur bon fonctionnement.

Pour mobiliser un capital plus grand, dans des PME que les lois du marché révèlent être rentables, il n'y a généralement pas d'autre issue, que le recours au banquier. C'est à coup sûr la fin de l'indépendance dont s'enorgueillissent certains petits et moyens patrons. Passe encore quand c'est la sanction du succès. Mais la dépendance des PME par rapport aux banques se manifeste encore plus durement quand celles-ci refusent d'aider financièrement les petites entreprises en difficulté ou celles jugées non rentables, qui sont précipitées vers la faillite. Ainsi en 1974, en France, si 11 142 entreprises industrielles ont été créées, dans la même année 11 910 disparaissaient.

Le puissant développement du capital financier très concentré et ses liens accrus avec l'Etat, qui doit servir ses intérêts généraux avec d'autant plus de poigne quand la crise s'approfondit, est une tendance finalement plus forte que celle des petits capitaux à tenter leur chance sur le terrain qui leur est laissé. Cette évolution se manifeste en particulier dans la modification de leur durée moyenne de vie : elle est aujourd'hui d'environ 25 ans, alors qu'au début du siècle elle était de 75 ans.

Mais les PME font incontestablement partie du système capitaliste et il serait plus que saugrenu de les opposer au grand capital, avec lequel elles forment un tout complémentaire.



de montage de moteurs d'automobiles : une n grande série pour le grand capital indus-

## Quand deux chemins différents mènent à la même dépendance

Deux entreprises de Besançon, Bourgeois et la SIFOP, « entreprises de découpage et d'embouissage de tôles à usage électrique », ont réussi à investir un secteur bien particulier de la métallurgie de précision, la fabrication de pièces de moteurs électriques utilisés essentiellement par l'électroménager. Ces deux entreprises sont le type même de la PME : les actions se partagent entre la famille et les fournisseurs. Elles interviennent dans le même secteur de production et s'adressent à une même clientèle. En 1974, Bourgeois a conquis l'une des premières places sur le marché européen dans sa spécialité, alors que la SIFOP est asphyxiée.

En 1959, Bourgeois investit, agrandit ses locaux, accroît son parc de machines par l'achat de nouvelles presses américaines,

les plus rapides et les plus automatisées. Ainsi paré, il se taille une place au niveau du marché européen. On compte parmi sa clientèle Thomson, Leroy-Somer, Philips, Bosch, Grundig. Mais il lui faut conserver cette place, s'adapter sans cesse, faire face à la demande. Les emprunts se multiplient. Il en obtient quatre en 1959, puis en 1963, 1967, 1970, d'un montant total de 4.400.000 F, pour un capital de 4.300.000 F seulement.

La SIFOP, quant à elle, n'a pas investi. En 1974, tributaire du vieillissement de son parc de machines, elle n'était plus à même de financer son fonctionnement normal. Le stock d'inventures étant trop important, elle était dans l'impossibilité d'acheter des matières premières, de payer les créanciers et les salaires des ou-

vriers. Quand elle a voulu emprunter, elle s'est heurtée au refus des banques. L'un des fournisseurs, Creusot-Loire, a racheté 85 % du capital. En réalité, il s'est contenté de garantir les emprunts que pourrait contracter sa filiale, et la SIFOP a obtenu ainsi un prêt d'investissement. Actuellement, elle continue à fonctionner comme par le passé, avec la même direction et la même production. Le trust se contente d'empocher les dividendes.

Quant à Bourgeois, il est à la limite des prêts possibles. Son dernier emprunt ne lui a été accordé qu'à des conditions draconiennes : remboursement en cinq ans au lieu de quinze et, passé ce délai, la société prêteuse se transformerait en actions, c'est-à-dire deviendrait propriétaire d'une partie du capital.

## Le contrôle des banques sur les PME

Dans leur croissance, les petites et moyennes entreprises sont tributaires des prêts que leur consentent les banques. Parce qu'elles détiennent le contrôle de la majeure partie du capital qui peut s'investir, les banques exercent un contrôle très efficace sur les PME et elles déterminent en fait celles qui doivent disparaître ou se faire racheter.

Le contrôle des banques sur les PME s'exerce à travers des établissements de prêts spécialisés comme le Crédit Hôtelier Industriel et Commercial, le Crédit National ou à travers les quinze sociétés de développement régional, dont la compétence couvre un découpage de quinze régions en France.

Si l'on prend l'exemple de la Société de Développement régional qui couvre la Bourgogne, la Franche-Comté et le Nivernais (c'est la société CENTREST), la liste de ses principaux actionnaires est édifiante. On trouve d'abord Paribas (22 %), puis la

BNP, le Crédit Lyonnais, la Société Générale, Peugeot, le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, etc.

Les prêts de cette société ne sont attribués qu'aux entreprises de la région donnée pour leurs investissements (ou pour des prises de participation) et leur attribution est placée sous le contrôle d'un commissaire du gouvernement qui a droit de veto. En effet, ces sociétés de prêt ont le privilège de lancer des emprunts publics garantis par l'Etat. Cela signifie que les banques ne prennent aucun risque en investissant dans ces sociétés de prêt, puisque c'est l'Etat qui s'engage à subventionner leurs pertes éventuelles dues au non-remboursement par les petites entreprises emprunteuses.

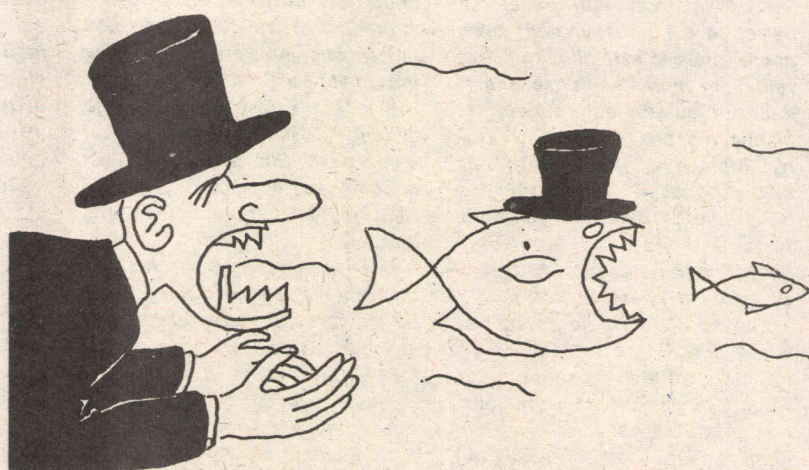
Comme on le voit, cette structure, comme tout le système de crédit, garantit surtout le capital des banques et l'aide à prendre le contrôle des petits capitaux sans courir le moindre risque.

## Le gros problème : trouver de l'argent

« J'ai travaillé comme aide-comptable dans de nombreuses petites boîtes de Dijon, essentiellement des entreprises du bâtiment ou de travaux publics. Beaucoup ont fait faillite depuis. En général, les salaires étaient très bas : le SMIG et les heures supplémentaires de rigueur ; 45-46 heures pour les employés, 50 heures pour les ouvriers.

Le gros problème pour ces boîtes-là, c'était de trouver de l'argent. Du 1<sup>er</sup> du mois au 5, on

harcélait les clients pour qu'ils paient. On leur envoyait un rappel dès la semaine qui suivait la réception de la facture. Il fallait avoir l'argent pour payer les fournisseurs à l'échéance des traites, traites à 30, 60, 90 jours, suivant les cas. Les banques n'acceptaient de faire des prêts que si elles étaient sûres qu'il y avait des marchés réguliers. Combien de fois j'ai vu le chef comptable aller pleurer auprès des directeurs de banque ! »





# dossier

## Les PME

● C'est dans les petites et moyennes entreprises que l'on trouve les conditions de travail et les cadences les plus dures, les horaires et les heures supplémentaires les plus longues. C'est là aussi que les conventions collectives et les règlements de sécurité sont le moins respectés. Les chiffres d'accidents du travail sont parmi les plus élevés dans le bâtiment, où la plupart des entreprises tournent avec des moyens relativement faibles et sacrifient donc tout ce qui touche plus particulièrement à la sécurité.

C'est également là que les salaires sont les plus bas, particulièrement dans les petites entreprises des secteurs de l'habillement et des cuirs et peaux.

Une enquête de l'INSEE de 1972, la dernière de ce genre en date sur les bas salaires, révèle que 24 % des salariés dans les entreprises de 6 à 499 ouvriers avaient des salaires inférieurs à 100 F alors que, dans les entreprises de plus de 500 ouvriers, le pourcentage était de 11 %.

Tournant la plupart du

temps à l'extrême limite de leurs possibilités, souvent sur la corde raide pour maintenir leurs profits, les petits patrons sont d'autant plus vigilants à éliminer tout ce qui pourrait apparaître comme du gaspillage que, parmi ces causes de gaspillage, considérées comme telles par les PME, il y a bien des lois sociales, il y a l'existence même d'un syndicalisme d'entreprise. Le patronat, en temps normal, tolère les appareils syndicaux d'entreprise quand il ne les considère pas comme des tampons utiles. Mais la majorité des petits et moyens patrons considèrent même les syndicats les plus réformistes comme du luxe inutile, trop coûteux et susceptible de porter ombrage à leur toute-puissance sur l'entreprise.

Si les grosses entreprises dans leur ensemble ont les moyens de consentir des postes et des avantages aux appareils réformistes et si ce fait se traduit dans la loi, la majorité des patrons petits et moyens préfèrent ignorer la loi ou la violer ouvertement.

Le patron de PME fait ce

# un patronat de choc



Les ouvriers d'une fonderie au XIX<sup>e</sup> siècle : le paternalisme a toujours été une arme des patrons pour faire accepter les pires conditions de travail.

qu'il veut chez lui, et se considère souvent comme le propriétaire des ouvriers avec qui il vit journellement, comme des bâtiments et des machines, tout en adoptant une attitude paternaliste.

Les salariés, pour faire partie de la famille, doivent faire fructifier par leur travail le patrimoine comme s'ils en étaient eux aussi les possesseurs. Ils doivent accepter d'accélérer les cadences pour satisfaire une commande urgente ou de rester le soir après les heu-

res de travail... puisque le patron le fait bien quelquefois !

Dans une petite entreprise, le patron peut faire croire qu'il est au même niveau que ses employés, que les bas salaires sont liés aux difficultés de l'entreprise et que, surtout dans cette période de crise, il ne peut pas faire mieux. Il est vrai que, dans bien des cas, il n'a pas le choix, qu'il pourrait ouvrir ses livres de comptes pour prouver que son entreprise tourne — financièrement —

au plus juste.

Mais cela n'empêche pas qu'il reste lui seul détenteur du capital et que, pour le faire fructifier ou seulement le maintenir, il n'hésite pas à réduire au maximum ses dépenses de personnel.

Et un patron d'une PME est d'autant plus prêt à être un patron de choc que pèse sur lui la menace de la faillite. Car dans ce cas, il ne lui resterait plus qu'à déposer son bilan, pour tomber lui-même au rang de simple salarié.

## " J'ai ma patronne derrière le dos toute la journée "



C'est dans de petits ateliers comme celui-ci que les travailleurs ont directement « le patron sur le dos ».

« Nous sommes sept employés dans mon entreprise. La patronne est constamment avec nous, mais c'est elle qui travaille le moins. Elle se plaint toujours qu'elle est fatiguée et qu'elle n'a pas envie de travailler. Mais elle ne supporte pas qu'on dépasse nos 5 minutes de pause et que nous sortions juste à l'heure le soir. Elle nous ramène toujours du travail 10 minutes avant la sortie.

Elle se plaint toujours qu'elle a des problèmes financiers. Ce qui ne l'empêche pas de nous vanter sa voiture de 6 millions. Au bureau, il faut faire des économies sur tout : on se fait

mal voir lorsqu'on jette des bouts de crayons de 2 centimètres. Il arrive qu'on tape des lettres sur les versos de vieux imprimés.

Il m'est arrivé de faire une erreur de 200 F dans le calcul d'une paye. Elle hurlait : « C'est comme cela que les entreprises font faillite. Vous voulez ma mort ! ».

La patronne nous traite vraiment comme ses inférieurs... à tel point qu'elle se réserve des WC personnels à côté des nôtres !

Nous avons une pièce où nous mangeons tous les sept à midi. Quand on revient au bu-

reau, elle nous dit qu'elle ne supporte pas nos odeurs de cuisine et elle parfume le bureau avec une bombe quelconque. Un jour, elle a demandé à une employée d'aller se mettre de l'eau de toilette parce qu'elle sentait la cuisine !

Dernièrement, elle hurlait que, si la gauche passait au pouvoir, cela en serait fini pour elle. D'ailleurs elle se demande bien ce qu'on peut demander de plus. Elle, elle mange peu pour pouvoir mieux s'habiller. Il faut, dit-elle savoir faire des choix.

Je gagne 1 600 F par mois pour 44 heures par semaine ! ».

## UNE FAIBLE IMPLANTATION SYNDICALE

Les PME sont les entreprises où les travailleurs ont le plus de mal à s'organiser. Les sections syndicales y ont une très faible implantation.

C'est ainsi que, d'après une enquête réalisée par la Direction régionale du travail et de la main-d'œuvre de la région parisienne et portant sur 7 398 entreprises :

— Dans 9,8 % seulement des entreprises de 50 à 150 travailleurs il y avait une section syndicale d'entreprise ;

— Dans les entreprises de 150 à 300, ce pourcentage n'atteint pas encore 25 %.

EFFECTIFS	Nombre d'entreprises concernées	Nombre d'entreprises où il y a une section	%
50 à 150	4 854	476	9,8
150 à 300	1 438	356	24,7
300 à 1 000	897	505	56,3
Plus de 1 000	209	176	84,2



# Les P.M.E. et l'Etat

## L'Etat n'est plus ce qu'il était

L'Etat est une des principales cibles des petits patrons, qui n'acceptent pas que cet immense appareil à drainer les impôts soit plus que jamais au service des « grands ».

Ils n'admettent pas que l'Etat, qui intervient de plus en plus dans tous les domaines de la vie économique et sociale, le fasse quasiment exclusivement à l'avantage des plus gros. Que ce soit par le biais de subventions directes, par le biais d'aide aux services publics, ou par la gestion d'équipements collectifs.

En effet l'aide aux services publics permet soit des commandes fabuleuses pour les grandes entreprises privées, soit des tarifs préférentiels.

Les subventions directes à la sidérurgie, aux constructions navales, à l'aéronautique Dassault (c'est-à-dire aux grands capitalistes) sont sans commune mesure avec la part de subventions donnée aux petits patrons, même en comptant les deux milliards que le gouvernement Barre vient de leur accorder.

Quant à la manne que l'Etat distribue au travers des équipements collectifs, elle leur échappe d'autant plus que l'Etat centralise une bonne partie des décisions et des crédits au détriment des collectivités locales (communes, départements, régions). Cette centralisation touche d'autant plus les petites entreprises locales que les municipalités et autres organismes régionaux sont leurs clients naturels.

Mais ce qui ulcère surtout les petits patrons, c'est qu'à l'évidence les administrations et le gouvernement sont la plupart du temps inaccessibles à leurs sollicitations. N'importe quel technocrate dans un ministère ou même une préfecture est finalement bien mieux placé pour décider et trancher des dossiers que M. Dupont, P-DG de la maison Dupont et propriétaire de père en fils.

Car l'époque est bien révolue où chaque petit coin de province pouvait faire entendre sa voix dans la capitale ; où le député, souvent radical, au nom de sa clientèle bourgeoise locale, avait des entrées dans les coulisses et dans les ministères et savait se faire écouter à la Chambre des députés.

C'était la belle époque de la III<sup>e</sup> République, de cette démocratie parlementaire que la bourgeoisie française avait pu s'offrir grâce à l'exploitation de son empire colonial. Et si c'était, comme toujours, les industriels les plus puissants qui tiraient le plus avantage de l'Etat, les petits bénéficiaient aussi des retombées.

Aujourd'hui, la bourgeoisie française est devenue une bourgeoisie de second rang, un sous-impérialisme, surtout depuis la fin de la guerre et la perte de ses colonies. Comme elle n'a plus les mêmes moyens qu'avant de bien vivre, elle a besoin plus que jamais de l'aide d'un Etat fort et centralisé, qui canalise à son profit les richesses du pays et qui défend l'essentiel de ses intérêts.

Mais l'Etat français n'a plus les mêmes possibilités financières de faire vivre et fructifier toute une petite et moyenne bourgeoisie prospère. Il est obligé de réserver ses faveurs aux plus grands et de marcher sur les pieds des petits, pour les aider.

Ainsi, pour ouvrir au grand capital de nouveaux marchés, la V<sup>e</sup> République a assoupli les barrières protectionnistes, du moins à l'intérieur de l'Europe, et a poussé à la concentration des entreprises. Au grand dam des petites et moyennes entreprises, qui ont dû, non sans douleur, se reconstruire et se loger dans les interstices que lui laissait le grand capital.

C'est pour ces raisons que l'Etat leur apparaît aujourd'hui comme un monstre technocratique.

## La rogne et la grogne

Les patrons de petites et moyennes entreprises ne sont pas contents. Et ils l'ont fait savoir ces derniers temps.

Depuis le début de la crise économique, en effet, un grand nombre de petites entreprises sont tombées en faillite à cause des restrictions de crédits et des difficultés à licencier leur personnel.

Lasse de ne pas se faire entendre, la fronde patronale s'est organisée : meeting de protestation en 1974 au pavillon Baltard, où 4 000 chefs d'entreprises ont conspué le gouvernement ; lettre ouverte de Léon Gingembre, le leader et le fondateur de la Confédération générale des PME à Giscard ; menace de lockouter leur personnel (c'est-à-dire menace de grève !) ; et, pour couronner le tout, manifestation en décembre 1976 autour de la Concorde, où 1 000 chefs d'entreprises défilent en silence, pour ne pas ressembler trop aux cortèges ouvriers qu'ils abhorrent.

A la veille des élections municipales de mars 1977, cette grogne des PME était monnayable, tant de leur point de vue que du point de vue des partis politiques de la majorité. C'est ce qui explique sans doute leur tentative de l'organisation, le 12 février dernier, de créer un « Groupe Initiative-Responsabilité » (le GIR), en compagnie des artisans, des organisations de médecins, des paysans et des cadres, et qui protestait contre les excès de dirigisme, les abus de la technocratie, contre le fisc, etc.

Cette initiative est restée

sans lendemain après les élections. Néanmoins, le mécontentement des petits patrons est réel, et certains sont allés jusqu'à parler de boycott économique.

Quant au gouvernement, il ne ménage pas les mesu-

res démagogiques et électorales en leur faveur ; la dernière en date étant l'exonération des cotisations à la Sécurité sociale du deuxième plan Barre, pour ceux qui embaucheraient des jeunes...



Beullac, Barre, et Ceyrac du CNPF. Ce sont les représentants du grand capital qui discutent d'égal à égal avec le gouvernement, pas les petits patrons.

## Pour des combines égales pour tous

Ce que les petits patrons reprochent à l'Etat, c'est de ne pas avoir l'oreille aussi attentive à leurs récriminations qu'aux exigences du grand capital. Les facilités de crédits, les commandes de l'Etat, les subventions directes sont autant d'interventions dirigées de l'Etat dans la vie économique afin de redistribuer la plus-value sociale, pour le plus grand profit des gros capitalistes.

L'Etat bourgeois est au service du capital, mais ce sont les trusts qui, avec ou sans le secours de la loi, se taillent la part du lion. Pas de problèmes pour eux lorsqu'ils veulent échapper à l'impôt sur les bénéfices.

En principe, toutes les entreprises grandes ou petites sont imposées sur 50 % de leurs bé-

néfices. Mais dans la pratique, les grandes sociétés disposent de moyens efficaces pour détourner la loi. Ils leur suffit de ne pas déclarer de bénéfices, en faisant par exemple appel à des sociétés appelées « taxis », créées pour l'occasion, qui établissent des fausses factures et... disparaissent ! Ou bien encore en versant des salaires aux actionnaires, pour des fonctions réelles ou imaginaires dans l'entreprise.

Ces pratiques sont beaucoup plus difficiles pour une petite entreprise, dont la comptabilité plus simple subit des contrôles plus rigoureux de la part du fisc. C'est cette injustice-là qui indignent les petits patrons !

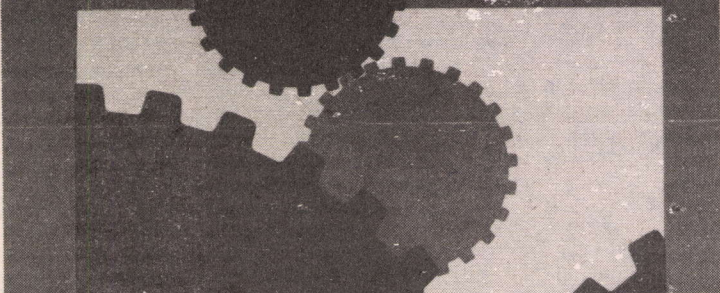
De la même façon, ils n'ont pas la taille d'imposer à la Sécurité sociale la pratique cou-

rante des « dettes flottantes » que constitue le non-paiement des cotisations patronales, dettes qui atteignent 6 milliards de francs, d'après la CGT. Seuls les trusts peuvent efficacement exercer le chantage du genre : « Si vous me forcez à payer, je mets mon personnel au chômage ! ».

Voilà ce qui exaspère les PME et provoque leur grogne. C'est de ne pouvoir bénéficier de toutes les « combines » dont les plus riches disposent, avec l'accord officiel ou avec la complicité de l'Etat, pour exploiter encore un peu plus les travailleurs. La révolte des PME contre les « injustices » dont ils souffrent n'a rien à voir avec celle des exploités. Elle se résume avant tout à la grogne des gagne-petits qui rêvent des mêmes privilèges que les gros...

**EMPRUNT  
NATIONAL  
1977**

pour  
les moyennes  
et petites  
entreprises  
& l'artisanat



Les emprunts garantis par l'Etat au profit des PME ne sont rien en comparaison de ce que l'Etat consent au grand capital.



# dossier

## Les PME

# les travailleurs

# et les P.M.E.

## Le Parti Communiste fait des offres à la bourgeoisie française...

Lorsqu'il s'adresse aux petites et moyennes entreprises, le Parti Communiste amalgame le petit commerçant qui aspire simplement à vivre décemment de son travail et le patron d'une usine de 500 ouvriers. Il tend la main à ces petits capitalistes en leur promettant que leurs affaires seront prospères, car ils auront, avec l'Union de la gauche au gouvernement, toutes les facilités de crédit, des commandes d'Etat accrues. Et d'expliquer que Giscard a fait un bien mauvais choix en 1974 quand il a appelé à voter Giscard.

Mettre un trait d'égalité entre d'une part les petits commerçants, les petits paysans, et d'autre part des possesseurs de capitaux qui vivent de l'exploitation de leurs ouvriers, c'est

entretenir une confusion pour les travailleurs, vouloir concilier des intérêts inconciliables, au nom de l'union nécessaire entre les travailleurs et les classes moyennes. Comme s'il pouvait y avoir communauté d'intérêts entre les travailleurs et ceux qui, lorsqu'ils grognent, réclament seulement le droit de bénéficier d'une part plus grande de la plus-value produite par les travailleurs.

Cependant cette confusion est tout à fait volontaire, comme sont volontaires les violentes attaques lancées par le PC à l'encontre des seuls monopoles. Car selon le PC, les responsables de tous les maux dont souffre la société (crise, chômage, guerre) sont les monopoles capitalistes. Ce qui est en partie vrai, mais en partie



Georges Marchais au forum de L'Expansion, le 21 avril 1977.

(Ph. Rush)

seulement car les monopoles sont un produit du système capitaliste. C'est dans cette économie de marché qu'ils ont pu croître et se développer en absorbant les petits, selon la loi toute simple de la libre concurrence. Aussi, il est impossible d'isoler les monopoles de l'ensemble du système dont les petits capitalistes sont une partie intégrante.

Mais cette volonté du PC de bien séparer les monopoles d'un côté et les classes « moyennes » de l'autre, c'est-à-dire

les gros des troupes de la bourgeoisie, mêlées pour les besoins de la cause aux couches populaires de petits artisans et commerçants, obéit en fait à une politique bien précise.

Il s'agit en effet pour le PC de charmer la bourgeoisie française. De lui démontrer que, s'il vient au pouvoir, elle n'aura pas à se plaindre de lui.

Et il l'assure, elle la plus petite, de son soutien. Mais c'est là un bien mauvais calcul. Car si en période de crise la grande bourgeoisie pourra peut-être se

résigner à composer avec le PC et compter sur lui pour qu'il maintienne l'ordre... et la propriété privée, ce ne sera pas le cas des petits patrons. Ces derniers, rancuniers et réactionnaires, seront prêts à tout sauf à composer ; parce qu'ils exècreront le PC, tout simplement parce qu'il se dit le parti de la classe ouvrière, et que leurs préjugés de classe ne les inciteront guère à la compréhension, même vis-à-vis d'un parti réformiste qui leur offre ses services.

## ... des offres sonnantes et trébuchantes

Dans son livre *Petites et moyennes entreprises, l'heure du choix*, le PCF fait des propositions très concrètes de soutien aux petits patrons.

A propos du contrôle des prix, il pense que : « le renforcement du contrôle des prix dans la lutte contre l'inflation est (...) à envisager exclusivement au niveau des grands groupes industriels. C'est là une condition de son efficacité. Les PME ne pouvant être tenues ni pour cause, ni pour bénéficiaires, au contraire, de l'inflation ».

On ne peut être plus clair. Les PME échapperont à tout

contrôle des prix et pourront tout à loisir les augmenter.

Dans les services publics, PTT, SNCF, EDF, des tarifs réduits sont consentis aux gros utilisateurs. « Le PCF est prêt à mettre un terme aux pratiques préférentielles qui se font au détriment des PME ».

Il est donc vraisemblable qu'il est prêt à les accorder également aux PME. Qui payera alors la note ? Les simples usagers, c'est-à-dire, pour l'essentiel, les travailleurs.

Vis-à-vis des entreprises sous-traitantes, qui subissent le plus la loi des trusts, le PCF

se propose de « les mettre à l'abri des fluctuations conjoncturelles », en négociant des contrats entre « l'Etat démocratique » et ces entreprises ; en leur fournissant les commandes des entreprises nationalisées, sous le prétexte de faire jouer à celles-ci un « rôle pilote ».

Enfin, sur le problème clé du crédit, le PCF s'engage à accroître la quantité de crédit attribué aux PME ; à diminuer le taux d'intérêt et à rallonger les délais de remboursement ; enfin, à faciliter les prêts à long terme.

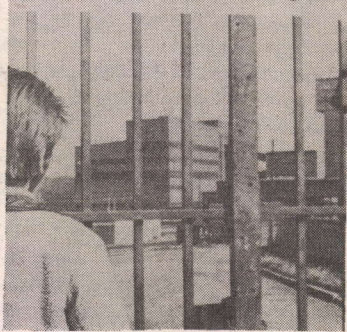
Ce qui signifie que la gauche

propose pratiquement une prise en charge par l'Etat des petites et moyennes entreprises. Fort bien.

Reste à savoir où l'Union de la gauche compte puiser l'argent nécessaire pour soutenir les petits et les moyens patrons, français. En expropriant le grand capital, ou en prêchant les sacrifices à la classe ouvrière ?

On peut en tout cas remarquer une chose : l'Union de la gauche n'a jamais fait autant de promesses ni donné autant de garanties aux ouvriers, pas même la garantie de l'emploi !

## Petites et moyennes entreprises : l'heure du choix



Le Parti Communiste, lui, a fait le sien : servir la bourgeoisie.

## Que ferait un Etat ouvrier ?

Dans toute la période transitoire qui suit la prise du pouvoir par la classe ouvrière, le but d'un Etat ouvrier n'est pas d'exproprier jusqu'au moindre petit patron pour que la socialisation soit immédiate et la plus complète possible. Son rôle est d'œuvrer à la victoire définitive de la classe ouvrière, victoire qui ne peut être définitive que si elle est assurée à l'échelle internationale.

De ce point de vue, l'Etat ouvrier est d'abord un instrument de combat. Et ce que nous pouvons affirmer dès à présent, c'est que l'Etat ouvrier doit nécessairement s'emparer des banques et des trusts. Cette expropriation lui donne un instrument tout prêt pour concentrer en ses mains la direction de l'ensemble de l'économie.

Mais en ce qui concerne

l'attitude à l'égard de certaines petites ou moyennes entreprises capitalistes, cela dépend essentiellement des circonstances.

Dans un Etat ouvrier, le maintien de certaines petites et moyennes entreprises peut être un des moyens utilisés dans la transformation de l'économie capitaliste en une organisation planifiée de la production. D'autant que

ce maintien peut se révéler nécessaire à certains moments, pour suppléer aux difficultés rencontrées par l'Etat ouvrier sur le terrain économique, et que l'utilisation de ces entreprises peut représenter une économie de forces de la part d'un Etat ouvrier.

Contrôlées par l'Etat ouvrier, travaillant à la réalisation du plan fixé par lui en

fonction des objectifs de la classe ouvrière exerçant le pouvoir, ces petites entreprises seraient de toute façon entièrement dépendantes de l'Etat ouvrier. Et il n'est pas dit, d'ailleurs, que cette dépendance soit pire pour elles que leur dépendance actuelle à l'égard du grand capital, dans une société où la concurrence sur le marché leur mène la vie dure.

## Et vis-à-vis des plus petits ?

Dans ce que les dirigeants appellent les PME, il y a d'une part de puissantes entreprises capitalistes, employant plusieurs centaines quand ce n'est pas de milliers d'ouvriers (Les skis Rossignol, les grues Poclain, les frères Schlumpf par exemple). Mais il y a aussi les tout-petits entrepreneurs proches de l'artisan ou du petit commerçant qui travaille avec quelques ouvriers — dans un garage par exemple — ou dans une entreprise du bâtiment — ou de petits ateliers de mécanique.

Combien sont-ils ainsi, en France ? Des centaines de mil-

liers, aspirés par cette économie de marché où toutes les initiatives individuelles semblent possibles et semblent le chemin le plus sûr vers la réussite.

A ceux-là, qui oscillent souvent entre la condition d'ouvrier et celle de petits entrepreneurs, la classe ouvrière n'a pas la même chose à dire qu'à la bourgeoisie moyenne, détentrice de capitaux et d'usines de plusieurs centaines d'ouvriers ? Car ce ne sont pas eux, ces tout-petits, même les plus aisés d'entre-eux qui sont les res-

ponsables de l'anarchie et de l'injustice qui règnent dans la société. Ce sont les entreprises capitalistes : ces sociétés multinationales, les fameux monopoles que dénonce le Parti Communiste, mais aussi les entreprises « familiales », comme Dassault ou Michelin... ou celles de moindre envergure...

Aussi, à tous ces petits patrons que la droite effraye en évoquant les nationalisations et les expropriations dont ils seront l'objet si jamais le prolétariat s'empare du pouvoir, les ouvriers révolutionnaires doivent dire qu'ils ne les considèrent pas comme les ennemis et qu'au contraire, vis-à-vis des petits artisans qui ont un ou deux compagnons et qui font partie, au même titre que les petits paysans ou les petits commerçants de cette masse de la petite bourgeoisie en fin de compte opprimée par le capital, ils les considèrent comme ses alliés naturels contre le capitalisme.

Quant à ceux des couches plus aisées de la petite bourgeoisie qui dirigent de petites entreprises plus importantes et qui ne sont pas en fait les responsables des maux et de

l'anarchie du système capitaliste, le prolétariat doit s'efforcer d'obtenir au moins leur neutralité car il n'a aucun intérêt à les dresser contre lui. Or, bien souvent la violence verbale contre eux masque une politique de démission à l'égard des véritables capitalistes.

Aussi, s'il est probable que dans une société socialiste les petits entrepreneurs de ce type-là sont condamnés, il faut qu'ils sachent que leur sort ne pourra pas être pire que celui que leur réserve la société capitaliste qui bien souvent les écrase.



# DROGUE :

## Il faut bien faire quelque chose...

Il y a recrudescence de la drogue, c'est certain, cela touche la jeunesse dans la plupart des cas. Cinquante-neuf accidents mortels dus à des « overdoses » ont eu lieu en 1976. De nombreuses personnalités, dont le docteur Olievenstein, ont tiré le signal d'alarme. Mais que faire ? Le fait est qu'une partie de la jeunesse en est à rechercher un plaisir empoisonné dans les drogues, et des centaines d'autres s'orientent consciemment ou inconsciemment vers le suicide. Et cela est

un phénomène général, encore bien plus important aux USA et même dans certains pays d'Europe : en 1976, en Allemagne Fédérale, le nombre de morts par la drogue a été de 325, presque un par jour.

Il s'agit d'un fait social, les racines du mal sont dans la société elle-même, une société inhumaine, violente, qui écrase les faibles, les rejette à défaut d'autre chose vers les « paradis artificiels ».

Les gouvernements sont donc

bien incapables d'apporter quelque solution que ce soit. Ils ne peuvent que s'orienter vers des gestes symboliques ou une répression accrue, ni l'une ni l'autre de ces méthodes ne réglant quoi que ce soit. La nomination d'un M. Drogue fait partie de la première. Le verdict du procès de Mulhouse où sont jugés 52 toxicomanes ou petits revendeurs nous dira si, parallèlement, le gouvernement étend aussi la seconde.

Y.B.



### MARSEILLE

## Police et justice renoncent à retrouver les assassins racistes

Une ordonnance de non-lieu vient d'être rendue par le juge d'instruction en ce qui concerne l'odieux et sanglant attentat qui avait eu lieu le 13 décembre 1973 à Marseille.

Cet attentat, une bombe placée au Consulat d'Algérie en un lieu où de nombreux Algériens venaient pour des démarches administratives, avait fait quatre morts et vingt blessés, dont certains gravement mutilés.

La police française ne man-

quait pas d'indices, ni de pistes pour des recherches. Le gouvernement algérien en avait fourni quelques-unes. Ces investigations l'auraient d'ailleurs sans nul doute conduite vers des milieux d'extrême-droite qu'elle connaît très bien. Mais décidément, pour trouver les auteurs de ce crime comme dans toutes les affaires de racisme, la police française apparaît une fois de plus frappée d'une impuissance révélatrice.

Les nombreux crimes racistes

commis à Marseille lors de l'automne 1973, ont pratiquement tous été clos par des non-lieux et il semble bien qu'aucun des criminels responsables de ces attentats ne soient jamais passés en procès.

Et une conclusion s'impose en tout cas, c'est que les racistes et les criminels racistes n'ont pas grand-chose à craindre de la police et de la justice de ce pays.

H.M.

### LILLE

## Un militant du MLAC inculpé pour avortement

A Hellemmes, dans la banlieue de Lille, un chirurgien-dentiste, Franck Dupin, vient d'être inculpé pour pratique illégale de l'avortement.

Dans une interview au journal local, *La Voix du Nord*, il reconnaît avoir aidé à avorter plus de quatre cents femmes, à qui il ne réclamait que 50 F, un peu plus quelquefois, en fonction de la situation sociale.

« J'ai milité très tôt au MLAC. Nous avions en plus pignon sur rue et nul n'ignorait nos activités,

bien qu'on ait fermé les yeux là-dessus. »

Cette inculpation est scandaleuse car, plus de deux ans après l'adoption de la loi Veil, rien n'est fait sérieusement pour assurer la demande d'interruptions de grossesse.

Ainsi dans la région Nord, au CHR de Lille, au service des IVG (interruptions volontaires de grossesse), la demande est de 35 avortements par jour, alors que le service, tenu par six médecins vacataires, ne peut en faire que 50 à 60 par semaine !

Pire, à Boulogne, le corps médical s'est prononcé à bulletin secret contre l'implantation d'un tel service à l'hôpital !

Alors, comment s'étonner que l'avortement clandestin puisse encore exister dans des proportions importantes ?

Tout ce que sait faire le gouvernement, c'est réprimer ! La loi en elle-même est déjà insuffisante. Mais même ce minimum, le gouvernement est incapable de le faire appliquer.

Correspondant LO.

### FURNON

## Un antisyndicaliste de choc

Mises à pied de trois jours pour un fou-rire, amendes sur salaire pour bavardage, obligation pour les femmes enceintes de rester à leur poste jusqu'au huitième mois de grossesse, heures supplémentaires obligatoires et brimades quotidiennes, voilà le « bagne Furnon » !

Et c'est dans cette entreprise du Gard que le patron a osé, la semaine dernière, interdire l'entrée de l'usine aux cinquante-quatre salariées qui s'étaient prononcées pour la création d'un syndi-

cat CGT : « Je fermerai l'usine, je baisserai les salaires, ici le syndicat c'est moi ! » n'a-t-il pas hésité à déclarer.

Mais cette fois-ci, il était allé un peu trop loin (même s'il s'abrite derrière les soi-disants sentiments antisindicalistes d'une partie de ses employées). Les ouvrières de Furnon ne se sont pas laissées intimider, et l'affaire a été jugée par le tribunal d'Alès le 4 mai. Furnon se voit ordonner de réintégrer les travailleuses menacées.

La justice pouvait difficilement faire moins que de condamner ce patron, qui faisait ouvertement ce que d'autres font plus discrètement et avec plus de finesse.

Il ne suffira probablement d'un jugement pour obliger ce patron de combat — prêt à organiser des employées antisindicalistes en commandos de choc — à accepter le syndicat. Il faudra aussi que les travailleuses de Furnon, avec l'aide de ceux des entreprises de la ville, l'imposent. Les travailleuses de chez Furnon ont l'air bien décidé à le faire.

### Haby aux enseignants :

## "Ne faites pas de politique... sauf la mienne"

M. Haby est scandalisé. A un congrès de chefs d'établissements, il s'en est pris, vendredi 29 avril, à certains enseignants « propagandistes sans scrupule » qui « endoctrinent les jeunes » et il annonce préparer un texte pour lutter contre la « politisation » des lycées. Le lendemain, il renouvellerait ses attaques en précisant qu'il visait des « enseignants communistes et socialistes ». On s'en serait douté...

Que des enseignants discutent de tout avec leurs élèves, y compris de politique, voilà ce que M. Haby ne peut admettre, surtout quand on sait que le corps

enseignant est de gauche dans sa majorité. Ah s'ils étaient comme ces professeurs et directeurs favorables à la majorité et qu'Haby a tenu, à ce même congrès, à féliciter « pour leur courage »...

Alors, à défaut, Haby spéculait sur les préjugés antiprofs et, sans complexe, se pose en défenseur intransigeant de la neutralité politique dans les établissements scolaires.

Mais c'est là une ambition que d'autres ministres de l'Education nationale ont eue avant lui, avec le succès que l'on sait...

G.F.

### NANCY

## L'inspecteur des PTT sous les verrous

Un honorable et respecté inspecteur aux Postes et Télécommunications de Nancy vient de se retrouver sous les verrous.

Ce Monsieur faisait main basse sur des chèquiers et de l'argent confiés à sa vigilante attention.

C'est en essayant de payer ses emplettes avec un chèquier volé qu'il s'est fait pincer dans un grand magasin de la ville. La police, chez lui, découvrit bien d'autres chèquiers bizarrement disparus depuis l'automne. Disparition qu'on avait fait payer, grâce aux bons soins du zélé inspecteur qui avait mené son enquête, à deux postiers connus pour avoir des

sympathies avec l'extrême-gauche (ce qui avait donné lieu dans la presse locale à de beaux débordements anti-gauchistes).

Les deux postiers avaient alors été inculpés et l'inspecteur... chaudement félicité en haut lieu.

Eh bien, s'il n'y a pas beaucoup de justice en ce bas monde capitaliste, il y a quand même de vilaines petites satisfactions : celle de savoir qu'un inspecteur — « escroc — flic — anti-gauchiste — et bien sous tout rapport » s'est fait prendre la main dans le pot de confiture !

A.G.

## Les fêtes de Lutte Ouvrière

### LE 8 MAI A GRENOBLE

Dimanche 8 mai, à partir de 10 heures, terrain du CUJD à Montbonnot près de Grenoble. Spectacle, cinéma, artisanat, repas, jeux, et naturellement expositions et débats, tout y sera !

### LES 14 ET 15 MAI A NANTES

Au centre aéré de Bouguenais, route du Pornic : le samedi soir 14 mai, grand fest-noz avec le groupe AN ANDREZIZ.

Le dimanche 15 mai, de 10 heures à 18 heures, spectacle avec Youna TREVIEN, « Ceux qui bossent », Jean MICHEL, etc. Bien sûr, des forums-débats seront organisés... Et il y aura des jeux, du cinéma, des spécialités culinaires...



# Au port de Dunkerque, les dockers ont gagné

Depuis le lundi 2 mai, les dockers ont repris le travail, victorieux, après cinquante jours de grève et d'occupation du port.

Les deux postes de dockers pour aider au déchargement des minéraliers ont été rétablis, alors que c'est en supprimant ces deux postes qu'Usinor avait provoqué le conflit, le 10 mars. D'autre part, il est rappelé dans l'accord que le nouveau quai aux aciers restera un quai public et commercial, et non, comme le voulait Usinor, un quai privé où l'on travaille en feu continu, ce que les dockers se refusaient à faire aux conditions d'Usinor. L'horaire de travail s'apparentera à celui du port commercial, avec possibilité de travailler du lundi matin 6 heures au samedi soir 22 heures, soit en 3 x 8, soit en 2 x 8. Quant aux salaires,



normalement, ils seront ceux pratiqués sur le port, c'est-à-dire plus élevés que ceux qu'Usinor proposait.

C'est incontestablement une victoire que les dockers

ont remportée, et ils l'ont senti ainsi. Leur cortège imposant dans la manifestation du Premier mai à Dunkerque en est la preuve.

Correspondant LO

# Les éboueurs font reculer Chirac et Giscard

Après 14 jours de grève, les éboueurs parisiens ont donc fait reculer la Mairie de Paris et le gouvernement.

Alors qu'entre l'augmentation de la prime matinale et les augmentations de salaire, ils réclamaient environ 150 F par mois, ils ont obtenu 100 F en moyenne (sous des formes diverses) ainsi que dans la promesse d'une révision de la grille.

C'est un compromis bien sûr, mais un compromis que les éboueurs parisiens, par leur détermination ont bel et bien réussi à imposer à Chirac et à Giscard, qui se sont renvoyé la balle un moment, de violer le plan Barre en dépassant les limites d'augmentation de salaires fixées par le gouvernement, malgré l'appel à l'armée, malgré les affirmations de Chirac et de

Giscard qu'il n'était pas question de céder.

Encouragés par ce succès, aujourd'hui ce sont les éboueurs d'Orléans qui ont déposé un préavis de grève.

Et si cette grève est aujourd'hui importante, c'est bien parce qu'elle a prouvé qu'il est possible pour les travailleurs de remettre en cause le plan Barre.

DASSAULT

# La tactique "économique" de la CGT à l'épreuve

Chez Dassault, après sept semaines d'actions diversifiées allant du débrayage aux manifestations à Paris, à la grève totale de plusieurs jours, en passant par le ralentissement de la production, la CGT a fait voter la fin de l'action et la reprise du travail normal mercredi 4 mai à l'usine de Saint-Cloud d'où étaient partis les mouvements qui s'étaient ensuite étendus à tout le trust. Des propositions similaires devaient être présentées dans les douze autres usines du trust.

Le bilan de cette lutte est bien mince par rapport à ce qui était revendiqué (de quatre à huit cents francs d'augmentation sur la grille CGT) : les 6,5 % sur l'année recommandée par le plan Barre avec un rattrapage trimestriel calculé sur l'indice INSEE.

Le treizième mois passera de 3 000 à 3 400 F minimum. En plus il y aura 1/4 d'heure de diminution d'horaire hebdomadaire

par trimestre jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1978 où les quarante heures seront atteints. Enfin des jours de congés supplémentaires d'ancienneté : 1 jour pour 3 ans, 2 jours pour 6 ans, 3 jours pour 9 ans.

Certes, Dassault a donné par ailleurs 1 600 F de primes diverses, mais cela ne fait en gros que couvrir les heures perdues pour les débrayages et les grèves. Mais il reste qu'une partie des travailleurs (92 Saint-Cloud, plusieurs centaines dans les autres usines) se retrouvent avec une pénalisation supplémentaire de 2 000 à 4 000 F. Car la CGT depuis le départ avait mis en avant un mode de lutte « économique et efficace » : la grève 001. Il s'agissait de ralentir au maximum la production, mais en étant présent quand même. En 1976, dans un climat plus tendu, où la CGT s'était opposée à la grève totale que les travailleurs spontanément avaient commencée,

Dassault avait cédé des augmentations importantes devant ce type d'action.

Cette année, il n'en a rien été. Au contraire, il a décidé de pénaliser fortement ceux qui avaient le plus suivi le mot d'ordre de la CGT. D'ailleurs le directeur général a annoncé la couleur aux dirigeants CGT : « Vous allez avoir à payer le prix de votre guerre ». Et par suite si du jeudi 27 avril au mardi 3 mai il y a eu grève totale des ouvriers à l'usine de St-Cloud, par exemple, ce fut contre les retenues de salaires.

Pour les travailleurs il reste à en tirer les conclusions. Il est significatif que le jour de la reprise en réunion syndicale CGT devant 120 syndiqués, un de nos camarades ait été très attentivement écouté quand il a défendu l'idée que ce n'est que par la grève générale que l'on pourra s'en sortir.

Correspondant LO

FASER MAZIERES BOURGES

# EN GRÈVE TOTALE

Les travailleurs de la FASER sont en grève totale depuis le vendredi 22 avril.

Dans cette fonderie d'aciers spéciaux qui emploie 540 personnes, les salaires sont scandaleusement bas. Les deux tiers des travailleurs touchent moins de 2 000 F par mois. Des salaires avoisinant 1 700 F pour des journées en poste de 2 x 9 sont courants. C'est donc essentiellement sur les salaires que portent nos revendications. D'ailleurs les camarades de Pompé à Rouen (notre « maison mère ») sont eux aussi en lutte pour les salaires.

Après quatre jours de grève totale (il n'y a qu'une quinzaine d'ouvriers non grévistes) où nous défendions l'accès de l'usine, tout ce que le patron a trouvé

à faire, c'est de convoquer au tribunal près de 200 d'entre nous, repérés par la maîtrise à bloquer les grilles. La justice a donné raison au patron, mais cela ne nous a pas empêché de continuer la grève et de maintenir un piquet.

Depuis, le directeur est invisible et refuse de rencontrer nos représentants. Tous les matins, par contre, nous avons droit à la visite de la maîtrise, des cadres et... d'un huissier, qui ne savent que nous répéter que nous sommes hors de la légalité.

Légalité ou pas, ce que nous savons, c'est que nous ne pouvons plus vivre avec ces salaires de misère tandis que la vie ne cesse d'augmenter.

Correspondant LO

ALSTHOM ST-OUEN

# SIXIÈME SEMAINE DE DÉBRAYAGES

Les débrayages continuent ; il y a toujours autant de monde aux assemblées générales et toujours la même envie de continuer.

La CGT ne sait plus trop quoi proposer, à part les défilés quotidiens dans les ateliers. De plus en plus, c'est la CFDT (animée par des militants maoïstes) qui intervient et proclame le plus fort possible qu'il faut continuer jusqu'au bout. La même CFDT qui, sous l'œil narquois de la CGT, couvre la voix des militants révolutionnaires lors de leurs interventions en assemblée générale.

La revendication des 300 F d'augmentation, si elle apparaît encore sur les pancartes, n'est plus guère mise en avant dans

les assemblées et on parle plus d'obtenir « quand même » quelque chose. Ce qui est le plus souvent repris, c'est le complément de la prime actuelle pour que cela fasse un treizième mois — soit l'équivalent de 2 % d'augmentation — ou la cinquième semaine de congés.

Pour le moment, les travailleurs pensent qu'ils pourront obtenir quelque chose, mais parmi les militants de la CGT, le moral est loin d'être aussi bon.

Cette semaine, les débrayages ont continué, et il en sera sans doute de même la semaine prochaine, mais jusqu'où, jusqu'à quand ?

Correspondant LO



# Jacques Borel licencié ou "superman" au chômage

Incontestablement, Jacques Borel se croyait malin. Il aimait l'image du patron - fondeur - et - sans - scrupules - qui - est - monté - à - la - force - du - poignet. Ce qui est plus grave, c'est qu'il avait même l'air d'y croire. Il pensait que, s'il régnait ainsi sur l'empire du hamburger-frites, c'était grâce à ses qualités personnelles et à sa philosophie d'un haut niveau. Qu'on en juge : « si on doit démolir complètement une position sociale parce que quelqu'un de responsable a failli, il faut le faire », aimait-il à répéter, dégageant ainsi sa conception de l'absorption tous azimuts des restaurants, cafés et hôtels en moins bonne position que lui. Mais le cinéma mis de côté,

qu'était donc Borel ? S'il avait su se placer dans le créneau de la restauration collective, c'est qu'il y avait un marché, et donc des capitaux à placer et des hommes à exploiter. Le tout était de trouver des capitaux. Et pour ça, il fallait avoir recours aux groupes financiers, à Paribas, à la Banque de l'Union Européenne, à la société financière américaine Grace. En somme, le superman Jacques Borel n'était jamais que l'homme de paille de ces groupes financiers...

Et voilà que Paribas et ses collègues, nullement impressionnés par « Superman », viennent de lui retirer le droit d'exploiter les 16 000 employés du groupe. Et superman n'a plus qu'à aller se rhabiller... André FRY



## Les travailleurs refusent la récupération

A Renault-Flins, comme dans d'autres usines de la Régie, l'ambiance monte depuis quelque temps. Le premier signe en a été le débrayage du 21 avril, dans le cadre de la journée d'action sur la Sécurité sociale, qui, malgré l'absence totale de préparation, a connu un succès avec près de 1.500 participants, chiffre inhabituel à Flins.

Mais c'est l'attitude de la direction lors de la grève de l'EDF, la semaine dernière, qui a mis le feu aux poudres. Mercredi 27 avril, en réunion de CE, la direction annonçait que l'usine de Flins serait lockoutée jeudi 28 avril, en raison des coupures de courant, et décidait que la « séance de travail », comme elle dit, était reportée au samedi, en récupération.

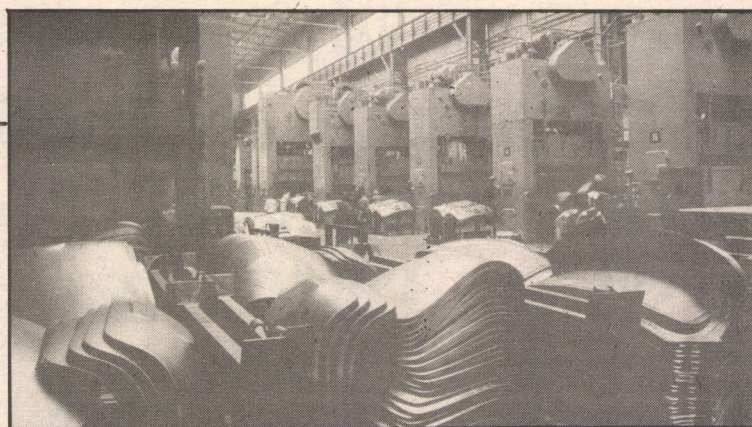
Ainsi, les travailleurs en équipe du soir auraient fini leur semaine le samedi soir à 22 h 25, et au-

raient repris le travail le lundi matin à 5 h 45 ! Dès l'annonce du lockout, à l'appel des trois syndicats, un millier de travailleurs de l'équipe du matin débrayaient en fin de poste, pour exiger le paiement de la journée de jeudi et refuser la « séance » du samedi. A l'arrivée de l'équipe d'après-midi, ils furent relayés par deux mille autres travailleurs, qui défilèrent dans l'usine aux cris de « jeudi payé », « samedi on reste au lit »... Et le problème du lockout n'était pas le seul à tenir à cœur aux travailleurs, puisqu'on entendait aussi « travailleurs français - immigrés, même patron, même combat », ce qui par rapport à certains comportements racistes que l'on a parfois connus à Flins, revêt une certaine signification. Une ambiance de colère d'être ainsi jetés dehors le lendemain et le ras-le-bol de travailler toujours plus et gagner de

moins en moins émanaient du défilé. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu, à Flins, cette ambiance-là.

Le samedi, effectivement, nous avons été plusieurs milliers, à peu près le tiers de l'effectif, à ne pas venir à l'usine, et celle-ci n'a pu tourner qu'au ralenti. Il reste évidemment à imposer le paiement du lockout mais, d'ores et déjà, la direction de Flins a eu la réplique qu'il fallait. En lockoutant, la direction de la Régie voulait dresser les travailleurs de Flins contre les grévistes de l'EDF. C'est le résultat contraire qu'elle a atteint. En réagissant contre la manœuvre de la direction, les travailleurs sont au contraire entrés eux aussi en lutte et se sont sentis encore plus solidaires des grévistes de l'EDF. Ils ont eu l'occasion de mesurer leur force, aussi, pour les luttes à venir.

Correspondant L.O.



Un atelier de Renault-Flins.

CITROEN - PEUGEOT :

## C'est pas le P.I.E.C. !

Pour lutter contre l'absentéisme dans ses firmes, la direction de Peugeot-Citroën vient de mettre sur pied un nouveau système de congés supplémentaires intitulé : « plan individuel d'épargne congé ». Par ce système, des congés supplémentaires — variables selon les postes, les horaires, les équipes — seront attribués au personnel pour récompenser son assiduité au travail. Au-delà de quinze jours d'absence y compris pour maladie, le personnel n'aura pas droit à ces congés. Par contre, ces congés « supplémentaires » seront majorés de 50 % pour moins de cinq jours d'absence et doublés s'il n'a pas manqué un seul jour dans l'année. Une partie de ces jours de congé pourra être utilisée chaque année et une autre différée et prise en fin de carrière.

On parle de la possibilité d'avoir neuf mois de congés supplémentaires, la belle blague ! Il faudrait pour ça que le travailleur entré dans l'usine à 20 ans en sorte à 60, sans voir eu un seul jour d'absence en dehors des congés légaux.

Dans cette histoire, Citroën-Peugeot cherche avant tout à se faire de la publicité à peu de frais. Car les causes de l'absentéisme sont bien connues : une journée de travail trop longue et des cadences épuisantes. Et ce n'est pas la maigre carotte que nous offre le PIEC qui changera quelque chose et nous fera oublier la fatigue journalière qui nous ruine la santé.

Jusqu'à présent les journaux ont bien plus parlé de cet accord que les travailleurs concernés qui l'ont accueilli, eux, avec indifférence et scepticisme.

Correspondant L.O.

RENAULT - CLEON

## Le ton monte

A Cléon, le climat a complètement changé depuis la grève du 21 avril suivie par les trois quarts de l'usine. L'après-midi, nous étions 500 de Cléon à participer avec dynamisme à la manifestation à Elbeuf. Les jours suivants, la CGT et la CFDT affirmaient « le développement des luttes est indispensable », et que le 21 avril avait ouvert « la perspective d'un mouvement d'envergure ». Mais ce n'étaient que des mots dans des tracts. Les militants syndicaux précisaient dans les ateliers qu'on

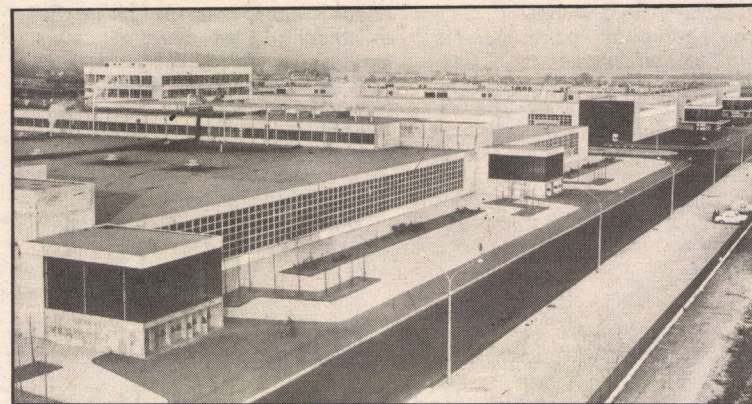
ne pouvait pas se lancer tout de suite.

Le mercredi 27 avril, la direction annonce le lock-out de l'usine pour le lendemain, en raison de la journée d'actions du secteur public et nationalisé. Aussitôt les camarades de la chaîne R16 moteur se mettent en grève, sans consigne syndicale. Ils manifestent dans les ateliers et c'est près de 2.000 grévistes qui se retrouvent devant la porte. Les syndicats reprennent le mouvement à leur compte et appellent à dé-

brayer le jour de la récupération (la CGT appelle à 4 heures, la CFDT à 8 heures). Ce jour-là, la moitié d'entre nous ne sont pas venus du tout et la plupart des autres sont repartis à 10 heures.

Ces mouvements ont redonné confiance à de nombreux travailleurs et on entend souvent dans l'usine « il faudrait se serrer la ceinture, une bonne fois, pour obtenir quelque chose par la grève générale ».

Correspondant L.O.



Renault-Cléon.

CGCT - MASSY

## Ils avaient tout prévu, sauf l'imprévisible

Lors de la journée d'action dans la fonction publique, la direction pensait pouvoir dormir tranquillement sur ses deux oreilles, ayant tout prévu pour faire face aux coupures de courant.

Hélas le groupe électrogène installé depuis quelque temps refusait obstinément de démarrer.

Affolement, mines inquiètes de tous ces messieurs de la direction rendus sur place, tournant

autour de la cuve à mazout dans laquelle de l'eau s'était infiltrée.

Une opération palabre se dessina, il faudrait enlever l'eau, à la seringue, avec des bidons, avec le matériel des pompiers, etc. faire un transvasement de fuel pris dans une autre citerne.

Cette opération risquant d'être peu efficace, et n'étant pas très sûrs d'eux, ces messieurs firent

venir en urgence un camion citerne, bref au bout de trois heures d'efforts, pas les leurs, le groupe électrogène daigna tousser puis démarra enfin.

Le plus beau dans l'histoire, c'est qu'il n'y a pas eu la moindre coupure de courant ce jour-là.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - CGCT (Massy).



SNECMA - CORBEIL

## Une escroquerie patronale

« La date normale de votre libération du service national se situant le..., il est possible que vous sollicitiez prochainement votre réintégration dans l'emploi qui était le vôtre.

Cependant nous tenons à vous informer qu'en raison de la baisse d'activité dans votre secteur professionnel, il ne nous sera vraisemblablement pas possible de vous réintégrer dans votre centre d'origine, ni même dans tout autre secteur d'activité de la société ou de ses filiales.

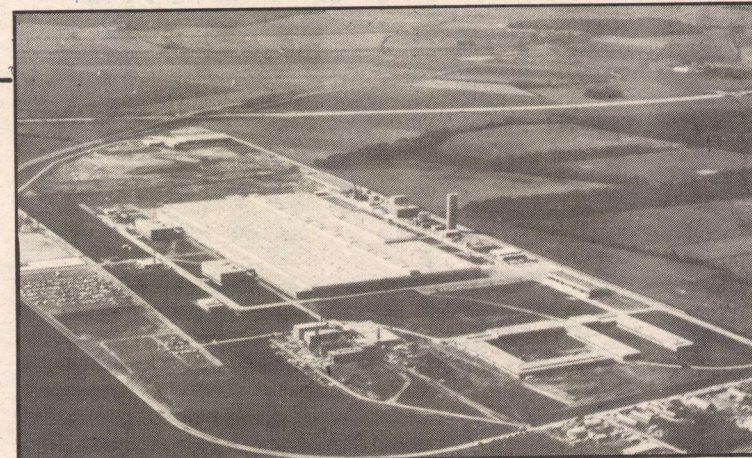
Dans le cas où nous vous proposerions un reclassement dans un autre centre, nous pourrions être contraints de l'accompagner d'un déclassement...

... En conséquence, si en fonction de ces informations, vous envisagiez d'orienter vos recherches d'emplois auprès d'autres sociétés, nous nous engagerions néanmoins à vous verser l'équivalent des indemnités de préavis de licenciement auxquelles vous auriez eu droit en cas de rupture de contrat de notre fait.

Nous nous tenons éventuellement à votre disposition pour tous renseignements et aides dans vos recherches d'emplois. »

C'est la lettre que reçoivent les travailleurs de la Snecma-Corbeil actuellement au service militaire. La direction de l'entreprise essaie ainsi de les impressionner et les amener par là à renoncer à réclamer leur réembauche après le service, réembauche prévue dans la convention collective.

C'est là un bel exemple des méthodes employées par les pa-



La Snecma, à Corbeil.

trons pour « dégraisser en douceur » en évitant de prononcer des licenciements et en escroquant les travailleurs qui perdraient ainsi la possibilité de bé-

néficier pendant un an de 90 % de leur salaire pour licenciement pour raison économique.

Correspondant L.O.



## LE PERSONNEL ET LES PENSOINNAIRES VICTIMES DE L'INCURIE DU SYSTEME HOSPITALIER

La maison de retraite compte 280 lits de vieillards, invalides pour la plupart.

Dans tous les hôpitaux, c'est connu, le personnel est en nombre très insuffisant. Mais dans les maisons de retraite, particulièrement, le manque de personnel est dramatique.

Ce manque de personnel aggrave douloureusement les conditions de séjour des pensionnaires :

— 4 employées seules toute la journée dans un service de 52 grabataires ;

— ménage bâclé, ou pas fait du tout parfois ;

— prévention d'escarres pas faite, par impossibilité de tourner les malades régulièrement dans leur lit ;

— malades qui refusent la nourriture et que l'on est obligé de gaver à la va-vite, car on n'a pas le temps ;

— manque d'hygiène par manque de temps mais aussi de matériel ;

— pas le temps de discuter avec les pensionnaires, qui souffrent pourtant d'un profond isolement moral ;

— chutes fréquentes des pensionnaires, par manque de surveillance ou encore, comme dernièrement, lorsqu'une employée se retrouve seule pour tourner une malade.

### ET LES EMPLOYEES ?

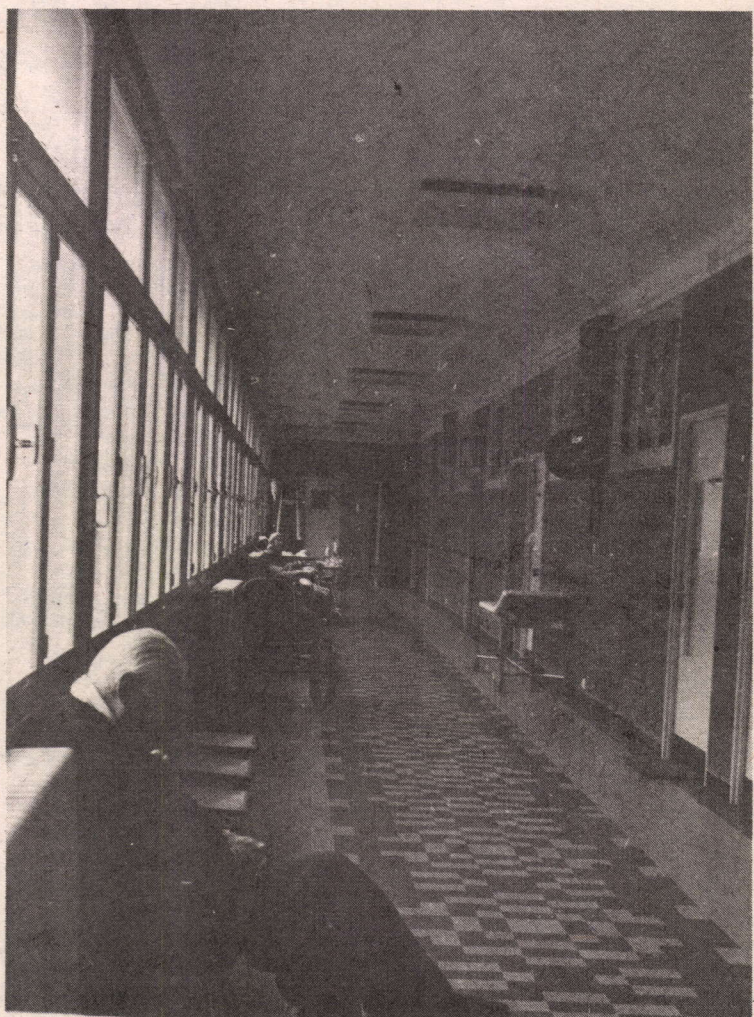
Pour le personnel, c'est la vie de dingue : 8 heures par jour. C'est la course pour faire le ménage. C'est la course pour chan-

ger continuellement les malades souillés. C'est la course pour lever et coucher les pensionnaires, pour les faire manger, etc. A la débauche de 14 heures, beaucoup d'employées se couchent en arrivant chez elles.

Le résultat, c'est la démoralisation, le surmenage, les arrêts-maladie continus, une tension et une agressivité entre malades et employées résultant de l'insatisfaction générale. Beaucoup d'employées interrogées disent : « Je voudrais f... le camp, mais pour se faire muter ailleurs, c'est pas facile ».

Haut-Lévêque : une crue illustration de la façon dont sont traités les vieux travailleurs dans cette société.

Correspondant LO.



## Serveuse dans une station-service de l'autoroute du sud

Si le travail dans les stations-service d'autoroute est différent du travail en usine, l'exploitation du salarié est la même.

Une serveuse au snack-bar d'une station-service de l'autoroute du Sud fait 48 heures par semaine, en équipe de 2x8, sur la base de cinq jours de présence un jour de repos, si bien que ce jour de repos est continuellement décalé. Nous n'avons donc qu'un seul dimanche libre sur sept, ce qui n'est pas facile pour

la vie de famille.

Les horaires de tous les employés sont prévus au début de chaque mois, mais le gérant de la station ne se gêne pas pour les changer du jour au lendemain si le besoin s'en fait sentir. Pour le rush des vacances, par exemple, notre jour de congé peut être repoussé.

On nous demande également d'aider les pompistes quand ceux-ci sont débordés ou de nettoyer les locaux quand la préposée à

l'entretien est absente.

Les conditions de travail des pompistes ne sont pas meilleures. Pour 48 heures par semaine ils ne gagnent que 1.800 F par mois.

Ces stations sont la propriété des sociétés pétrolières et on pourrait penser qu'avec les milliards de bénéfices qu'elles font, elles sont assez « larges » pour le personnel des stations. Mais ces bénéfices, elles les font aussi sur notre dos.

Correspondant LO.

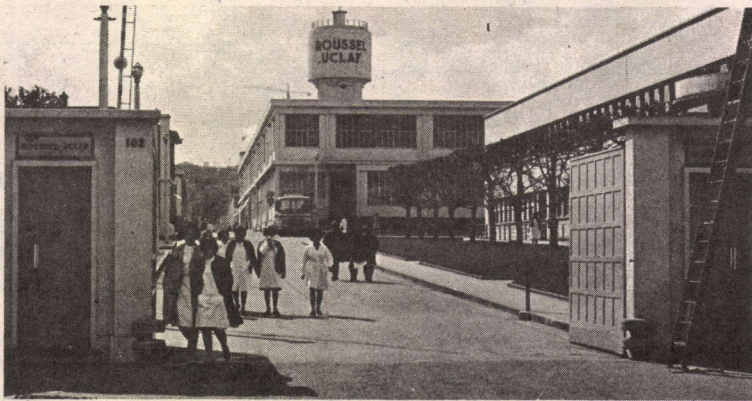
## ROUSSEL-UCLAF - ROMAINVILLE

## Les élections de délégués du personnel

Les élections de délégués du personnel viennent d'avoir lieu à l'usine Roussel-Uclaf de Romainville. Dans cette entreprise, la direction ne joue pas le jeu habituel de collaboration avec les syndicats ouvriers. Depuis plusieurs années, en effet, la direction de Roussel tente, pour faire pièce à ceux-ci, de mettre en place ce qu'elle appelle une « concertation ». Elle a aussi implanté depuis 1971 une section CFT, qui jusqu'à cette année recueillait près de 30 % des voix.

Le principal résultat sur l'ensemble de l'usine est la baisse générale (— 4 %) de la CFT.

Cette année, des camarades écartés de la CGT rejoignent le syndicat FO, animé de longue date par des militants de notre tendance. Ils le rejoignent, après que deux d'entre eux en particulier, membres de la CE de la CGT et délégués du personnel l'année précédente, ont été écartés des listes par la direction PCF du syndicat. Leur seul tort :



sympathiser ouvertement avec les idées de Lutte Ouvrière et avoir mené une grève contre l'avis de la direction CGT. Après avoir recueilli les signatures de la grande majorité des travailleurs de leur service, qui les voulaient comme délégués, ces camarades se sont donc présentés sur les listes FO. Les dirigeants de la CGT ont mené l'habituelle campagne de dénigrement et de calomnies, l'essentiel de leurs arguments se trouvant résumés dans des tracts où ils affirmaient :

LO-FO = CFT. Dans ces tracts, ils déclaraient hautement que l'on comparerait les chiffres.

Eh bien, le compte est fait : pour un nombre moindre d'inscrits, FO gagne 8 % des voix du premier collège, passant de 101 à 147 voix, la CGT perd 4,4 % soit 58 voix et la CFT perd 3,6 %.

Les gains de FO proviennent surtout du secteur des camarades écartés par les bureaucrates et du secteur du conditionnement, où les ouvrières apprécient le travail du syndicat FO.

## Il y a collage et collage

La fédération CGT de la métallurgie a envoyé au syndicat de Bourgogne Electronique (Dijon) une note sur l'affichage militant où elle explique comment les municipalités de droite restreignent la liberté d'expression, sous prétexte de « ville propre », par des mesures bureaucratiques contre l'affichage sauvage. Elle appelle

donc ses militants à ne pas accepter ces interdictions et à redécouvrir la pratique de collages militants réguliers.

Puis, brutalement, elle enchaîne : « D'autres ont découvert la valeur des murs. Depuis 1968, les groupes gauchistes déploient une activité intense d'affichage (la plupart du temps conduisant à déva-

liser ce moyen d'information. Pour ceux-ci l'affichage de masse correspond uniquement à recouvrir, à salir les murs, sans méthode ! »

Maintenant une colle : comment les collages CGT vont bien pouvoir se démarquer des « sales » collages gauchistes ?

Correspondant LO.

## CHANTIER DE LA CENTRALE NUCLEAIRE DE GRAVELINES-NORD

## Insécurité permanente

Sur le chantier de la centrale nucléaire de Gravelines, les conditions de travail sont toujours aussi scandaleuses.

Déjà, il y a une quinzaine de jours, le casque d'un travailleur avait été cassé en deux par une élingue : celle-ci était sortie du crochet d'une grue qui aurait dû posséder un système de sécurité. La semaine dernière, le crochet et les câbles d'une grue sont tombés à quelques mètres d'un travailleur.

A la station de pompage, un autre travailleur devait conduire un sambon (une sorte de clark) sans freins sur une route étroite qui surplombe le chantier de plus

de cinq mètres. Au cours d'une manœuvre le véhicule glissa, le conducteur eut tout juste le temps de sauter, tandis que l'engin allait se fracasser cinq mètres plus bas. Par-dessus le marché, le chef qui était là eut encore le culot de lui reprocher d'avoir démolie le sambon.

La même semaine, un autre ouvrier faisait une chute d'un échafaudage qu'il était en train de monter. Il tomba trois mètres plus bas sur une barre métallique de l'échafaudage. Il fut grièvement touché à la colonne vertébrale : ses jambes sont désormais paralysées.

Correspondant LO

## APC

## (AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES)

## TOULOUSE

## Danger et cynisme

Dernièrement, on a demandé aux ouvriers postés en 3x8 de répondre à un questionnaire commandé par le ministère de la Qualité de la vie. Entre autres questions, on pouvait trouver :

« Quelle est la chose la plus pénible lorsque vous revenez à l'atelier : le bruit, les odeurs, la chaleur, les cadences ?... »

« Après le travail, êtes-vous irritable ? »

« Vous arrive-t-il de ressentir après une journée de travail un « coup de barre » ? »

Et le cynisme atteint son comble à la dernière question :

« Pousseriez-vous votre fils à exercer le travail que vous faites dans les mêmes conditions ? »

Ce genre de petite farce du gouvernement pourrait prêter à rire si on ignore que l'APC est

l'usine la plus meurtrière de la région (encore un mort en avril : c'est le quatrième depuis cinq ans) et où le danger d'accident est quotidien.

La semaine dernière, par exemple, un électricien a été brûlé aux mains au troisième degré et au visage. Et cela parce qu'il faut dépanner un coffret électrique défectueux avec un éclairage insuffisant de l'atelier. Cette même semaine, un ouvrier a été asphyxié par des vapeurs d'ammoniac et hospitalisé 48 heures. Tout cela parce qu'il faut faire au plus vite.

C'est pourquoi la majorité des ouvriers ont refusé de répondre à ce questionnaire. C'était la seule réponse qu'on pouvait lui faire.

Correspondant LO.



## LA QUESTION

de Laurent HEYNEMANN



La question est tiré du témoignage d'Henri Alleg paru voici un peu moins de vingt ans. Il en respecte fidèlement les faits, exception faite de la modification des noms imposée par la loi d'amnistie votée en 1962 et qui interdit toute mise en cause des tortionnaires d'Henri Alleg, devenu dans le film Henri Charleue. Militant du Parti Communiste Algérien, dissous en septembre 1955, directeur du quotidien pro-communiste **Alger Républicain**, Alleg se cache dans un Alger quadrillé depuis janvier 1957 par les parachutistes, chargés par le gouverneur général de l'Algérie, le socialiste Robert Lacoste, de maintenir l'ordre et de briser le FLN. Clandestin, recherché, il continuera à sortir son journal illégal avec une équipe réduite et à défendre ses idées, tout comme son camarade Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger. La répression massive qui

frappe indistinctement tous les suspects et les opposants fichés amène l'arrestation de Maurice Audin le 11 juin 1957 et le lendemain celle de Henri Alleg, venu le retrouver. Conduits dans une de ces sinistres villas qui servirent de lieux de torture aux parachutistes du général Massu, détenteur de tous les pouvoirs de police, Audin et Alleg furent, comme des dizaines de milliers d'Algériens, affreusement torturés, en particulier à l'électricité, pour qu'ils fournissent des renseignements sur leur organisation. Mais ni l'un ni l'autre ne parlèrent car, comme le dit Maurice Audin : « C'est la seule façon que j'ai de vous dire m... ». Audin a été assassiné par un lieutenant qui, dans sa rage de le voir résister, l'étrangla. Sa mort fut officiellement maquillée en évasion mais personne ne s'y trompa : les paras l'ont tué, comme les 4.000 « disparus » recensés par le secrétaire gé-

néral de la police.

Henri Alleg a résisté, il a conservé jusqu'au bout sa dignité malgré toutes les humiliations, face à des bourreaux qui torturent en froids techniciens et qui clament leur haine « des communistes, des juifs, des socialistes ». Et parce qu'il est connu, parce qu'il est un intellectuel européen, que ses amis et camarades se mobilisent pour le sauver, Alleg finit par sortir d'El Biar pour aller au camp de Lodi où il se trouvera plus en sécurité. Pourtant de cette prison surpeuplée partiront chaque jour pour le peloton d'exécution les condamnés à mort, accompagnés et soutenus de la voix par leurs compagnons.

Alleg n'a pas baissé les bras. Il a porté plainte contre ses bourreaux, auxquels il fut confronté. Il écrivit **La question**, pour témoigner que la torture généralisée existait, alors que le gouvernement de Guy Mollet prétend qu'il s'agis-

sait tout au plus de « bavures ». Il fut certes finalement condamné à dix ans de prison sous diverses accusations de « trahison ». Mais, aidé de ses amis, il s'évadera de la prison française où il est un moment transféré.

Sobrement réalisé par Laurent Heynemann, admirablement interprété, tout particulièrement par Jacques Denis, **La question** atteint pleinement son objectif : de bout en bout, ce film bouleverse et révolte. Malgré cela, la commission de contrôle a jugé que les jeunes de moins de 18 ans ne sont pas capables de supporter la vue d'un film dont pourtant aucune image n'est complaisante vis-à-vis de la torture.

Laurent Heynemann, membre du PCF, montre dans une séquence du début du film la condamnation des attentats par Alleg qui considère que c'est là « faire le jeu de la réaction » et tomber dans la provocation. Mais il n'a pas cherché à mettre systématiquement en évidence l'appartenance d'Alleg au PC. Tout juste l'évoque-t-il pour que le spectateur sache à quoi s'en tenir. Mais c'est là justement que réside toute l'ambiguïté de la situation et du film. Au vu de ces images, pour les centaines de milliers de spectateurs, le PC luttait contre le pouvoir colonial, sous-entendu de la même façon que le FLN pour l'indépendance de l'Algérie. C'est d'ailleurs cette version falsifiée de l'histoire qui est ressassée depuis plusieurs jours par la presse du PC qui fait un grand battage autour du film. Et c'est ce que soutient Henri Alleg, aujourd'hui

secrétaire général à l'Humanité.

Il s'agit là d'une exploitation de la qualité de victime d'Alleg pour réécrire l'histoire à l'usage des lecteurs de l'**Humanité** et des spectateurs. Le PCF, pendant toutes les premières années de la guerre, se gardait de parler du droit à l'indépendance de l'Algérie, préférant demander la « paix en Algérie ». Le PCF se démarqua dès le début du FLN et il vota le 12 mars 1957 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Guy Mollet. Le contingent envoyé en Algérie le fut grâce aux voix du PCF ; l'état d'urgence également. Le courage personnel d'Henri Alleg et de ses camarades ne peut servir à couvrir cette politique du PCF.

Malgré ces réserves, il faut voir et faire voir **La Question**. Le film d'Heynemann montre en effet quel degré de barbarie peuvent atteindre la bourgeoisie et ses mercenaires. Les tortionnaires d'Alleg furent tout juste condamnés pour le principe, mais aujourd'hui ils sont tous décorés (« pour services rendus ») et sont soit colonel, soit lieutenant-colonel.

Et cette politique fut menée par des hommes dits de gauche. Car la guerre d'Algérie fut essentiellement l'œuvre de Guy Mollet, Gaston Defferre et François Mitterrand qui n'ont jamais renié leur politique passée...

Guy FICHET.

Quartier Latin (5°) - Gaumont Rive Gauche (6°) - Colisée et Elysées Lincoln (8°) - Gaumont Opéra (9°) - Olympia (14°) - Clichy Pathé (18°).



## SELECTION

### FILMS RECENTS :

**TOUCHE PAS A MON GAZON**, de Ted Kotcheff.

Licencié, un jeune cadre refait son ascension sociale au moyen d'attaques à main armée... Comment résoudre le problème du chômage avec fantaisie !

Mercury, 8° - Paramount Opéra, 9° - Paramount Maillot, 17°.

**NOIRS ET BLANCS EN COULEURS** (anciennement **La Victoire en chantant**), de J.J. Arnaud.

La guerre vue en 1915 dans un village africain : le colonialisme absurde et sanglant.

Marbeuf, 8° - Secrétan, 19°.

**AFFREUX, SALES ET MECHANTS**, de Ettore Scola.

La dénonciation, au moyen d'un humour féroce, de la vie et des mœurs dans un bidonville de la banlieue romaine.

Styx, 5°.

**BARRY LINDON**, de Stanley Kubrick.

Un aventurier dans l'Europe aristocratique du XVIII° siècle — et un beau film.

Impérial, 2° - Colisée, 8° - Calypso, 17°.

**DERSOU OUZALA**, de A. Kurosawa.

Les aventures et l'amitié d'un officier explorateur et d'un chasseur de la taïga russe au début du siècle.

Arlequin, 6° - Paramount Elysées, 8° - Marivaux, 2° - Liberté, 12°.

**LE JUGE FAYARD DIT LE SHERIFF**, de Y. Boisset.

Réquisitoire, actuel et efficace, contre la justice.

Marbeuf, 8°.

**PAIN ET CHOCOLAT**, de F. Brusati.

Un émigré italien en Suisse. Humour et réalisme.

Luxembourg, 6° - Biarritz, 8° - Trois Haussmann, 9° - Clichy

Pathé, 18° - St-Michel, 5°.

**L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS**, d'Agnès Varda.

La vie de deux jeunes femmes : leurs difficultés de vivre et d'aimer.

Palais des Arts, 3° - Quintette, 5° - Olympia, 14° - Studio Raspail, 14°.

**L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM**, de Volker Schöndorff.

Les méfaits de la grande presse en Allemagne.

Studio Rivoli, 4°.

**PARFUM DE FEMME**, de Dino Risi.

Avec Vittorio Gassman dans le rôle amer d'un officier devenu accidentellement aveugle.

Denfert, 14°.

**QUE LA FETE COMMENCE**, de B. Tavernier.

Les intrigues de la cour au XVIII° siècle, sous la Régence. Cinéma des Champs-Élysées, 8° - Univers, 14°.

**SOLDAT BLEU**, de R. Nelson. Un des massacres d'Indiens de l'Amérique du Nord. Club, 9°.

### FILMS ANCIENS :

**LES TEMPS MODERNES**, de C. Chaplin.

Paris-Loisirs-Bowling, 18°.

**LA CHEVAUCHEE FANTASTIQUE**, de John Ford.

Kinopanorama, 15°.

**JOUR DE FETE**, de Jacques Tati.

Capri, 2° - Les Cinoches de St-Germain, 6°.

**ETAT DE SIEGE**, de Costa Gavras (dimanche 8 mai) et « Z » (mardi 10), à La Pagode, 7°.

**CASQUE D'OR**, de J. Becker, avec Simone Signoret et Serge Reggiani.

La Pagode, 7°.

● Festival François Truffaut aux Accacias, 17°.



## Agricol Perdiguier Mémoires d'un compagnon



● Agricol Perdiguier, compagnon charpentier originaire d'Avignon, écrit ses mémoires en 1852.

Le compagnonnage, qui réunissait en associations rigoureusement réglementées les ouvriers d'une même corporation, qu'on appelait les compagnons, avait connu ses heures de gloire sous l'Ancien régime. Né au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'aube de la révolution in-

dustrielle en France, Agricol Perdiguier fut spectateur de la désagrégation du compagnonnage. Elle se manifesta essentiellement par des rivalités entre compagnons de différents métiers, mais la cause profonde était la naissance de la grande industrie, la création d'un vaste prolétariat sans qualification, rétribué à des salaires de famine.

Agricol Perdiguier n'avait pas

pris conscience de la lutte des classes entre bourgeois et prolétaires. A son époque, cette conscience commençait d'ailleurs seulement à poindre. Aussi, face aux méfaits évidents de la société capitaliste montante, préconisait-il avec force une réforme et une renaissance du compagnonnage comme moyen de maintenir l'alliance des travailleurs entre eux.

Cette volonté transparaît au fil des pages de ses mémoires. L'histoire a tranché d'une autre manière, et la bourgeoisie industrielle effaça bien vite les derniers vestiges des traditions du compagnonnage.

L'intérêt de ces mémoires n'est bien entendu pas là. Mais il s'agit d'un témoignage vécu de ce que fut la vie des compagnons. En termes simples et chaleureux, l'auteur, qui était surnommé Avignonnais le Vertu, retrace les épisodes de l'apprentissage du compagnon, les règles et les rites quasi religieux qu'il observait, l'épopée du Tour de France, qui eut, entre autres effets, celui de propager les différentes techniques aux quatre coins du pays.

L'amour du travail bien fait, le sentiment de l'honneur et la solidarité jouaient un grand rôle dans l'état d'esprit du compagnonnage. Les mémoires d'Agricol Perdiguier montrent ce que cela pouvait avoir d'enrichissant, mais aussi de contraignant et de conservateur.

Les mémoires de Perdiguier constituent une page d'histoire du monde du travail, qu'il est utile de connaître, même s'il s'agit bien d'un passé que nous savons définitivement enterré, contrairement à l'opinion de ceux qui voient aujourd'hui dans le compagnonnage une sorte d'idéal de société pour la classe laborieuse.

Hélène DURY.

Mémoires d'un compagnon d'Agricol Perdiguier - Maspéro - 400 p.

## Les communistes et l'Etat

de J. FABRE, F. HINCKER, L. SEVE

L'ouvrage *Les communistes et l'Etat* se veut un essai de justification théorique de l'abandon par le Parti Communiste Français du principe de la dictature du prolétariat. Cette entreprise est cette fois-ci menée, un an après le 22<sup>e</sup> Congrès, par un historien, un philosophe et un économiste. Le seul résultat est que l'explication est plus enveloppée, assortie de nombreuses références historiques... y compris à Marx et à Lénine eux-mêmes, mais bien évidemment le fond reste le même. Pour résumer : les conditions dans lesquelles les bolchéviks ont dû utiliser, pour vaincre, les méthodes de la dictature du prolétariat, étaient particulières. Maintenant que le grand capital est beaucoup plus isolé et au niveau mondial, et dans chaque pays, on peut envisager une voie d'Agricol Perdiguier - Maspéro - me.

Evidemment, avec une conception aussi platement réformiste, il ne fallait guère s'attendre à un ouvrage traversé par un souffle combatif ou révolutionnaire. Fabre, Hincker et Seve réalisent ce tour de force de consacrer plus de deux cents pages au problème de l'Etat sans aborder une seule fois le problème de savoir quels moyens auront les travailleurs d'imposer leurs droits si la bourgeoisie ou son appareil d'Etat décident de s'y opposer ; sans parler une seule fois des leçons à tirer du drame du prolétariat chilien ; sans une seule ligne sur les moyens à envisager pour empêcher les mercenaires de l'armée et de la police de continuer demain leur besogne anti-ouvrière.

Bref, nous retrouvons le fond réel de la ligne du Parti Communiste Français : le renoncement à une politique révolutionnaire, visant à mobiliser la classe ouvrière, à la préparer à l'affrontement contre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie.

Des dizaines de pages de sanctification de la « voie démocratique » et de l'« Etat démocratique » qui sortira des urnes si la gauche est majoritaire, même enveloppées de beaucoup d'expressions ronflantes et pseudo-théoriques, cela donne une œuvre laborieuse et bien peu enthousiasmante. Bien à l'image de la politique du parti de Georges Marchais.

Jan MASSARDIER

Les communistes et l'Etat de J. Fabre, F. Hincker et L. Seve - Editions Sociales - 240 p. - 20 F.

## Le nouvel homme et la mer

Yves LA PRAIRIE, avec Maurice BRUZÉK

Ce dialogue entre un journaliste et un haut fonctionnaire est une sorte de bilan des possibilités offertes par la mer. Y. la Prairie, mis par De Gaulle à la tête du « Centre National pour l'exploitation des Océans » (CNEXO), créé en 1967, se situe bien dans le camp de l'ordre établi et ses conceptions sont à bien des égards réactionnaires.

Il fait la part belle à l'Etat et il ne manque pas un petit mot flatteur pour De Gaulle, Pompidou et Giscard. Rien n'est dit en revanche sur le manque de crédits et donc de personnel dont souffrent les services chargés de la recherche et des actions concer-

nant la protection de la nature. Pas un mot non plus sur le fait que tous les décrets possibles interdisant les constructions de marinas par exemple, n'ont aucune chance d'être jamais respectés.

Insistant lourdement sur les possessions françaises outre-mer et sur les réalisations françaises, il est d'un nationalisme d'autant plus pénible que les horizons marins qu'il nous fait entrevoir en prouvent assez le ridicule.

Ce qu'il dit de la mer est, par contre, passionnant : que ce soit son évocation de l'expédition « Famous » qui fit progresser la compréhension des mouvements

des continents, ou encore ce qu'il explique des plates-formes pétrolières en mer, ou de l'aquaculture ou de la récolte de nodules polymétalliques par 5.000 mètres de fond. Il expose les différentes possibilités que la mer offre à l'humanité : élevage de poissons, de coquillages ou de crustacés, ressources minérales et production d'énergie entre autres. La mer ouvre d'immenses réserves en aliments comme en matières premières et en énergie.

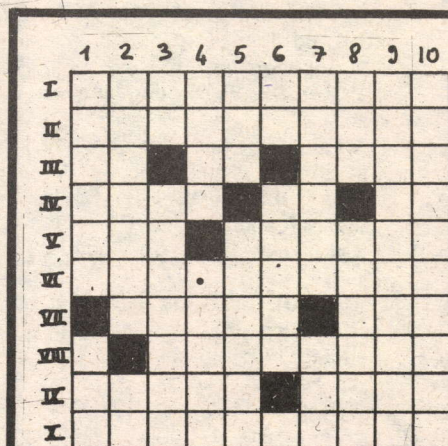
L'ouvrage fait le point de la pollution de la mer. Mais il est difficile de partager la confiance de l'auteur dans le sens des responsabilités des pouvoirs publics

et des entreprises privées qui engagent des travaux d'exploitation de la mer et de son sous-sol. L'accident de la plate-forme « Bravo » est là pour en témoigner !

C'est pourtant avec un enthousiasme communicatif que l'auteur imagine une société humaine plus étroitement liée à la mer et à sa beauté. Mais sa description prouve, même si ce n'est pas du tout son opinion, qu'il faudra pour réaliser ce rêve une société qui ne soit plus limitée dans son essor par des frontières nationales et les cupidités du capital.

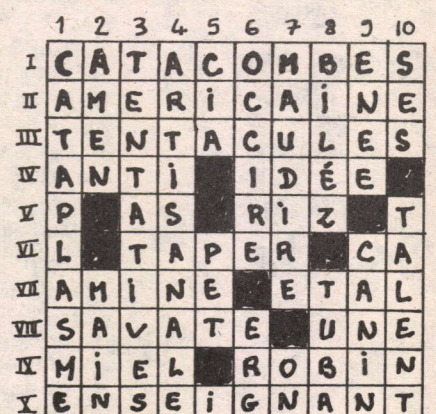
Françoise BANIAN.

## MOTS CROISES



**HORizontalement.** — I. Des fruits dont on fait un plat. — II. Remplissaient leur rôle. — III. Sur une carte - Dimension - Ça va bouillir. — IV. Bombe - Phonétiquement : elle cherche sa voie - Un petit bout de crêpe. — V. Sigle d'outre-Pyrénées - A reboucher après usage. — VI. Pas engageant. — VII. Pas nette - Tenta. — VIII. Perçu. — IX. Le rouge y est mis - Assiste. — X. A sa part.

**VERTICALEMENT.** — 1. Faire un tour - Ne suffit pas à faire la clarté. — 2. Commentaires - Abréviation. — 3. Aux bouts du laurier - Bonne boîte. — 4. Il avait du souffle - Perce le cuir. — 5. Quand on en a, ça fait de l'oseille - Tourner en rond. — 6. Cours d'eau - Certains aident à bourrer le crâne. — 7. Manque souvent d'ombre - Direction de bas en haut. — 8. Tranchant - Manquent d'accent. — 9. Gardé par la bande. — 10. Interdite.





# TELE-TELE-TELE-TE

## Aux Dossiers de l'écran :

### " Les handicapés "

Le film de Robert Enrico qui servait de point de départ au débat de mardi dernier, aux Dossiers de l'écran, était émouvant.

L'histoire de cette famille qui réagit, devant un enfant mongolien, avec tous les préjugés les plus ancrés dans la société, était, à plus d'un titre, révoltante. La grand-mère qui ne veut pas « ça » sur son tapis, l'oncle qui n'ose pas laisser voir l'enfant à la future belle-famille de sa fille et qui, lui-même, tente de faire enfermer l'enfant, la tante qui a constamment peur « de ce que diront les gens », le jeune neveu qui ne manque pas une occasion de faire des réflexions méchantes au frère de l'enfant mongolien, les enfants du village qui répètent innocemment les réflexions de leurs parents, tout cela avait incontestablement un accent de vérité.

C'est vrai, et le débat l'a montré à plusieurs reprises, les handicapés gênent et font peur.

Quant au débat, il a duré près de deux heures et, à aucun moment ou presque, les vrais problèmes n'y ont été abordés. Et pourtant, ils ont été posés par les questions de téléspectateurs (l'emploi, le placement des handicapés adultes, quand les parents ont disparu) ou par l'un ou l'autre des participants (le rôle de l'Etat, la scolarisation prévue depuis 1909 et qui n'existe pas, les bâtiments qui ne sont pas adaptés). Mais, très vite, on abandonnait le sujet pour revenir à des bons sentiments qui ne coûtaient rien à énoncer.

Il n'en demeure pas moins que le simple fait de présenter

une telle émission a au moins l'avantage de montrer que le problème existe (il y a à l'heure actuelle en France plus de 2 500 000 handicapés, soit 5 % de la population) et que — en dehors des associations privées — rien n'est fait. C'était

d'ailleurs criant puisque, sur le plateau, il n'y avait pas un représentant officiel pour donner son point de vue sur... ce que l'Etat ne fait pas.

Thérèse LEMARCHANT



## SÉLECTION

### Samedi 7 mai

ANTENNE 2 - 17 h 10 - Des animaux et des hommes : **La pollution marine**. Un sujet particulièrement d'actualité.

FR3 - 20 h 30 - Les « samedis de l'histoire » donnent « la plume à Alexandre Sanguinetti » qui présente un film : **1918 : Foch pour vaincre**. Il s'agit là de la première émission d'une série au cours de laquelle des personnalités syndicales et politiques présenteront le personnage historique de leur choix.

### Dimanche 8 mai

FR3 - 16 h 55 - Les grandes batailles du passé : **Naseby, 1645**. La victoire de l'armée de Cromwell sur le roi Charles 1<sup>er</sup> d'Angleterre.

TF1 - 20 h 30 - Film : **La colline des potences**, de Delmer Daves, avec Gary Cooper, Maria Schell. Un western.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Musique and Music** : Spécial Annie Girardot, avec Claude Nougaro, Atahualpa Yupanqui, etc.

FR3 - 20 h 30 - **L'homme en question** : Jean Lartéguy. Ce romancier et homme d'extrême-droite est interrogé par Jean-François Heïd du **Nouvel Observateur**, Jacques Lacan, psychanalyste, entre autres.

ANTENNE 2 - 22 h 40 - Document de création : **Les Français et la contraception**. Cette première émission, qui sera suivie de deux autres, est consacrée à l'histoire de la contraception.

### Lundi 9 mai

FR3 - 20 h 30 - Film : **Archimède le clochard**, de Gilles Grangier, avec Jean Gabin, Dary Cowl. Les aventures d'un clochard misanthrope.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - Tous les chemins mènent à Rome. Première émission intitulée : **D'Urbino à Rome ou le paysage**, et consacrée à la Renaissance en Italie.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - **L'huile sur le feu**, de Philippe Bouvard, traitera de la psychanalyse en mettant face à face le docteur Bensoussan, et le professeur Debray-Ritzel.

### Mercredi 11 mai

ANTENNE 2 - 14 h 05 - Aujourd'hui **Madame** présente le chanteur Jean-Roger Caussimon.

TF1 - 20 h 30 - Film : **La maison des autres**, de J.P. Marchand, d'après le roman de Bernard Clavel. Seconde partie de la vie d'un apprenti-boulangier qui, devenant homme, apprend à se défendre, à s'organiser et à se battre.

TF1 - 22 h 10 - Emission médicale : **l'hypertension artérielle**. Emission d'Igor Barrère, P. Desgrapes et Etienne Lalou.

### Jeudi 12 mai

TF1 - 20 h 30 - **Spécial événement** présente un débat entre Raymond Barre et François Mitterrand, sur la situation économique et politique de la France. Un premier face à face électoral, en quelque sorte...

ANTENNE 2 - 20 h 30 : **Musique** : **L'enlèvement au Sérail**, de Mozart. Le spectacle de l'Opéra de Paris, dont l'orchestre est placé sous la direction de Karl Böhm, est transmis en direct.

FR3 - 20 h 30 - Film historique : **Les derniers jours de Mussolini**, de Carlo Lizzani, avec Rod Steiger.

### Vendredi 13 mai

FR3 - 21 h 30 - **Panama** : première émission intitulée « La fièvre ». Une évocation du creusement du canal en 1913 et un documentaire sur le passé de ce petit pays.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - **Apostrophes**. L'émission de Bernard Pivot est consacrée aux « Portraits de quelques patrons ». Il s'agira en particulier de Pierre de Calan, Philippe de Rothschild, etc.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Film : **Tout ou rien**, de Clive Donner, avec Alan Bates. L'ascension sociale d'un ambitieux sans scrupule.

### Samedi 14 mai

TF1 - 20 h 30 - **Numéro un** : Mort Schuman.

FR3 - 20 h 30 - **Musique** : **Le chevalier à la rose**, opéra de Richard Strauss.

### Dimanche 15 mai

TF1 - 20 h 30 - Film : **Toute une vie**, de Claude Lelouch.

# THEATRE

# THEATRE

## " Sainte Jeanne des abattoirs " au TEP

Le TEP redonne actuellement et jusqu'au 28 mai *Sainte Jeanne des abattoirs* de Bertolt Brecht, pièce écrite en pleine crise économique, en 1932. Le personnage central, une salutiste, Jeanne Dark, dont l'histoire est l'épopée de Jeanne d'Arc, transposée dans

le monde moderne, sert de prétexte à Brecht pour dénoncer le rôle de la religion au service de l'ordre existant. Jeanne, prise de pitié à la vue de la misère des ouvriers des abattoirs de Chicago, fait appel au « grand cœur du roi de la viande », Mauler, dont

toute l'action n'aboutit cependant qu'à jeter plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers à la rue. Rejetée de l'organisation des chapeaux noirs, Jeanne se voit confier une mission par des dirigeants ouvriers. Mais, parce qu'elle reste hostile à la violence, elle trahit leur confiance. Brecht veut montrer que « la pitié ne suffit pas pour changer le monde ».

La démonstration est lourde, schématique, sans finesse. On se perd dans les aléas des cours de la bourse aux bestiaux et on n'a pas toujours l'impression de saisir toutes les ficelles nouées par le roi de la viande pour mettre les fabricants à sa merci. L'héroïne, ou plutôt l'anti-héroïne, est une caricature de naïveté et de bêtise candide. Et tous les personnages, d'ailleurs, caricaturés à l'excès, sont avant

tout, on le sent, les instruments d'une démonstration toute théorique, abstraite. Enfin la classe ouvrière, victime de la crise, est montrée avec paternalisme, comme un ramassis de pauvres hères, broyés par les circonstances, luttant avec âpreté entre eux dans la jungle des abattoirs — rappelons que Brecht s'est inspiré du récit d'Upton Sinclair. Un seul petit espoir traverse la pièce : c'est l'intervention des militants communistes. Mais la leur est faible car la grève échoue en raison de leur imprudence et surtout parce que « les ouvriers n'ont pas suivi ». Par bien des côtés donc, c'est une pièce assez irritante, mais qui ne surprend pas sous la plume d'un compagnon de route du stalinisme.

Cela dit, la mise en scène de Guy Rétoré, aidé de Jean Cosmos

— mais c'est Brecht qui en avait conçu ce que en fait l'originalité — met considérablement en valeur l'humour caustique du texte.

L'intervention de chœurs paillés, scandant et chantant, la musique, l'utilisation astucieuse des décors et des éclairages, l'intervention fréquente des acteurs depuis l'orchestre ou le balcon, les apartés, les clins d'œil, tout met en valeur l'ironie de cette pièce (en particulier les acteurs accentuent encore l'effet comique provoqué par l'écriture, en pompeux alexandrins, des propos de bouchers tenus par les rois de la viande).

Et grâce à cette mise en scène et cette interprétation, cela donne tout de même un spectacle où l'on ne s'ennuie pas.

Bertrand DENOILT



# La Fête

28  
29  
30  
MAI

de LUTTE OUVRIERE

à

Meriel-Villiers-Adam  
(val d'oise)



## Le theatre Praxis présentera "La Paix" d'Aristophane

« Qu'est-ce que le Théâtre Praxis ? »

— Le Théâtre Praxis est un théâtre pauvre. Treize comédiens, un metteur en scène, une dramaturge, un musicien et pas l'ombre d'une subvention. On prétend que la pauvreté est une source inépuisable d'invention...

Quels sont ou seraient les critères d'un théâtre service public, c'est-à-dire financé (contrôlé) par l'Etat ? Pour le moment, nous revendiquons une aide en tant que participants à la création artistique.

Nous nous élevons contre la fausse distinction entre amateurs et professionnels, créée arbitrairement, en raison de la « crise ». D'où la récente suppression de subventions à quarante compagnies jugées « amateurs » ou « étudiantes » par les « critiques », les mêmes qui forment les Commissions d'aide au théâtre, qui gèrent la pénurie des Affaires culturelles.

— Pourquoi avoir repris La Paix ?

— La Paix se situe dans la Grèce du V<sup>e</sup> siècle avant J.C. Elle relate les aventures d'un vigneron, Trygée, ici-bas, à l'Assemblée du peuple, et aux dieux, chez les dieux. Après avoir en vain essayé de convaincre ses concitoyens de voter



L'ambassadeur grec et le soi-disant envoyé turc sont de mèche pour duper l'assemblée.

pour la Paix, Trygée décide d'aller la rechercher chez les dieux et de mettre ainsi un terme à la guerre qui sévit en Grèce depuis treize ans. Reçu par le dieu Hermès, il apprend avec stupéfaction que les dieux olympiens sont en vacances. A leur place, ils ont laissé les ignobles dieux de la guerre...

Après maintes péripéties, il délivre la Paix.

La fête commence. C'est le délire de joie et d'amour pour les paysans et la faillite pour les spéculateurs et les trafi-

quants d'armes.

Aristophane a le mérite d'avoir attaqué nommément, en plein conflit, les responsables de la guerre. Sa critique à l'égard des démagogues, délateurs, vendeurs d'armes et autres ténors de la vie politique est des plus virulentes. Pour la petite histoire, tous les comédiens ayant refusé ce rôle, c'est Aristophane lui-même qui a dû interpréter le rôle de Cléon, général et grand propriétaire, « bête noire » d'Aristophane dans la pièce. Cette pièce reste très vivante.

## Ils seront parmi nous

### CHANSONS - VARIETES

J.M. BOURGEON  
CHANTAL ET DANIEL  
J.Y. CHETAIL  
DAVAU  
Jacques DEBRONCKART  
Christian DENTE  
Yves DUJOLLIE  
Francis GERAUD  
NOUS CHANTONS NE  
VOUS DEPLAISE  
Le groupe ORCHIDEE  
Les SENTHACLOS  
Henri TACHAN  
Cora VAUCAIRE  
VITALIS

### MUSIQUE, CHANTS ET DANSES DE TOUS LES PAYS

Los CARIACOS  
L'ensemble d'ANATOLIE,  
musique populaire de la  
Turquie  
Jacques HALBOUT,  
flamenco  
Los INDIANOS  
TEMO, groupe de chants  
et danses Kurdes  
Los KIMBAS  
Benito MERLINO,  
chansons d'Italie  
Les MOUN'KIKI, chants de  
révolte antillais  
EL MOUSSAFRINE, chants  
et danses du Maghreb

### JAZZ - FREE-JAZZ

Bill COLEMAN  
et son quintette  
P. LUBAT, EYDOUX,  
CHAUTEMPS  
Michel PORTAL  
et son trio  
Le groupe SOHO (jazz-rock)

### FOLKLORE ET FOLK

Les CAPVATH, musique  
traditionnelle occitane  
CECIMENE  
Groupe PHILICRY

### THEATRE

« La jeune lune tient la  
vieille lune toute la nuit  
dans ses bras » par le théâ-  
tre de l'AQUARIUM  
« La Paix » (d'Aristophane)  
par le théâtre PRAXIS  
GUERRE AU TROISIEME  
ETAGE (de Pavel Kohout)  
LE CHANT DU FANTOCHE  
LUSITANIEN par le  
théâtre d'HOY  
« PARESSONS EN TOUTE  
CHOSE »

### MUSIQUE CLASSIQUE

ENSEMBLE FRANÇAIS  
DE MUSIQUE DE  
CHAMBRE  
(dir Paul FERRARIS)  
Musique de HAENDEL,  
BACH, VIVALDI  
J. M. MORENNE  
VERY FLORIS, musique de  
la Renaissance

### ROCK-POP

The ALAKOK  
CORBEAU  
DECATRA  
EVASION  
Groupe MONGE  
THEODE

### BAL

avec le groupe RELAX

## Bill Coleman

« Quand avez-vous commencé à jouer de la trompette ? »

— De 15 à 18 ans, j'ai exercé 36 métiers et occupé 36 places, j'ai travaillé en fabrique, dans les abattoirs, je n'avais aucune attirance pour des métiers. Il n'y a que la musique qui m'a inspiré, qui m'a stabilisé. Et puis, il y avait de la musique dans ma famille, autour de chez moi, dans la rue, beaucoup plus qu'ici. On allait à l'église, il y avait les Gospels et les spirituals.

— Et aujourd'hui, qu'en est-il ?

— Actuellement, il y a un marasme terrible pour les musiciens. Toutes les boîtes se sont fermées les unes après les autres, toutes les discothèques ne passent plus que des disques sur lesquels les musiciens ne touchent rien. Seul le compositeur touche un petit quelque chose. Il faut faire un « tube » pour gagner de l'argent. Mais à la radio et à la télévi-

sion, c'est le matraquage des variétés. Il n'y a du jazz que lors d'émissions spécialisées ou alors c'est de nuit, quand tout le monde dort.

— Quel style de musique jouez-vous ?

— C'est une musique populaire mais qui ne s'adresse pas au grand public de Serge Lama, Claude François ou Sheila. C'est le contraire en Amérique, où les gens en entendent tout le temps et où la télévision pousse le jazz, qui fait partie de la vie courante. Ma musique est populaire, elle plaît. Elle n'est pas d'avant-garde. On fait des chansons populaires, on peut prendre une chanson française et la jouer en jazz. Au fond, on peut jouer Frère Jacques ou Alouette, gentille Alouette. Vous prenez un thème, une fois que vous avez exposé la mélodie, les musiciens improvisent là-dessus et, au fond, c'est ça le jazz. Le jazz vaut ce que vaut le soliste.



Si vous avez de bons solistes, cela va être de la grande musique, si vous avez des musiciens médiocres, c'est du mauvais jazz. Les chansons, à la différence du jazz, sont écrites une fois pour toutes. Evidemment Bécaud, ou un autre, ne va pas chanter la même chanson toujours de la même façon. Mais je veux dire par là que le public retrouvera toujours

la même chose. Tandis que le jazz, c'est différent. En jazz, on ne joue pas de la même façon, même si on joue le même morceau.

Chaque soir, il y a quelque chose de différent. On improvise différemment. C'est comme si vous écriviez la même histoire plusieurs fois de suite : vous changeriez les détails à chaque fois. »

## Francis Geraud

« Depuis combien de temps chantes-tu ? »

— Je chante depuis l'âge de 15 ans. Depuis le début je suis auteur-compositeur. Il fallait que j'écrive, que je chante, pour sortir de la monotonie. Je fais aussi des scénarios de films, des poèmes, des contes pour enfants.

— As-tu déjà chanté dans une fête ?

— Non. A la pentecôte, ce sera la première fois. Je vais pouvoir trouver des gens auxquels j'ai envie de m'adresser. car je remets en question tous les principes établis et en particulier le traditionnel monologue du chanteur. J'utilise souvent un langage populaire, mes chansons font rigoler le public. Pourtant elles abordent des thèmes sérieux. « C'est déjà des fainéants quand ça a 17 ans, ça se fout au chômage quand c'est pas étudiant... ».